

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION ADRIATIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1933, à 2 heures

PAR

Sreten POTCHEK

JURY

Président : M. DE LA PRADELLE, Professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT, Professeur
LE FUR, Professeur

PARIS
LES ÉDITIONS INTERNATIONALES
4 bis, Rue des Ecoles

1933

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION ADRIATIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1933, à 2 heures

PAR

Sreten POTCHEK

JURY

Président : M. DE LA PRADELLE, Professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT, Professeur
LE FUR, Professeur

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

4 bis, Rue des Ecoles

1933



A MON ONCLE
NIKO POTCHEK

*en témoignage de mon affection
et de ma reconnaissance*

INTRODUCTION

En entreprenant l'étude de la Question Adriatique, nous ne nous dissimulons point la gravité du problème que nous nous proposons d'examiner. Cette gravité provient surtout de ce que la Question Adriatique n'a toujours cessé d'être d'une actualité brûlante, si l'on peut dire ainsi. On sait que par la Question Adriatique, on entend actuellement la dispute que provoque la situation de la côte orientale de la mer adriatique. Nous allons tenter ici de tracer brièvement le développement historique de ce problème adriatique et, à la lumière de cet historique, nous essaierons d'envisager les solutions qui seraient susceptibles d'assurer une paix durable à cette région de l'Europe dont le passé fut si agité.

La Péninsule Balkanique a joué, de tout temps, un rôle de tout premier plan dans l'histoire de l'Europe. Cette importance des Balkans de ce « Talon d'Achille de l'Europe », découle de différentes raisons. Ce sont des raisons d'ordre géographique, d'ordre historique et — la conséquence de ces deux premiers — d'ordre politique. Géographiquement, la Péninsule balkanique occupe une des places les plus importantes de l'Europe entière. Tout d'abord, elle est le pont naturel entre l'Europe et l'Asie, c'est-à-dire elle lie le continent le plus développé à tous points de vue et le plus actif avec le

continent le plus vaste et le plus riche du monde. Il est vrai, la péninsule Balkanique ne forme pas la seule liaison terrestre entre l'Europe et l'Asie. Par la plate-forme russe, d'une largeur énorme, l'Europe se trouve directement liée avec l'Asie, mais la liaison entre l'Europe et l'Asie qui se fait par la plate-forme russe ne présente ni de loin une importance égale à celle réalisée par la Péninsule balkanique. Tandis que par la plate-forme russe, l'Europe se trouve liée avec l'Asie centrale, le pays presque désert, sans civilisation et sans grande valeur économique ni politique ; à travers les Balkans et la Mer Egée, la plus hospitalière du globe, l'Europe est étroitement liée « à l'Asie intérieure et par là aux Indes, même à l'Egypte, berceaux des plus anciennes civilisations » (1). Quoique la Péninsule balkanique ne se trouve pas en contact direct avec l'Asie Occidentale et l'Egypte, elle est certainement plus intimement liée à ces contrées que la Russie.

D'autre part, la Péninsule Balkanique a une autre caractéristique qui la distingue profondément de deux autres grandes péninsules de l'Europe méridionale ; tandis que ces deux autres sont protégées, l'une par les Apennins, l'autre par les Pyrénées, la Péninsule balkanique, sans aucune protection naturelle, se rattache directement par une vaste plaine au continent européen. Ce manque de protection naturelle a eu une influence énorme sur l'histoire de cette contrée de l'Europe.

Le rôle historique de la Péninsule Balkanique a été grandement influencé par sa situation géographique. Se trouvant à la frontière sud-est européenne, la Péninsule

(1) Cvijic, la Péninsule Balkanique, p. 14.

a toujours été considérée comme le gardien naturel de l'Europe contre toute invasion provenant de l'Asie. Ces invasions étaient fréquentes et passaient principalement à travers la Péninsule Balkanique, parce que celle-ci offrait la voie la plus facile et la plus directe qui conduisait de l'Asie au cœur même de l'Europe. En raison de cette position très délicate, les peuples qui habitaient la Péninsule devaient avoir nécessairement une vie très agitée. Tout cet ensemble de circonstances nous explique pourquoi les peuples, dans les Balkans, étaient continuellement en proie des troubles, aussi bien extérieurs qu'intérieurs. Cette position particulière de la Péninsule Balkanique formait d'elle aussi la terre promise pour la lutte d'influences des grandes puissances Européennes. Toutes les autres parties de l'Europe avaient trouvé, après une certaine période de leur vie plus ou moins mouvementée, une situation plus ou moins stable et tranquille. L'unique coin de l'Europe qui continuait, jusqu'à ces jours récents à jouer le rôle d'un échiquier sur lequel les grandes puissances pouvaient impunément mouvoir les pions à leur gré était la Péninsule Balkanique. Naturellement, les grandes puissances ne se sont pas abstenues d'user de ce privilège qui leur était offert par les circonstances. Elles en ont usé largement et même abusé. D'ailleurs, tout se passait aux dépens des populations des Balkans. Voilà pourquoi l'histoire politique récente des Nations Balkaniques se présente à nous comme une suite ininterrompue de changements brusques, de modifications imprévues, — en un mot, ce qui la caractérise, c'est le manque de toute stabilité.

Ainsi, si l'on est d'accord généralement en Europe

pour se présenter les Balkans comme un grand foyer d'incendies, lequel une fois allumé ne tarde pas à étendre son feu et à envelopper la grande partie de l'Europe en flamme, il faut reconnaître aussi que c'était presque toujours les puissances étrangères aux Balkans qui se chargeaient bénévolement de fournir les combustibles pour que ce feu fût allumé plus facilement.

L'histoire nous a démontré quel lien étroit existait entre le sort des Balkans et celui de l'Adriatique. Ils dépendaient, pour ainsi dire, l'une de l'autre. Tout comme les Balkans, la mer Adriatique a joué et joue encore aujourd'hui un rôle de première importance dans l'histoire de l'Europe. C'est surtout sa situation géographique qu'attribue à l'Adriatique cette place d'une importance énorme qu'elle est appelée à occuper dans les destinées du vieux continent. On peut dire qu'il n'y a pas en Europe un prolongement de la mer si régulier, si grand et si important. Il faut se rappeler, en parlant de l'Adriatique, que la Panonie constitue la plaine la plus irriguée et la plus fertile de l'Europe entière. La mer Tyrrhénienne et l'Egée ont certainement une valeur plus grande pour la civilisation, mais au point de vue économique, l'Adriatique les dépasse sans doute en importance. La fonction de l'Adriatique est surtout importante en tant qu'elle opère la liaison entre trois continents. En effet, comme on l'a dit très bien dans un ouvrage anonyme, « l'Adriatique sert à tenir en communication les parts les plus vitales de trois continents : le centre de l'Europe, l'Egypte de l'Afrique, la Mésopotamie et l'Inde de l'Asie » (1). La forme allongée de l'Adria-

(1) L'Adriatico, p. 378.

tique fait d'elle un trait d'union favorable entre l'Europe et l'Orient, et la petite distance entre ses deux côtes opposées favorise grandement les échanges économiques entre la Péninsule des Apennins et celle des Balkans.

L'analyse que nous avons tentée des éléments qui font jouer un rôle si important à l'Adriatique et aux Balkans dans la vie politique et économique européenne nous fait voir clairement de quelle importance serait pour la paix de l'Europe tout entière un apaisement durable de cette partie du continent (1). M. Mac Donald disait à l'occasion de la discussion des conventions de Locarno à la Chambre des Communes : « Il n'y a per-
« sonne en Europe pour croire que la guerre puisse
« éclater sur la frontière du Rhin ; la région où elle
« éclatera, si elle doit éclater, est plus proche du Da-
« nube que du Haut-Rhin. Pour que l'incendie s'allume,
« s'il doit s'allumer, il suffit d'une étincelle dans l'Eu-
« rope Centrale ou dans l'Europe orientale. En consé-
« quence, quand nous regardons la carte de l'Europe,
« nous voyons combien est immense la zone que les sti-
« pulations de Locarno ne touchent pas et laissent en-
« core exposée aux risques de guerre » (2). Et M. Lloyd George, à son tour, observait, au cours de la même séance : « Tant que les principes de Locarno ne seront

(1) M. E. Denis n'hésitait pas à dire à ce propos : « La question de la côte orientale de l'Adriatique n'intéresse pas seulement l'Italie et la Serbie. C'est une question d'ordre universel et il n'y a aucune exagération à dire que l'avenir du monde peut dans une large mesure en dépendre ». E. Denis, *La Grande Serbie*, p. 320.

(2) Cité par MM. de Jouvenel dans son discours prononcé à Montargis le 3 Avril 1932. V. « Le Temps » du 4 Avril 1932.

« pas appliqués dans les Balkans, qui sont la région où
« commencent les tremblements de terre dont l'ébranle-
« ment se communique à toute l'Europe, l'Europe sera
« exposée à tous les périls » (1).

On sait quelles grandes difficultés ont fait surgir les pourparlers pour la solution de la question Adriatique à la Conférence de la Paix de Paris, qui devait élaborer une nouvelle carte de l'Europe. Ces difficultés étaient même telles que les grandes puissances réunies à Paris se sont vues obligées, après de longues et très laborieuses discussions, de renoncer à poursuivre leurs tentatives pour résoudre le problème Adriatique. De cette façon, ces grandes puissances s'effaçaient pour laisser le champ libre aux parties directement intéressées en leur permettant ainsi de chercher à arriver à un accord par les pourparlers directs. Il n'est pas inutile de rappeler ici le rôle important joué dans ces pourparlers de Paris sur la Question Adriatique, par les Etats-Unis d'Amérique et surtout par leur Président, M. Wilson. Peut-être même que la Question Adriatique et sa solution ont eu une certaine influence sur l'attitude postérieure des Etats-Unis envers l'Europe. Au moins, il y a des auteurs qui l'affirment (2).

(1) *Idem*, note 2, p. 11.

(2) M. M. C. Woods, dans son article « Some Adriatique Problems » publié dans « Contemporary Review », après avoir rappelé « qu'une solution de la question Adriatique est d'une importance vitale, non seulement pour les parties qu'elle concerne directement, mais pour tout le monde civilisé » continuait : « on peut affirmer, sans craindre la contradiction, que la Question Adriatique et « les traités secrets » — particulièrement le pacte de Londres, ont eu et ont un effet distinct sur l'attitude de l'Amérique envers l'Europe ». « The Contemporary Review, mai 1920, p. 635.

Le compromis, pour la paix adriatique, une fois conclu, après de longs et mouvementés pourparlers entre les parties directement intéressées, n'a pas contenté tout le monde et l'Adriatique n'a pas cessé de causer des préoccupations pour la tranquillité de l'Europe. Comme il arrive toujours quand les relations entre les deux pays ne reposent pas sur une base solide, l'incident le plus insignifiant est capable encore aujourd'hui de déchaîner les passions des deux côtés de l'Adriatique. Les répercussions qui ont suivi l'année dernière la destruction de quelques lions vénitiens de Troguir nous ont prouvé cela suffisamment. De pareils incidents sont d'autant plus graves parce que, n'ayant pas de fondement juridique et par conséquent ne comportant pas de solution de droit, ont pour effet de soulever des tempêtes de passions.

Ainsi, comme conséquence de cet état de choses, on peut affirmer que l'Adriatique, aujourd'hui encore, représente un des points les plus sensibles de la nouvelle construction européenne issue de Versailles. Les relations italo-yougoslaves, toujours plus ou moins tendues, le démontrent assez clairement.



Le traité de Versailles, le résultat et la conclusion du plus grand cataclysme que le monde ait vu jusqu'à présent, devait être, d'après les idées de ses principaux auteurs, l'application la plus complète possible du principe des nationalités. Cette revanche du principe des nationalités devait être d'autant plus forte, parce que ce principe des nationalités revenait à l'honneur après avoir été sacrifié pendant tout le xix^e siècle aux intérêts

des dynasties coalisées. C'est surtout le Congrès de Vienne qui s'est cru autorisé d'opérer une modification complète de la carte de l'Europe, sans tenir aucun compte de ce « maudit » principe des nationalités ; d'après les très justes paroles de M. Hauser : « de quelque façon que l'on entende la nationalité, l'œuvre de Metternich en est la négation réfléchie » (1).

On a beaucoup discuté et on discute encore sur la signification à donner à ces mots, la nation et la nationalité. Pour les uns, la Nation est quelque chose qu'on peut définir avec une précision relativement grande : une chose qui se définit, pour ainsi dire d'elle-même dès qu'elle réunit certains éléments nécessaires et essentiels à son existence. Pour Mancini, grand publiciste italien, ce qui caractérise une Nation, c'est l'unité du territoire, de la race, de la langue et des coutumes. Donc, ce sont des éléments assez précis et dont l'existence peut être facilement établie. Mais pour les autres, par exemple, une Nation, pour exister, ne doit pas nécessairement réunir tous ces éléments. D'après ces auteurs, l'appartenance à une Nation c'est plutôt une question d'ordre psychologique (2). Cette seconde théorie trouve des partisans surtout en France. Selon les paroles de Fustel de Coulanges : « la Patrie, c'est ce qu'on aime » (3). Quelques années plus tard, Ernest Renan,

(1) Hauser. *Le Principe des Nationalités*, p. 23.

(2) M. Hayes dans son ouvrage « *Essays on nationalisme* » 1921, p. 21, définissait la Nation ainsi : « The Nation is a cultural and spiritual unity and is the highest product of social evolution » cité par Redslob « *Le principe des Nationalités* », p. 43.

(3) Dans sa réponse (de Paris, le 27 Octobre 1870) à M. Mommsen, professeur à Berlin, Fustel de Coulanges, après avoir affirmé que ce n'est ni la langue ni la race qui distinguent les Na-

dans sa célèbre conférence faite à la Sorbonne le 11 mars 1882, sur le sujet « qu'est-ce que c'est qu'une Nation ? », disait, avec sa clarté coutumière : « une Nation est une grande solidarité constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits est de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pour-tant dans le présent en un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une Nation est un plébiscite de tous les jours ».

De nos jours, M. Le Fur, éminent professeur à la Faculté de Droit de Paris, s'exprimait d'une façon analogue : « Avec le temps, disait-il, avec l'unité de territoire et de gouvernement — triple facteur historique, géographique et politique — ce qui cimente surtout une Nation, c'est la volonté actuelle de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir, pour le transmettre aux générations suivantes, l'héritage reçu des ancêtres ; c'est, en un mot, ce qu'on a pu exprimer d'un seul terme heureusement choisi « le vouloir vivre collectif » (1). Pour la Nationalité, on est d'accord généralement à attribuer un double sens à ce mot. D'une part, on prend le mot nationalité pour établir le statut personnel d'un individu, pour désigner l'Etat auquel il appartient. D'autre part, on se sert de ce mot pour exprimer la qualité nationale d'une population, en vertu de laquelle elle

tions disait « les hommes sentent dans leur cœur qu'ils sont un même peuple, lorsqu'ils ont une communauté d'idées, d'intérêts, d'affection, de souvenirs et d'espérances. Voilà ce qui fait la Patrie. Voilà pourquoi les hommes veulent marcher ensemble, ensemble travailler, ensemble combattre, vivre et mourir les uns pour les autres. La Patrie, c'est ce qu'on aime ».

(1) Le Fur, Races, Nationalités, Etats, p. 66.

a le droit de se réclamer de telle ou telle nation, de refuser de faire partie d'un Etat qui lui est étranger au point de vue national.

En ce qui concerne ces théories sur la Nation que nous avons exposées tout à l'heure, nous sommes portés à préférer la seconde, celle acceptée généralement en France, à la première. En effet, on doit admettre aujourd'hui, à notre avis, que les Nations modernes sont le résultat de croisements séculaires les plus divers. Or, si l'on accepte ce point, on nie la pureté des races actuelles et par là même on condamne la théorie d'après laquelle la race constitue l'élément essentiel dans la formation d'une Nation. Cette seconde théorie, comme beaucoup plus souple, répond certainement beaucoup mieux aux exigences de la société contemporaine.

On a traité brièvement, jusqu'ici, des différentes théories sur la Nation et la nationalité. Si l'on passe maintenant sur le terrain pratique, c'est-à-dire si l'on examine quelle place il faut donner à l'idée de la nationalité dans la formation des Etats, on y constatera aussi des divergences très notables qui existent entre les auteurs. Tandis que pour les uns la nationalité, pour ainsi dire, n'existe pas, quand sont mis en question les intérêts d'un état plus grand et plus puissant, pour les autres, au contraire, ce qui compte toujours c'est la nationalité. Comme le représentant de la première théorie, nous pouvons prendre le théoricien Allemand Treitschke. Il est difficile, en effet, de trouver un auteur qui aille plus loin que Treitschke, dans l'affirmation de droit pour les grands Etats à se subordonner les populations étrangères quand le commande l'intérêt supérieur de l'Etat. A pro-

pos de la question danoise, Treitschke, en formulant la doctrine allemande, s'exprimait en termes suivants : « Le droit des Slesvig holsteinois à se déterminer eux-mêmes, das Selbstbestimmungsrecht der Schleswig-holsteiner, est limité par le droit et les intérêts de la « Nation allemande » (1). Les partisans de la deuxième théorie exigent, nous l'avons dit, qu'on tienne compte, en premier lieu, de la nationalité. Un des représentants les plus expressifs de cette théorie est, sans doute, le grand professeur italien Mancini. Ce n'est peut-être pas une simple coïncidence que le fait que ce fut justement un Italien qui devait se déclarer un défenseur si fervent du principe des nationalités. C'est sur le terrain italien qu'est née, on le sait, la politique internationale entre les Etats dont était parsemée, autrefois, la péninsule des Apennins. C'est au principe des nationalités que l'Italie doit sa vie, — la formation de son unité nationale (2). Dans son discours du 7 décembre 1861, Mancini définissait le principe des nationalités comme le principe qui attribue à chaque Nation la souveraineté (*signoria*) d'elle-même et de tout son territoire, qui lui donne la faculté de se constituer et de s'ordonner, de choisir un gouvernement conforme à ses besoins, qui lui donne le droit de se transformer de Nation en Etat (3). Plus tard, en 1874, Mancini affirmait de nouveau sa doctrine, d'une façon plus explicite, dans le mémoire « Della vo-

(1) Cité par Hauser, *op. cit.*, p. 28.

(2) « L'unification de l'Italie, disait M. Redslob, soutenue par la politique de Napoléon III, en faveur des Nationalités, sera le moment où une véritable théorie scientifique viendra légaliser les actes d'émancipation des peuples qui prétendront édifier leurs propres foyers ». Redslob, le Principe des Nationalités, p. 28.

cazione del nostro secolo per la riforma et la codificazione del diritto delle genti et per l'ordinamento di una giustizia internazionale ». Il y disait : « La nouvelle école considère l'humanité comme une grande et naturelle société des nationalités égales et indépendantes, coexistant sous l'empire obligatoire pour elles de la loi suprême du droit » (1).

Bien qu'il fût formé en théorie depuis longtemps, le principe des nationalités devait voir son application retardée. Il avait beaucoup d'obstacles à franchir. Comme on le sait, c'est à la fin du xv^e et commencement du xvi^e siècle que se forment en Europe les grands Etats. Comme la conséquence immédiate de la formation de ces grands Etats, nous avons la disparition progressive des tendances séparatistes, qui caractérisaient l'âge féodal, devant la puissance croissante du pouvoir central. La révolution économique, ayant pour l'effet la naissance de l'économie nationale, contribue à son tour au renforcement des diverses consciences nationales, en leur donnant une empreinte plus individuelle. Ainsi, déjà au début du xvi^e siècle, les transferts de souveraineté apparaissaient comme une chose très grave. Le traité de Madrid de 1526 et les difficultés que fit naître son exécution en sont un exemple.

Pendant longtemps, le principe des nationalités devait rester obscurci par l'idée de l'Etat. Mais c'est surtout un autre principe qui a empêché, pendant des siècles, l'acceptation et l'application du principe des nationalités. Nous entendons parler de principe de l'équilibre. Forgé par les possesseurs des positions privilégiées

(1) Cité par Hauser, *op. cit.*, p. 27.

et destiné à servir comme sauvegarde de ces mêmes positions privilégiées, le principe de l'équilibre, dont l'application était accompagnée le plus souvent par un cortège d'injustices les plus flagrantes, est insoutenable, à notre avis, — lorsqu'on l'invoque pour justifier l'appropriation de territoires étrangers. Comme s'exprimait, en termes excellents, l'éminent maître de la Faculté de Droit de Paris, M. de La Pradelle : « Ce que l'on veut, « par le principe de l'équilibre, c'est chercher, lorsqu'on « est fort, des occasions de réduire les faibles. Dès l'ins- « tant que l'un des forts commence à apercevoir un « faible, il se jette sur lui. Le résultat du principe de « l'équilibre, ce n'est pas que les autres forts viennent « au secours de ce faible, c'est tout au contraire qu'ils « se joignent à l'autre de manière à s'acharner sur ce « faible » (1).

C'est surtout au cours du XVIII^e siècle que ce fameux principe de l'équilibre règne en maître absolu. Mais le chef-d'œuvre de son application nous est donné, comme nous l'avons vu, par le Congrès de Vienne. Et même, l'on peut dire, que le principe des nationalités, envisagé comme base de la formation des Etats, a précisément fait son apparition principale comme une réaction très naturelle et très logique aux tendances de la Sainte-Alliance. Ainsi, malgré toute opposition et réaction qu'elle a rencontrées au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, l'idée des nationalités a continué à vivre. C'était elle-même qui avait inspiré tous les grands mouvements nationaux du siècle dernier et qui ont été d'ailleurs le plus souvent réprimés impitoyablement.

(1) A. de La Pradelle, Cours de Droit International. Doctorat, 1931-32, p. 55.

PREMIERE PARTIE

La lutte d'influences dans l'Adriatique
avant la guerre mondiale

CHAPITRE PREMIER

L'Adriatique sous la domination de Venise

La côte orientale de la mer Adriatique occupait une place importante dans l'Empire Romain. Elle servait surtout comme lien entre l'Empire et l'Orient. Après la conquête de la Macédoine, les Romains lièrent, par une route importante, cette province à la mer Adriatique. Cette route, qui partait de Durazzo et passait par Ohrid et Salonique, se prolongeait jusqu'à Constantinople et constituait la plus importante ligne de communication entre Rome et l'Orient. C'était la fameuse « via Egnazia ». Dans la vie politique de l'Empire romain, la côte orientale de l'Adriatique a joué aussi un rôle non moins important. On sait qu'elle a donné à l'Empire un de ses empereurs les plus illustres — Diocletien (284-305). Après son règne, très fécond pour l'Empire, Diocletien se retira dans sa ville natale de Dalmatie, Split, pour y finir ses jours. Il y construisit son magnifique palais connu sous le nom de « Palais de Diocletien », qui passe encore aujourd'hui pour un des plus grandioses vestiges de Rome ancienne. Après la chute de Rome, la côte orientale de l'Adriatique changeait souvent d'habitants jusqu'à ce que s'y installèrent définitivement les Slaves, vers le VII^e siècle. Plus tard, avec le développement de la

puissance de Venise, cette côte orientale se vit, à nouveau condamnée à être subordonnée à la côte occidentale de l'Adriatique. Venise, qui voulait suivre les traces de Rome dans le monde, se sentait tout naturellement attirée d'abord par la côte opposée dont la séparait l'Adriatique. Mais l'entreprise de Venise, pour se soumettre ce rivage balkanique, se heurta à une résistance vigoureuse organisée par les habitants de ces régions. Les habitants du littoral trouvaient un appui précieux dans les populations de l'arrière pays, qui les aidaient dans leur lutte pour la défense du bien commun. Ce n'est que lorsque ces peuples et ces états de « hinterland » perdirent leur indépendance, surtout à la suite de la tempête ottomane qui déferla sur les Balkans, que la Serenissima put mettre définitivement la main sur la Dalmatie et sur les autres parties de la côte orientale de l'Adriatique. Mais, même après son installation définitive dans la Dalmatie, Venise ne sera pas maître absolu de ce pays tout entier : Raguse et Poglizze ont toujours réussi, en effet, à échapper à sa dénomination.

La domination de Serenissima sur la Daltamie dure environ quatre siècles : de 1420 à 1796. Ce n'est pas à dire qu'avant cette période, Venise n'a pas mis pied dans la Dalmatie. Elle y avait occupé auparavant certaines régions, mais cette occupation n'était qu'éphémère parce qu'elle lui était continuellement disputée par la Hongrie, laquelle s'étant soumis la Croatie, voulait faire valoir les droits des Croates sur ces régions (1).

La République de Venise devient, en 1420, maître incontesté de la Dalmatie, en vertu d'une cession, peu

(1) Cfr. L. de Voinovitch, *La Dalmatie, l'Italie et l'Unité Yougoslave*, p. 69 de l'introduction.

glorieuse faite par le roi de Hongrie Louis Le Posthume (1) La tâche de Venise à soumettre l'Adriatique à son exclusive domination — à en faire un vrai « golfe de Venise » — lui fut grandement facilitée par le fait que les autres puissances intéressées ayant à ce moment les yeux tournés ailleurs, lui laissèrent toute la liberté dans l'Adriatique.

Mais il ne faut pas croire que, pendant ces siècles où sur l'Adriatique régnaient en maîtres incontestés les emblèmes de Saint-Marc, la République des lagunes considérait la Dalmatie comme son propre pays. La Dalmatie était pour elle plutôt un rempart de grande valeur et une source précieuse des matières premières. On regardait la Dalmatie comme une terre d'exploitation et comme un préside militaire qui gardait l'accès à l'Adriatique aux rivaux et aux ennemis de la République. Elle y recrutait des soldats, les Esclavons, dont le souvenir existe encore dans la ville des lagunes. La Dalmatie, avec ses ports naturels et ses îles innombrables, offrait des abris sûrs à la flotte de la République et ses forêts fournissaient les bois nécessaires à la construction de cette flotte. Certainement, il ne faut pas oublier les bienfaits accomplis par Venise pour la civilisation et la culture de cette province, mais il ne faut pas non plus exagérer l'importance de cette œuvre civilisatrice qui n'a pas été sans contre-partie de sacrifice de la part de la province elle-même. Comme le dit justement M. Ch. Diehl, en exprimant l'impression que sent le voyageur devant les monuments et les vestiges qu'a laissés dans les villes dalmates la domination de Venise. Après avoir énuméré

(1) V. *Illyricus, Dalmazia et Italia*, p. 11.

les avantages que procuraient à la République la possession du littoral oriental, M. Diehl s'exprime ainsi : Venise « n'en a pas moins sur tout ce littoral mis son empreinte » toute puissante ; elle y a introduit et fait régner la « langue et la culture italiennes ; si bien qu'aujourd'hui le voyageur qui passe, oubliant tout ce que coûta « au pays le Gouvernement de la Seigneurie, n'admire « que l'œuvre de puissance que la politique vénitienne « y a accomplie » (1).

La Serenissima, même quand sa puissance était à l'apogée, ne pouvait pas se dire pourtant d'avoir une domination tout à fait tranquille sur l'Adriatique et sur sa côte orientale. Les souvenirs du passé étaient trop vifs chez les habitants de la côte opposée pour qu'ils pussent tolérer, sans réagir, cette domination étrangère. Leur résistance trouva d'ailleurs une aide efficace dans l'appui que leur accordaient les Etats slaves de l'arrière pays du littoral. En effet, tous les Etats slaves qui se formèrent dans l'intérieur des Balkans sentaient une nécessité impérieuse à s'ouvrir un débouché libre sur la mer et tous leurs efforts tendaient vers ce but. Bien souvent, ils réussirent dans cette entreprise. Ainsi, pour ne mentionner qu'un seul cas, la Grande Serbie du ^{xiv}^e siècle s'étendait du Danube à l'Adriatique et le Tsar Etienne Douchan s'intitulait : « Roi de Serbie, de Dioclée, de « Zachumlie, de Zeta, d'Albanie et de la région maritime ». Evidemment, ce besoin d'une sortie libre sur l'Adriatique était encore plus pressant, en raison de leur proximité, pour les Croates que pour les Serbes.

(1) Ch. Diehl, la Lutte pour l'Adriatique, Revue des Deux-Mondes, 15 Septembre 1916, p. 412.

Ces raisons nous expliquent la longue lutte que Venise fut obligée de soutenir avec les populations slaves qui habitaient sur le littoral et avec celles qui y étaient venues de l'arrière pays et qu'on appelait les transfuges (Ouskotsi). Comme le dit spirituellement M. de Voinovitch, « ces Uscoques donnaient, sur mer, du fil à retordre à Venise » (1). Dans leur lutte avec Venise, les Uscoques furent aidés efficacement par l'Autriche et par l'Espagne, surtout par la première. Par leurs incursions audacieuses, ils faisaient un dommage immense au prestige, aux finances et au commerce de la République. Leur activité fut grande surtout à la fin du xvi^e et au début du xvii^e siècle (2). Devenant toujours plus menaçants — les Uscoques commencèrent à se lancer même jusqu'en vue de Venise —. La Serenissima dût s'allier avec son grand ennemi le Turc, qui possédait déjà presque tout l'arrière-pays du littoral oriental de l'Adriatique, pour exterminer, par une action commune, ces voisins indésirables. Après une intervention de la France et de l'Espagne auprès de l'archiduc Ferdinand d'Habsbourg, grand protecteur des Uscoques, Venise réussit à détruire leurs refuges et à les faire déporter en Croatie, tandis que leur flotte fût brûlée. Cette lutte acharnée des Uscoques contre un ennemi infiniment plus puissant et mieux organisé, peut être considérée comme une preuve et un avertissement que l'esprit national et leur désir de liberté n'étaient point morts chez les populations slaves qui peuplaient la côte orientale de l'Adriatique.

Il nous reste ici à dire quelques mots d'une ville de

(1) L. de Voinovitch, *op. cit.*, p. 101 de l'Introduction.

(2) Cfr. Lamansky : *Secrets d'États de Venise*, p. 803.

la côte orientale de l'Adriatique qui n'a jamais connu la domination de la Ville des lagunes. En effet, bien que Venise occupât, dans l'Adriatique, une place nettement prédominante, sur la côte opposée de cette mer se développait, en même temps, une autre république, celle-ci slave, dont l'importance ne doit pas être sous-estimée. C'est Raguse, laquelle, d'après les belles paroles de M. Denis, dans ses jours d'éclat et de puissance, ne compta jamais plus de quelques dizaines de milliers d'habitants, mais qui n'en a pas moins été, pendant plusieurs siècles, un rayonnant foyer de lumière et de pensée et qui a exercé, sur le mouvement général de la civilisation européenne, une influence plus réelle et plus considérable que des Etats cent fois plus peuplés (1).

Cette petite République slave qui avait, au moment de son apogée, une vie très florissante, avait atteint, dans certains domaines, de tels progrès de pouvoir rivaliser avec la puissante république des Doges. Ce développement de Raguse nous donne un exemple de la vitalité de la race slave de la côte orientale de l'Adriatique. Raguse, en raison de sa position, devait servir d'interprète entre l'Italie et le monde slave et c'est son principal service historique. C'est surtout à son développement économique que Raguse doit sa prospérité qui lui devait permettre de devenir un foyer de civilisation. Elle servit d'intermédiaire entre l'Europe occidentale et les Balkans. Ses nombreux navires sillonnaient toutes les mers. Elle avait conclu des traités de commerce avec les Etats Balkaniques et avec le Sultan. Le gros de son commerce consistait en exportation des matières pre-

(1) L. de Voinovitch, la Monarchie française dans l'Adriatique, préface de M. Ernest Denis.

mières des Balkans et en importation de produits de l'industrie occidentale en Orient.

A la fin du XVIII^e siècle, l'âge d'or de la république ragusaine avait passé et elle se trouvait en pleine décadence. Comme son développement, sa décadence à suivi celle de Venise. L'ouverture de nouvelles routes commerciales, qui suivit la découverte de l'Amérique, porta le coup mortel au commerce de Raguse aussi bien qu'à celui de Venise. Le blocus maritime de l'Adriatique, opéré par les Russes et les Anglais, pour combattre Napoléon, finit par ruiner complètement la marine marchande de Raguse, dès que celle-ci entra à faire partie de l'empire napoléonien. La Raguse perdit alors tous les avantages commerciaux que leurs citoyens lui ont su réserver, surtout dans l'empire ottoman. Ainsi, la Raguse, suivant le sort de Venise, après une vie indépendante de plusieurs siècles, fut condamnée à perdre ce trésor précieux qu'est l'indépendance. Un décret de Napoléon de 1808 abolit définitivement la République et marqua le moment à partir duquel la Raguse commença à partager le sort de la Dalmatie, laquelle à son tour se vit occupée en 1814 par l'armée austro-hongroise.

Malgré la décadence de la Serenissima, qui était évidente, on peut dire que, sans la vogue napoléonienne Venise aurait pu encore prolonger sa vie et sa domination déjà chancelante sur l'Adriatique. C'est donc Napoléon qui lui porta le coup de grâce. Pour punir son attitude peu amicale envers lui, Napoléon lui déclara la guerre et fit entrer ses soldats dans la ville des lagunes, le 16 mai 1797. Cette date marque le commencement d'une vie tourmentée de la puissante république d'autrefois. Par la Paix de Campo-Formio, du 17 oc-

tobre 1797, Napoléon jeta Venise dans les bras de l'Autriche, son terrible ennemi. Les possessions les plus importantes de Venise dans l'Adriatique, suivirent d'ailleurs le même sort. Après la paix de Schoennbrunn du 14 octobre 1809, qui priva l'Autriche de tout accès à la mer, Napoléon réunit à la Dalmatie, qu'il tenait déjà d'après la paix de Presbourg de 1805, toute la Croatie de la rive droite de la Save, la Carniole, la Carinthie occidentale, l'Istrie avec Trieste et toutes les îles de Quarnero. De toutes ces provinces, Napoléon forma le royaume d'Illyrie ayant pour capitale Ljubljana, et à sa tête, il plaça le général Marmont (1). En incorporant la Dalmatie dans cette nouvelle construction, Napoléon a montré qu'il avait compris le caractère essentiellement balkanique de cette province.

Mais cette création de Napoléon n'eût qu'une vie très courte. En effet, après la chute de Napoléon, l'Autriche rentra de nouveau dans la possession de ces provinces et y resta jusqu'à sa fin. Depuis la chute de Venise, jusqu'en 1866, sauf de courts intervalles, c'est la domination autrichienne qui remplaça celle vénitienne dans l'Adriatique. C'est l'époque où, pour employer l'expression de M. Loiseau, « l'écusson des Habsbourg tient la place de celui de Saint-Marc » (2). Les autres puissances laissèrent à l'Autriche les mains libres. Les Russes, qui s'in-

(1) Par le Décret impérial du 15 Avril 1811, fut organisé le groupement administratif illyrique. Les provinces illyriques étaient au nombre de six : Carinthie (chef lieu : Willach), Carniole (chef-lieu : Ljubljana), Istrie (chef-lieu : Trieste), Croatie civile (chef-lieu : Karlovac), Croatie militaire et Dalmatie (chef-lieu : Zara), Raguse et Bouches de Cattaro (chef-lieu : Raguse). V. L. de Voinovitch, *op. cit.*, p. 40.

(2) Ch. Loiseau. L'Equilibre Adriatique, p. 3.

téressaient, un moment, à la défense de l'Adriatique méridionale contre l'invasion française, après le Congrès de Vienne, sont occupés par bien d'autres affaires. En ce qui concerne les Anglais, toute leur attention allait aux Dardanelles. Ainsi, par suite de cet état de choses, pendant une période de 70 ans, les Habsbourg purent exercer leur domination sur l'Adriatique.

CHAPITRE II

Le Congrès de Berlin et le Problème de l'Adriatique

Depuis longtemps l'Orient attirait l'attention de l'Allemagne. Le *Drang nach Osten* était un projet cher à la politique allemande, laquelle, pour sa réalisation, développait une activité tenace et infatigable. C'était le rêve de chemin de fer Berlin-Bagdad, qui devrait être placé naturellement sous l'influence exclusive de Berlin. L'Orient attirait l'Allemagne pour différentes raisons. C'était les richesses immenses de ce pays qui s'offraient à l'étranger, mais c'était surtout le fait que le proche Orient asiatique constituait alors l'unique part du monde qui n'était pas encore partagée entre les puissances coloniales. Seulement, ayant en vue ces éléments, on peut s'expliquer la longue action développée par l'Allemagne pour se lier les pays dont le territoire se trouvait sur la route vers l'Orient.

Evidemment, la Péninsule Balkanique constituait un pont indispensable pour cette route qui devait lier l'Allemagne et le proche Orient. Pour faciliter sa tâche dans les Balkans, Berlin ne tarda pas de pousser l'Autriche, qu'elle considérait toujours comme son « brillant second », selon les paroles de Guillaume II, à une expansion pleine de dangers vers l'Orient. Déjà, en 1866, s'opéra, dans la politique de la monarchie des Habs-

bourg, un revirement fondamental. Cette année, par un coup, l'Autriche-Hongrie perdit sa position en Allemagne et en Italie. Ce sont désormais seulement les Balkans qui restent le champ libre pour une activité politique de la double monarchie. Elle s'y heurte, il est vrai, à une contre-action du colosse russe, le protecteur traditionnel des Etats slaves des Balkans — mais cette contre-action russe n'est pas toujours très vigoureuse. Ainsi, l'Autriche se met tout de suite à la besogne pour créer ou renforcer son influence dans les Balkans. Bientôt, une occasion favorable s'offre à elle et dont elle ne manque pas de profiter. La Russie se trouve engagée dans les affaires avec la Turquie et la guerre entre elles paraît de plus en plus inévitable. L'Autriche-Hongrie se fait donner par une convention secrète passée le 15 Janvier 1877, avec la Russie, en échange de la neutralité de sa part, le consentement de la Russie à son occupation de deux provinces slaves — la Bosnie-Erzégovine. La guerre entre la Russie et la Turquie éclata et avant même que fut conclu le traité de San-Stefano (3 Mars 1878), qui réduisait considérablement la Turquie européenne et portait l'influence russe jusqu'au seuil de l'Adriatique, un mécontentement très vif se manifesta en Autriche-Hongrie et en Angleterre. La double monarchie faisait déclarer immédiatement à Saint-Pétersbourg qu'elle n'aurait reconnu aucun traité russo-turque qui aurait modifié, sans son approbation, le statu quo balkanique fixé par le traité de Paris de 1856 et le protocole de Londres de 1871.

Devant cette hostilité, qui se manifestait surtout en Autriche-Hongrie et en Angleterre, la Russie se trouva obligée « de soumettre les accords de San-Stefano à la

libre discussion des cabinets signataires des traités de 1856 et de 1871 ». Les plénipotentiaires des puissances auxquelles incombait la tâche d'examiner et, éventuellement, de reviser le traité de San-Stefano, se réunirent sous la présidence du prince Bismarck, à Berlin, le 13 Juin 1878. C'est cette conférence qui est connue dans l'histoire sous le nom de Congrès de Berlin. Une des affaires très importantes dont devait s'occuper cette conférence, était le règlement de la situation de l'Adriatique et spécialement de sa côte orientale, telle qu'elle se présentait après la défaite turque. La situation générale de l'Adriatique est sortie considérablement modifiée du Congrès de Berlin. Ce congrès a eu surtout pour résultat de renforcer la position de l'Autriche dans les Balkans, d'en faire, pour ainsi dire, une puissance balkanique, au détriment de l'influence russe, et de donner une nouvelle force au désir allemand de se créer une place prédominante dans l'Adriatique. Ce désir allemand d'une expansion vers l'Adriatique, nous l'avons déjà dit, est d'ancienne date. Encore Bismarck disait : « qui touche Trieste, touche la pointe de l'épée allemande » (1). Nous trouvons chez M. W. Steed un autre exemple qui nous démontre clairement quel grand intérêt attribuait l'Allemagne à la partie « allemande » de l'Adriatique. Déjà, en 1860, dit M. Steed, le ministre des Affaires Etrangères de Prusse, Schleinitz, adressa à Cavour, par l'intermédiaire du Comte Brassier de Saint-Simon, Ministre de Prusse à Turin, une protestation contre un décret publié par un des Lieutenants de Cavour dans le « *Corriere delle Marche* », ordonnant que les vaisseaux venant de la ville italienne de Trieste soient traités dans les ports italiens de l'Adria-

(1) V. Cassi, *Il Mare Adriatico*, p. 459.

tique, comme des vaisseaux italiens. Il est significatif, continue M. Steed, que cette protestation soit venue non du Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche, mais de celui de Prusse, qui priait Cavour de se souvenir que Trieste était « une ville allemande » et le pressait de désavouer le décret de son lieutenant (1).

C'est l'Autriche qui tira le plus grand profit du Congrès de Berlin, profit d'ailleurs qui devait lui être finalement fatal. Sur la proposition de Salisbury, la double monarchie fut autorisée à occuper et à administrer la Bosnie-Herzégovine (2). C'était la réalisation inespérée d'un vieux rêve : la marche vers l'Orient (3). Ainsi, l'Autriche-Hongrie obtenait le droit d'occuper et d'administrer la Bosnie-Herzégovine. Elle se réservait encore le droit de tenir la garnison et d'avoir les routes militaires et commerciales dans le Sanchac de Novi-Basar, au delà de Mitrovitza, dont l'administration était conservée par la Turquie (l'art. 25). Ce dernier point était particulièrement important, parce qu'il ouvrait à l'expansion austro-hongroise la route de Salonique, c'est-à-dire de l'Egée, de la mer libre (4). Le Congrès de Berlin proclama

(1) W. Steed, *la Monarchie des Habsbourg*, p. 411.

(2) Le 6 juin 1878, l'Angleterre avait conclu, avec l'Autriche-Hongrie, une convention établissant que « Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'engage à soutenir toute proposition concernant la Bosnie, que le Gouvernement Austro-Hongrois jugera à propos de faire au Congrès ». V. W. Steed, *op. cit.*, p. 326.

(3) Andrassy, en annonçant à François-Joseph le résultat du traité lui aurait dit : « La porte de l'Orient est ouverte à Sa Majesté ». H. Wendel, *Der Kampf der Sudslawen*, p. 398.

(4) Cette occupation de la Bosnie-Herzégovine devait être provisoire d'après une convention secrète passée entre Andrassy et les délégués Turcs. C'est seulement sous cette condition que les délégués turcs consentirent à accepter la partie du traité de Berlin concernant la Bosnie-Herzégovine. Probablement, Andrassy ne considérait cet engagement que comme un chiffon de papier.

l'indépendance du Monténégro et de la Serbie et leur territoire fut agrandi. Bar (Antivari) et son littoral furent annexés au Monténégro, mais Spitsch (Spizza) fut incorporé à la Dalmatie, c'est-à-dire à l'Autriche-Hongrie. Le Monténégro ne pouvait pas avoir de flotte de guerre et la double monarchie fut chargée d'exercer la police maritime dans les eaux territoriales monténégrines (art. 29). En outre, il était défendu aux navires de guerre étrangers d'entrer dans ces eaux territoriales. On voit comme il était précaire et limité l'accès à la mer que fut donné à Berlin à ce petit Etat slave. Cette limitation était l'œuvre de l'Autriche. N'ayant pu empêcher l'attribution de ce littoral au Monténégro, la double monarchie s'efforça d'en limiter l'importance dans la plus grande mesure possible (1).

Donc, le Congrès de Berlin eut pour conséquence de renforcer considérablement la situation Adriatique de la Monarchie des Habsbourg. Avec l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, l'arrière-pays de la Dalmatie, la valeur de cette dernière se trouvait, tout à coup, grandement augmentée aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue militaire. Economiquement, la Dalmatie reprenait sa fonction naturelle de débouché de ces régions de « hinterland ». Militairement, la position

(1) Pendant la guerre russo-turque de 1878 Ulcin (Dulcigno) fut occupé par les troupes monténégrines, mais le Traité de Berlin le restitua aux Turcs. Les habitants de Plave et Goussigné ayant protesté contre l'attribution de ces districts au Monténégro, on proposa à la Turquie de céder Ulcini aux Monténégrins et de retenir, en échange, ces deux districts. La Turquie accepta la proposition, mais ne montra pas grand zèle de l'exécuter. Pour la contraindre, les grandes puissances signataires du Traité furent obligées de faire, sur la proposition de l'Angleterre, une démonstration navale dans les eaux d'Ulcin, sous le commandement de l'Amiral Seymour (le 26 Novembre 1880).

de la Dalmatie devenait beaucoup plus solide, parce qu'elle trouvait un appui précieux dans la liaison directe avec son arrière-pays immédiat (1). En ce moment, la réunion, dans un même Etat de la Dalmatie et de la Bosnie-Herzégovine paraissait non seulement comme une chose naturelle, mais même comme un devoir, imposé par des lois économiques les plus élémentaires. Ainsi, des personnes qui devaient se déclarer plus tard comme les partisans les plus acharnés d'une attribution de la Dalmatie à l'Italie, c'est-à-dire d'une séparation de cette province d'avec son arrière-pays, n'hésitaient pas à critiquer, à ce moment, l'attitude de certains milieux de la double monarchie qui ne montrait aucun enthousiasme pour la politique balkanique de leur pays (2).

Devant cette installation, apparemment toujours plus stable, de l'Autriche-Hongrie sur la Côte orientale de l'Adriatique, l'Italie ne voulait pas rester les bras croi-

(1) A ce propos, M. V. Mantegazza observait justement dans son livre « *L'Altra-Sponda* » : « Avec l'occupation autrichienne de la Bosnie-Herzégovine, disait-il, s'est créé un état de choses que l'on peut considérer comme un acheminement vers l'établissement de cette unité entre la Dalmatie maritime et la Bosnie-Herzégovine qui lui sont pour plusieurs centaines de lieues l'arrière-pays immédiat... ; et il continuait : avec l'occupation de la Bosnie et son inféodation à l'Allemagne, après 1878, l'Autriche initie, d'après une phrase heureuse de Loiseau, sa carrière orientale, qui ne peut être suivie qu'à travers l'Adriatique et les Balkans ». Mantegazza, *L'Altra-Sponda*, p. 97.

(2) Dans la « *Rassegna Settimanale* » qu'il dirigeait à Florence, M. Sonnino, critiquant l'attitude de la partie magyaro-allemande qui s'opposait à la conquête de la Bosnie-Herzégovine, disait, en 1878 (vol. 6 p. 86), ...que le Gouvernement de Vienne ayant refusé l'annexion de la Bosnie-Herzégovine avait sacrifié « l'intérêt de ses provinces dalmates dont le commerce languit » par suite de leur séparation d'avec le pays qui devrait être « pour leur commerce la source naturelle d'approvisionnement ». Cité par L. de Voinovitch, *op. cit.*, p. 96.

sés. Elle se sentait obligée de chercher, en dehors, un appui contre la menace austro-hongroise, qui devenait de jour en jour plus grave, ou même de trouver un point de rapprochement avec la double monarchie, pour empêcher une explosion qui paraissait inévitable dans l'état existant des relations italo-autrichiennes. Cette disposition italienne à se rapprocher de l'Autriche-Hongrie, pour la pouvoir mieux surveiller, a facilité la création de ce paradoxe qu'était la triple alliance dont nous parlerons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

La Triple Alliance et l'Adriatique

Devant le rapprochement, qui devenait toujours plus étroit à partir du Congrès de Berlin, entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, l'Italie devait se sentir isolée. Ses rapports avec la France n'étaient pas empreints, à ce moment, d'une cordialité excessive. Entre la double monarchie et l'Italie, les objets de rivalités et les raisons de conflit étaient trop nombreux pour permettre aux deux gouvernements d'avoir l'un envers l'autre une politique d'indifférence. D'après l'opinion profondément enracinée aussi bien à Vienne qu'à Rome, les deux pays étaient destinés à être ou les alliés ou les ennemis — une autre position étant considérée comme impossible. Pour ces différentes raisons, l'Italie gardait alors une attitude réservée. Elle ne savait pas de quel côté se tourner. En ce moment, elle n'avait pas non plus une politique coloniale bien déterminée. D'après M. Borgese (1), dans la seconde moitié du siècle dernier, il s'était offert plusieurs fois l'occasion à l'Italie de mettre le pied sur le continent africain, mais elle n'a jamais su ou n'a pas voulu faire un pas décisif. Ainsi, d'après cet auteur, en 1864, Napoléon III auquel on avait demandé si

(1) G. A. Borgese, *Italia et Germania*, p. 225 et suiv.

la France pensait faire opposition aux ambitions italiennes sur la Tunisie, aurait répondu : « que « quant à la France, elle ne pouvait voir qu'avec « grande confiance une colonie italienne sur la « côte de l'Afrique », et M. Borgese continue : « En août 1876, à l'occasion de la visite que firent les princes royaux à l'Empereur d'Autriche-Hongrie à Schoenbrunn, le Comte Andrassy, dans un long entretien qu'il eût avec le Comte de Robilant, lui demanda : « Pourquoi n'occuperiez-vous pas la Tunisie ». Le Comte de Robilant répondit : « Nous ne voulons pas avoir de terres africaines ». De même, l'Italie aurait refusé, toujours selon le même auteur, l'offre qui lui aurait été faite par l'Angleterre d'une occupation mixte en Egypte (1).

Mais, si l'Italie ne pouvait pas se résoudre à entreprendre une action sur le continent africain, cela ne voulait point dire qu'elle était disposée à regarder tranquillement l'établissement des autres puissances européennes sur la Côte Septentrionale de l'Afrique. Un événement ne tarda pas à le démontrer. Lorsque le 12 Mai 1881, la France conclut avec le Bey de Tunisie le Traité du Bardo, qui faisait de la Tunisie un protectorat français, en anéantissant, de cette manière, les aspirations que pouvait avoir l'Italie sur cette partie de l'Afrique du Nord, l'Italie ne voulut pas rester sans réagir. Elle se trouva ainsi poussée dans la recherche d'un soutien pour une contre-action éventuelle contre la France. Cet appui était naturellement le plus facile à trouver chez les ennemis de la France. Ce sont ces circonstances qui expliquent la naissance de cette singulière Alliance connue sous le nom de Triple Alliance.

(1) Borgese, *op. cit.*, p. 230.

La Triple Alliance fut annoncée pendant le voyage des Souverains d'Italie à Vienne, en Octobre 1881 (visite qui ne fut jamais restituée) (1). Elle fut définitivement conclue le 20 Mai 1882. Cette alliance réunissait l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, c'est-à-dire les trois Etats dont les intérêts étaient loin d'être toujours concordants, spécialement de ces deux derniers. Le but principal de l'Alliance consistait, comme le dit M. Seignobos, dans le maintien de la paix, par une coalition des trois puissances de l'Europe Centrale contre des menaces de guerre présumées de la Russie ou de la France. Il était très difficile de maintenir l'harmonie entre les membres de cette alliance parce que leurs intérêts se présentaient très souvent comme irréductiblement opposés. La conciliation des aspirations italiennes et austro-hongroises sur l'Adriatique constituait sans doute la question la plus épineuse dans l'intérieur de la Triplice. Cette question était d'une importance vitale pour l'existence de la Triple Alliance. C'est même, on peut le dire, l'impossibilité de résoudre le problème Adriatique au sein de la Triplice qui a entraîné sa mort. L'effort croissant de la double monarchie de se conquérir une place nettement prédominante dans les Balkans et dans l'Adriatique ne pouvait pas se prolonger sans provoquer une réaction de la part de l'Italie. Dans les accords constitutifs de la Triple Alliance de 1882, on ne trouve aucune stipulation qui aurait pour but de déterminer l'attitude de Vienne et de Rome dans les problèmes concernant les Balkans et l'Adriatique. Il est vrai, en 1881, le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, M. Haymerlé, s'était déclaré prêt à don-

(1) Cassi, *op. cit.*, p. 417

ner à l'Italie toutes les assurances nécessaires pour démontrer sa ferme intention de respecter les limites que le Traité de Berlin assignait à l'Autriche et de s'abstenir de toute politique d'expansion (1). Mais l'Italie ne se sentant pas trop sûre avec ces assurances verbales du Ministre autrichien, fit confirmer expressément, lors du renouvellement de l'Alliance en 1887, par un traité complémentaire austro-italien du 20 Février, l'adhésion de l'Autriche-Hongrie au principe du statu quo Balkanique et Adriatique. Les deux Etats s'engageaient, en outre, qu'au cas où il devrait être dérogé à ce statu quo, pour des raisons étrangères à la volonté des deux contractants, les deux Gouvernements agiraient d'accord suivant le critérium d'une entente préventive et de compensations. Comme on le voit, les relations entre ces deux pays, malgré l'Alliance qui les unissait, restaient empreintes de méfiance. L'Albanie formait le terrain où cette méfiance réciproque de Rome et de Vienne se manifestait le plus clairement. Les deux pays tendaient à se faire une situation privilégiée en Albanie. Naturellement, ce que gagnait un de ces Etats en influence dans ce pays, l'autre le perdait. D'où cette rivalité qui menaçait de devenir dangereuse. Les deux Gouvernements se trouvèrent ainsi obligés de se mettre d'accord sur une politique à suivre envers l'Albanie, pour éliminer de telle façon les soupçons qui pouvaient devenir fatals à leurs rapports réciproques. Ainsi s'explique l'accord spécial sur l'Albanie, intervenu entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie, au cours de l'entrevue de Golouchowski avec Visconti-Venosta à Monza, les 8 et 9 novembre 1897. Le criterium du statu quo, admis en 1887, est maintenu, mais au cas d'abandon de celui-ci,

(1) A. Mousset, *l'Albanie devant l'Europe*, p. 9.

les deux Gouvernements renoncent au principe des compensations et s'engagent à s'inspirer, dans leurs décisions, du principe de l'autonomie albanaise et du désintéressement territorial de leur part. Un échange de notes, intervenu entre les contractants, à la fin de Décembre 1900, confirma cet accord verbal (1).

Mais tous ces accords et toutes ces assurances réciproques, que se faisaient ces deux membres de la Triple, ne réussirent à dissiper les nuages qui obscurcissaient leurs rapports mutuels. Ils ne firent pas régner la confiance entre les Membres de cette Alliance artificielle. Cet état de choses ne pouvait pas se prolonger indéfiniment. Avec le début du ^{xx}^e siècle, les relations franco-italiennes commencent à s'améliorer. L'attitude plutôt indépendante assumée en 1906, à la Conférence d'Algésiras, par le délégué italien, mécontenta vivement l'Allemagne et surtout son tout puissant empereur. En Autriche, avec la nomination de M. Konrad von Hotzen-dorf comme chef d'état-major de l'armée, la partie anti-italienne se trouva subitement renforcée. En effet, un des principaux buts de Von Hötendorf était la guerre préventive contre l'Italie, pour se faciliter la tâche contre la Serbie. Il est clair qu'une fois arrivé au poste le plus important de l'armée austro-hongroise, il faisait tous les efforts pour réaliser son projet ce qui ne pouvait avoir pour effet qu'à rendre encore plus précaires les liens qui unissaient Rome et Vienne (2). Avec toutes ces divergences qui les séparaient, il était certain que les puis-

(1) V. Mousset, *op. cit.*, p. 10.

(2) Cfr. G. Volpe, *l'Italia in cammino*, p. 135. Voir aussi *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} octobre 1927, p. 548.

sances qui formaient la Triple Alliance ne pouvaient pas rester encore longtemps ensemble. L'Autriche-Hongrie se chargea de donner le coup de grâce nécessaire à cette société agonisante. Elle le fit avec la proclamation de l'annexion de la Bosnie Herzegovine qu'elle publia le 7 Octobre 1908.

Apparemment, l'annexion de la Bosnie-Herzegovine ne devait pas signifier grande chose, mais, en réalité, c'était un acte très important en tant qu'elle substituait une situation définitive à une situation qui n'était que provisoire jusqu'alors. L'importance de cette proclamation se trouva démontrée par l'inquiétude qu'elle provoqua dans l'Europe entière. Cette inquiétude fut même telle que la Paix de l'Europe paraissait un moment menacée. Avec l'annexion de ces provinces, la double monarchie devient définitivement une puissance balkanique, ce qui ne pouvait pas laisser tranquilles les autres puissances européennes, et ce qui devait émouvoir surtout les deux Etats slaves des Balkans limitrophes aux provinces slaves annexées par l'Autriche-Hongrie. Le Gouvernement de Vienne était bien conscient que l'opération projetée devait agiter l'opinion publique en Europe. Pour amoindrir cette agitation, qui ne pouvait manquer de se produire, Vienne, en annonçant l'annexion des deux provinces, renonça spontanément aux droits qu'elle tenait des art. 25 et 29 du Traité de Berlin. On sait que l'art. 25 de ce traité concédait à l'Autriche-Hongrie le droit d'occuper militairement le Sanchac de Novi-Bazar et de s'étendre au delà de Mitrovitza. L'art. 29 chargeait la double monarchie d'exercer la police maritime sur les côtes du Monténégro. Ces renonciations faites par l'Autriche paraissaient trop grandes à cer-

tains milieux de la Monarchie (1). C'est surtout l'abandon de Sanchac qui trouvait beaucoup d'opposants. L'occupation de Sanchac avait pour fonction primordiale et essentielle d'empêcher une union éventuelle entre la Serbie et le Monténégro. Sanchac servait aussi de porte vers l'Orient, qui n'attendait, pour être utilisée, qu'une occasion favorable. M. Von Aehrenthal croyait venue cette occasion en 1908. Le 27 Janvier de cette année, il déclara, devant la Délégation Hongroise, qu'il avait décidé le prolongement de la ligne de chemin de fer Sarajevo-Uvac, jusqu'à Mitrovitza, où elle devait rejoindre la ligne turque pour Salonique (2). L'émotion que ne tarda pas à provoquer cette déclaration dans l'Europe, obligea M. Von Aehrenthal d'abandonner son projet. Les buts que visait l'Autriche-Hongrie avec cette nouvelle ligne de chemin de fer étaient trop évidents pour rester inaperçus. « Avec sa descente vers Salonique, disait M. Douthitch, l'Autriche a la prétention de renverser de cime au fond tous les rapports écono-

(1) Ainsi « Oestereichische Rundschau » d'alors observait : « C'était sûrement la Russie et l'Italie qui ont demandé l'évacuation de Sanchac et ces deux Etats sont précisément ceux qui tireront le plus grand profit de cette renonciation. Tandis que l'Autriche perd le meilleur moyen de faire une politique Balkanique active, la Russie et spécialement l'Italie acquièrent une influence plus grande au détriment de la nôtre. Pour apprécier dans toute sa portée l'évacuation de Novi-Bazar, il faut se rappeler la conception de la politique d'Androssy. Avec l'occupation de Sanchac, il devait être fixé un coin entre la Serbie et le Monténégro et jeté un pont au moyen duquel notre influence devait s'étendre au delà de Mitrovitza », comme le disait le Traité de Berlin : « Ce pont est maintenant détruit, le coin enlevé et le au delà de Mitrovitza perdu pour toujours ».

Cité par Cassi, *op. cit.*, p. 423.

(2) V. Sosnosky, Die Balkanpolitik Oesterreich-Ungarns Seit 1866 II, p. 141.

miques de l'Europe entière à son profit et à celui de l'Allemagne, au détriment de tous les autres pays, spécialement de l'Italie. La nouvelle ligne de chemin de fer entre Sarajevo et Mitrovitza, que l'Autriche s'est proposée de lier à un tronçon déjà depuis assez longtemps en exercice, c'est-à-dire à celui de Mitrovitza à Salonique, tend à mettre en communication directe la capitale autrichienne avec la mer Egée, Vienne avec Salonique » (1). En effet, la réalisation d'un lien direct entre Vienne et Salonique devait avoir pour conséquence une liaison, passant par Vienne, beaucoup plus rapide entre Londres et Port-Saïd, ce qui porterait un grand préjudice aux ports français et italiens, qui se seraient vus privés d'une grande partie de leur trafic.

Bien qu'elle eût choisi, pour proclamer l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, un moment où l'empire ottoman était en proie d'une révolution intérieure provoquée par le mouvement de jeunes Turcs, l'Autriche dût consentir, en 1909, à donner une compensation en argent à la Turquie, pour les provinces annexées.

L'Italie ne cacha pas le mécontentement qu'elle éprouvait à la suite de cet affermissement de la position de son Alliée dans les Balkans. Elle manifesta tout de suite le désir à se rapprocher des autres puissances européennes. Une compréhension meilleure avec la France en était un indice sûr. Mais, la preuve plus éclatante d'une nouvelle orientation de la politique italienne fût donnée par la visite du Tsar à Rocconigi en 1909. Le résultat de cette visite fut la conclusion des accords

(1) Douthitch, *l'Annessione della Bosnia e dell'Ezzegovina e la questione serba*, p. 55.

Italo-Russes qui eurent pour but principalement de fixer l'attitude que se proposaient à suivre les deux Gouvernements contractants en face des problèmes balkaniques. Ainsi, l'art. 2 des accords de Rocconigi disait : « Pour toute éventualité qui pourrait se produire dans les Balkans, l'Italie et la Russie doivent appuyer l'application du principe des nationalités par le développement des Etats Balkaniques, à l'exclusion de toute domination étrangère ». L'art. 3 stipulait que les deux pays doivent s'opposer par une action commune à tout agissement en sens contraire aux fins ci-dessus ...» (1). Il est clair que ce glissement de l'Italie vers la France et la Russie n'était pas de nature à fortifier la solidité de la Triplice. On peut dire, à notre sens, que, bien qu'elle fût renouvelée encore une fois en 1912, la Triple Alliance reçut le coup mortel en 1908 avec l'annexion de la Bosnie-Herzégovine de la part de l'Autriche-Hongrie.

(1) Poincaré, les Balkans en feu, p. 363.

CHAPITRE IV

Les Guerres Balkaniques et la création de l'Albanie

L'Empire Ottoman manifestait, depuis déjà longtemps, les signes de sa faiblesse. Le moment était venu où il fallait vraiment s'occuper de la succession de « l'homme malade ». Cette succession intéressait beaucoup d'Etats, les grands comme les petits. Or, c'était les puissances balkaniques qui sentaient le besoin le plus urgent d'accélérer la fin de la Turquie européenne. Elles se coalisèrent dans le but de se libérer du joug ottoman qui les opprimait depuis tant de siècles. Cette coalition des petits Etats infligea une défaite écrasante sur les champs de bataille à l'Empire des Sultans. La défaite de la Turquie fut une grande surprise pour certaines puissances qui croyaient encore dans sa vitalité et dans sa force. La victoire des alliés balkaniques mettait fin, pour ainsi dire, à la carrière européenne de l'Empire Ottoman. Cette victoire commune fut troublée, il est vrai, par les discords qui surgirent entre les alliés lorsqu'il fallait partager les provinces libérées.

La chute de la Turquie européenne devait avoir pour conséquence un nouvel arrangement des Etats Balkaniques, comme suite de leurs agrandissements. Le résultat le plus important, en ce qui concerne l'Adriatique,

de cette nouvelle situation issue des guerres balkaniques, est, sans doute, la reconnaissance de l'Albanie comme Etat indépendant. Sur le territoire de l'Etat albanais — quand ce n'était encore qu'une province Turque — se heurtaient les intérêts de plusieurs pays. La Serbie voulait avoir un port sur le littoral albanais. Ses soldats étaient arrivés, pendant les guerres balkaniques, jusqu'à l'Adriatique, à Durazzo. Le Monténégro avait des aspirations sur Scutari, qui lui avait appartenu d'ailleurs une fois. Les droits du Monténégro sur la région de Scutari étaient très solides. D'abord, dans cette région habite un grand nombre de Serbes. On affirme même que la majeure partie de l'Albanie septentrionale fut habitée par les Serbes qui furent albanisés à la suite de la conquête turque et de l'imposition de l'Islam (1). Historiquement, Scutari occupe une place exceptionnellement importante dans la vie des Serbes. Il était la capitale du premier Etat serbe de la Zeta. Les chansons populaires serbes sont pleines de souvenirs de ce temps où l'on régnait de Scutari sur l'Etat indépendant serbe du moyen-âge. Economiquement et géographiquement, la Région de Scutari constitue le débouché naturel du Monténégro et de la vieille Serbie vers la mer (2). Le Monté-

(1) V. Musoni, *La Jugoslavia*, p. 73.

(2) Ce n'est point seulement, disait M. Ch. Loiseau dans le *Correspondant* « que Scutari est le point de convergence des « rivières, des routes et des pistes de l'ancien Monténégro vers » La Bojana, qui donne vers Saint-Jean de Medua un débouché « sur l'Adriatique. C'est que sous le nom antique de Scadar, « cette ville aux destinées capricieuses reste inscrite dans l'ancien patrimoine territorial du peuple serbe. Au x^e siècle, capitale de la Zeta ; au x^e siècle, siège d'un archevêché catholique, fondé par le Pape Alexandre II et le Prince Michel Voislavjevitch ; apanage des héritiers présomptifs de la Dynastie des Niemagnitch jusqu'au démembrement de l'empire

négro possédait, on le voit, beaucoup d'arguments forts pour corroborer ses aspirations sur Scutari. Mais toutes ces raisons solides qu'invoquait le Monténégro en sa faveur devaient se briser, comme nous le verrons, contre les décisions bien fermes de certaines grandes puissances d'empêcher, à tout prix, tout agrandissement des Etats Serbes vers l'Adriatique.

A la suite des guerres balkaniques, l'Albanie se trouva détachée du petit territoire auquel fut réduit l'Empire ottoman en Europe. Cette nouvelle situation rendit nécessaire une solution de la question albanaise qui se trouva ainsi posée. Pour la résoudre, fut réunie, à Londres, une conférence des Ambassadeurs, sur l'initiative et sous la présidence de Sir Edward Grey, chef du Foreign Office. A cette Conférence, diverses thèses, souvent opposées, furent soutenues. Ce furent les thèses des grandes puissances directement intéressées dans l'Albanie qui furent défendues avec la plus grande tenacité. C'était le cas de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie. Ces deux Etats se montraient particulièrement intéressés pour des raisons politiques, stratégiques et économiques à la solution à donner à la question albanaise. On peut affirmer, à notre avis, que ce sont les intérêts stratégiques qui prévalurent en ce moment chez les Gouvernants des deux pays, par suite de méfiance qui dominait leurs rapports réciproques. En effet, l'Albanie possède des points stratégiques d'une haute importance, qui ne

« serbe, à la suite du désastre de Kossovo (1389). Scutari reste
« encore jusqu'à la fin du xiv^e siècle, le centre d'une princi-
« pauté indépendante sous les dynasties Balchitch et Tcher-
« noyevitch. C'est un îlot, pour ainsi dire, égaré au milieu de
« la marée montante ottomane ».

Charles Loiseau, l'Ancien Monténégro, dans le « Correspondant » du 25 septembre 1927, p. 898 et suiv.

pouvaient rester sans attirer l'attention des puissances voisines. Parmi ces points stratégiques, Valona occupait incontestablement la première place. Depuis le début du xx^e siècle, plusieurs puissances caressaient l'espoir de pouvoir faire un jour de Valona leur propre base navale. L'Allemagne n'était pas la dernière à y penser (1). Valona, outre sa baie naturelle magnifique et bien protégée par l'Îlot de Sasseno, à une position géographique qui lui donne une valeur stratégique très grande. En exprimant l'importance de cette ville, que lui donne sa position, on désigne souvent Valona sous le nom de « Clef de l'Adriatique ». Valona contrôle l'entrée et la sortie de l'Adriatique. « Elle est vraiment, dit M. Velley, dans toute la force du terme, la clef de cette mer. Placée à mi-chemin entre Trieste et la Côte d'Afrique, continue M. Velley, à mi-chemin aussi entre Gibraltar et Port-Saïd, elle peut commander à la fois les routes de l'Est, de l'Ouest, du Nord et du Sud ; elle peut protéger ou intercepter à son gré les communications de l'Europe centrale avec l'Afrique septentrionale et celles de l'Orient avec l'Occident » (2). Ainsi, la domination de la porte de l'Adriatique que Valona donne, à raison de sa proximité du canal d'Otrante, à son possesseur, explique en grande partie l'action développée par certaines puissances pour s'emparer d'elle.

(1) Avec une grande habileté, on le sait, l'Allemagne profita de guerres balkaniques pour installer dans la Méditerranée une force navale, laquelle, ayant été annoncée comme provisoire, ne tarda pas à se transformer en permanente. Cette force était constituée par les fameux croiseurs « Gœben » et « Breslau » qui jouèrent, au début de la guerre, un rôle qu'on ne doit pas sous-estimer, parce que leur apparition soudaine devant Constantinople ne fut pas sans influence sur la prise de position du Gouvernement turc.

(2) Ch. Velley. La Question de l'Adriatique, p. 82.

Mais si, à ce moment, l'attitude de Rome et de Vienne, à l'égard de la question albanaise était dictée principalement par des raisons stratégiques, il ne faut pas non plus négliger les intérêts politiques et économiques qu'avaient ces deux pays en Albanie. Depuis plusieurs années, chacun des deux Gouvernements avait développé une action vigoureuse en Albanie pour s'y faire une situation favorable à sa propre expansion. Vienne et Rome se servaient, dans cette action, de moyens différents. L'Autriche avait parsemé l'Albanie de ses écoles. Le plus souvent, les missionnaires que Vienne envoyait en Albanie comme enseignants dans ces écoles étaient d'origine italienne et ils enseignaient en langue italienne (1). L'Italie, de son côté, cherchait surtout à développer son commerce dans ce pays de l'autre côté de l'Adriatique.

Il ressort de ce qui précède que Vienne et Rome considéraient l'Albanie comme un terrain de chasse, d'où chacune d'elles voulait exclure l'autre. A ce propos, certains événements qui se sont passés pendant la guerre italo-turque pour la Tripolitaine (2), peuvent nous éclair-

(1) San Giuliano observait dans ses « Lettres sur l'Albanie » p. 49 : « Par sa propagande religieuse, l'Autriche aide aussi la « diffusion de la langue italienne, laquelle, comme le meilleur « moyen de transmission d'idées et de sentiments, opère naturellement dans le sens opposé à celui désiré par l'Autriche ». Cité par Sosnosky, *op. cit.*, p. 259.

(2) Pendant les hostilités italo-turques, la marine italienne entamait des opérations sur la côte, alors turque, de l'Albanie ; l'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne confiait à son collègue d'Italie que le Comte d'Aherental l'avait prié « de télégraphier à « Berlin pour qu'on fit entendre au gouvernement italien que « s'il continuait des opérations navales dans l'Adriatique et la « Mer Yonienne, l'Italie aurait affaire directement à l'Autriche-Hongrie ».

Revue des Deux Mondes, 1^{er} Octobre 1927, p. 524.

rer sur les sentiments de Vienne à l'égard de l'Italie. A la lumière de pareils événements, nous pouvons juger toute la « cordialité » qui régnait dans les rapports entre ces deux Etats qui étaient liés, à ce moment encore, par les accords de la Triplice.

Lorsque s'ouvrit, à Londres, le 16 Décembre 1912, la Conférence des Ambassadeurs ayant pour objet de régler le statut de l'Albanie, c'était l'attitude de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie qui devait avoir une importance décisive. Les deux Gouvernements, de Rome et de Vienne, étaient primitivement d'accord seulement sur un point : empêcher à tout prix aux Serbes d'obtenir un port sur le littoral albanais. L'Autriche ne voulait rien savoir non plus de l'attribution de Scutari au Monténégro, bien que les troupes monténégrines l'eussent occupé au prix de sacrifices énormes.

Se trouvant dans l'impossibilité de concilier leurs prétentions respectives, Vienne et Rome se rendirent finalement compte que l'unique solution de la Question Albanaise, qui serait acceptée par les deux parties, était la création d'un Etat indépendant. Ainsi, dès sa deuxième séance, le 20 Décembre 1912, la Conférence des Ambassadeurs décida, sur la proposition de l'Autriche, soutenue par l'Italie et l'Allemagne, la création d'un Etat albanais indépendant. Elle obligea le Monténégro à évacuer Scutari, ce qui provoqua une grande indignation parmi le peuple de ce petit Etat, qui voyait ainsi rendus inutiles tous les sacrifices et toutes les souffrances qu'il avait patiemment supportés pour l'acquisition de ce débouché indispensable à sa vie économique (1).

(1) Nicolas I Petrovitch, ancien souverain du Monténégro, qui avait fait dire au cours de son poème « L'Impératrice des

La Conférence de Londres arracha ainsi cette ville, si chèrement payée, aux Monténégrins, pour ne pas troubler les projets impérialistes d'une grande puissance. A la Serbie, tout accès à la mer lui fut aussi refusé. L'autriche lui offrit la libre disposition d'un port dalmate qu'elle n'aurait pu atteindre qu'à travers le territoire autrichien. La Serbie, sachant bien ce que signifiait une pareille concession, la repoussa énergiquement (1).

Ainsi, on peut le dire, l'Albanie doit son indépendance surtout aux conflits des intérêts de Rome et de Vienne, qui ne se décidèrent à la lui donner qu'après avoir constaté l'impossibilité de conciliation de leurs propres aspirations dans ce pays. Ou, comme s'exprime M. Simonds : « l'Albanie gagna son indépendance nationale, dit-il, « grâce aux efforts communs de l'Autriche et de l'Italie, pour prévenir l'accès serbe à la mer, pendant les « guerres balkaniques » (2). Après avoir proclamé l'indépendance de l'Etat albanais, il fallait lui tracer les frontières. Le 10 août 1913, le nouvel Etat Albanais fut délimité par la Conférence de Londres. Une commission internationale fut chargée de tracer sur place ses

Balkans » à l'un de ses personnages : « Les Petits Etats, dont « nous sommes, ne doivent pas être la monnaie d'appoint dans « le compte entre grandes puissances » — a déclaré, dans une interview, au correspondant de la « Pall Mall Gazette » de Londres, à propos de l'obligation imposée par les grandes puissances au Monténégro de laisser Scutari aux Albanais : « Scutari « nous appartenait avant que les Turcs l'eurent prise ; Scutari « renferme les sépultures de nos ancêtres et ce sont les églises « construites par eux qui, aujourd'hui encore, projettent leur « ombre sur leurs tombeaux ».

V. « Le Temps » du 6 avril 1913.

(1) Cfr. Ch. Velley, *op. cit.*, p. 58.

(2) Simonds, *Can Europe Keep the peace*, p. 107.

frontières. Elle termina ses travaux relatifs aux frontières méridionales de l'Albanie par le Protocole de Florence (17 Décembre 1913) (1). En ce qui concerne les frontières septentrionales du nouvel Etat, leur tracement n'était pas encore complètement terminé lorsque éclata la Grande Guerre. De cette manière fut créé, au bord de l'Adriatique, par une simple résolution de la Conférence des Ambassadeurs, un nouvel Etat indépendant, qui devra occuper, comme nous le verrons plus loin, une place très importante dans le futur équilibre Adriatique.

(1) V. Mousset, *op. cit.*, p. 13.

DEUXIEME PARTIE

La question adriatique
pendant la guerre mondiale
et sa solution à la fin de celle-ci

CHAPITRE PREMIER

Le Conflit des intérêts Italo-Yougoslaves

Une issue favorable de la Grande Guerre promettait aux Slaves du Sud la réalisation de leur rêve séculaire : la création de leur unité nationale. Ayant en vue cette réalisation future de leurs aspirations nationales, les Yougoslaves pouvaient légitimement et avec raison, de mander la reconnaissance de leur ancien droit de respirer librement la brise de l'Adriatique. Ils habitaient la côte orientale de cette mer à partir du VII^e siècle après Jésus-Christ ; mais la providence leur avait réservé le triste sort d'être presque toujours, depuis leur installation dans cette contrée, soumis à un maître étranger. On peut imaginer alors avec quelle impatience et avec quelle inquiétude ils attendaient l'arrivée du moment si longtemps espéré, qui leur permettrait de mettre fin à cette oppression qui se prolongeait depuis tant de siècles. Mais, à ce moment, il y avait une autre puissance qui croyait l'heure propice venue pour l'accomplissement de ses projets de domination sur l'Adriatique — c'était l'Italie. Elle n'était point contente avec l'équilibre qui existait avant la guerre dans cette mer et n'attendait que le moment favorable pour le renverser à son profit.

Ainsi, se présentaient les aspirations de ces deux nations italienne et yougoslave : une déjà formée et ayant

une cinquantaine d'années de vie et l'autre en état de formation — qu'il fallait concilier, ce qui n'était pas une chose facile, parce qu'elles demandaient souvent la protection des intérêts absolument opposés et la réalisation des aspirations qui se heurtaient fatalement. Pour préciser, c'est surtout sur la Dalmatie, on le sait, que ces intérêts opposés se heurtaient de la façon la plus forte. Pendant la guerre, on avait réussi, en Italie, par une propagande très habile et très tenace, à convaincre le peuple italien de son droit sur la province de Dalmatie. Dans cette action tendancieuse, on demandait les arguments à toutes les sources et à tous les éléments qui étaient susceptibles de les fournir : à l'histoire, à la géographie, à la stratégie. Il n'est pas difficile de faire la justice des arguments historiques que l'on invoquait pour prouver la légitimité des aspirations italiennes sur cette province slave. La Dalmatie appartenait à Venise, c'est vrai ; mais on doit remarquer aussi qu'elle lui appartenait au même titre que toutes les autres nombreuses provinces que possédait ailleurs cette puissante République, quand elle était à l'apogée de sa puissance (1). D'ailleurs, les hommes politiques italiens les

(1) M. Vesnitch, ancien président du conseil des Ministres de Yougoslavie et signataire du Traité de Rapollo, faisait ces observations judicieuses sur les prétentions italiennes sur la côte orientale de l'Adriatique : « A l'exception des arguments « historiques, bien faibles d'ailleurs, parce que Venise n'a do-
« miné sur nos côtes que par la force d'une puissance mari-
« time étendue jusqu'à la Mer Noire, aucune considération d'or-
« dre moderne n'autorise l'Italie à émettre de telles préten-
« tions. Economiquement, géographiquement et ethniquement
« et moralement, ces côtes forment partie intégrante de leur
« hinterland » qui est yougoslave. J'ai toujours pensé que
« l'Adriatique devait nous séparer politiquement de l'Italie,
« mais que cette mer devait, en même temps, former le plus
« ferme trait d'union entre nos deux peuples se tendant fran-

plus illustres ont montré, vers le milieu du siècle dernier, toute erreur de ces prétentions de leur pays. Ainsi, Cavour, le célèbre créateur et artisan de l'unité Nationale italienne, dans un discours prononcé le 20 Octobre 1848 à la Chambre subalpine, disait : « Il y a sur les terres
« de l'Empire une race nombreuse, énergique, auda-
« cieuse, mais éprouvée depuis plusieurs siècles, la race
« slave. Elle s'étend des bords du Danube aux monta-
« gnes de la Bohême. Elle veut obtenir son entière libé-
« ration, reconquérir sa nationalité. Sa cause est juste
« et noble ; elle est soutenue par des légions encore inex-
« périmentées, mais audacieuses et vaillantes ; elle est
« donc sûre du triomphe dans un avenir peu éloi-
« gné » (1). Voilà comment Cavour, avec toute sa clair-
voyance habituelle, prédisait un avenir plus heureux
aux Slaves du Sud. Il ne pouvait manquer de conseiller
à son peuple d'éviter de s'aliéner l'amitié de cette race.
Nous en trouvons un exemple dans sa lettre à Lorenzo
Valerio, à propos de l'incident diplomatique dont nous
avons parlé précédemment (2), provoqué par celui-ci,
en 1860, avec la Prusse. Cavour disait, dans cette lettre,
« qu'à cause de la coïncidence des intérêts italiens avec
« ceux des populations de l'autre rivage, il considérait
« nécessaire un accord Adriatique avec les Slaves » (3).

« chement et loyalement la main par-dessus les flots. Il y a cer-
« tes, sur nos côtes, des gens qui parlent la langue de Dante et
« de Pétrarque comme il y a et comme il y aura de nos gens
« qui sont et d'autres qui deviendront citoyens italiens ; et
« dans ma pensée, il est même heureux que cela soit ainsi, les
« uns et les autres pouvant utilement dans l'avenir servir d'uti-
« les traits d'union entre nos deux nations ».

M. Vesnitch, la Serbie à travers la guerre, p. 111.

(1) Cité par E. Denis, De Vardar à Sotcha, p. 277.

(2) V. Première Partie, chap. II.

(3) V. Anzilotti, Italiani e Jugoslavie nel Risorgimento, p. 30.

Ce qui est intéressant de noter à ce sujet, c'est que l'opinion sur la nécessité d'une amitié italo-slave constituait un des points très rares où les idées de Cavour se trouvaient en concordance avec celles de son implacable adversaire, Mazzini.

En effet, ce dernier écrivait, en 1860 : « A vous, les
« hommes nés en Italie, Dieu a assigné la Patrie la
« mieux définie en Europe. Dans les autres terres mar-
« quées par des limites plus incertaines ou interrom-
« pues, peuvent surgir des questions qu'un jour le vœu
« pacifique de tous résoudra, mais qui ont coûté et coûte-
« ront peut-être encore des larmes et du sang : sur la
« vôtre, non. Dieu vous a tracé autour des lignes de
« frontières sublimes, qui ne peuvent être niées ... »
et, parlant de la frontière orientale, Mazzini continuait :
« L'embouchure d'Isonzo marque la frontière que Dieu
« vous a donnée ; jusqu'à cette frontière, on parle, on
« comprend votre langue ; au delà d'elle, vous n'avez
« pas le droit » (1). Il est vrai, dix ans plus tard, Mazzini
élargissait les frontières orientales de l'Italie jusqu'à
Quarnero. Ainsi, il écrivait en 1871 : « Le véritable
« objectif de la vie internationale de l'Italie, la voie la
« plus directe vers sa future grandeur se trouve plus
« haut, là où s'agite aujourd'hui le problème vital de
« l'Europe. Dans la fraternité avec le vaste et puissant
« élément appelé à infuser les nouveaux esprits dans la
« communion des Nations ou à les troubler par de lon-
« gues guerres et de graves dangers, si on le laisse dé-
« voyer par une aveugle défiance : dans l'alliance avec
« la famille slave. Les frontières orientales de l'Italie,

(1) Mazzini, *Doveri dell Uomo*, p. 55.

« continuait-il, étaient marquées depuis que Dante écrivait : (1) ...A Pola dentro del Quarnero, ch'Italia chiude e i suoi termini bagna » (Inf. IV, 113).

On doit mentionner ici aussi l'opinion sur le caractère slave de la Dalmatie d'un des fils illustres de cette province : Tommaseo. Il écrivait, dans « Etincelle XXII » : « Ma Dalmatie, tu es petite parmi tes sœurs yougo-slaves, mais une voix me dit que tu ne seras pas la plus petite ni la plus laide d'entre elles... » (2). En 1851, de Corfou, où il se trouvait en exil, Tommaseo exprimait en ces termes les conseils qu'il envoyait à ses concitoyens de la Dalmatie : « La providence a peut-être voué cet étroit et malheureux pays de Dalmatie au rôle de médiateur intellectuel entre les nations sœurs, entre le siècle ancien et le siècle nouveau ; mais, pour être dignes de cette mission, il faut que les Dalmates comprennent leur avenir; qu'ils s'y préparent de loin: Il faut que, sans renoncer à la langue italienne ni aux sentiments d'affection pour l'Italie, ils se dédient à la connaissance, à la possession, à la diffusion de leur langue maternelle. Puissent-ils, tout en se sentant Slaves, ne pas renier l'Italie à laquelle tant d'idées et de douleurs les rattachent » (secondo Esilio. I. 156) (3).

De ce qui précède, il ressort ainsi clairement que — pour employer les mots dont s'est servi M. de Voinovitch — pour la Dalmatie, il n'y a pas de problème national ou s'il y en a un, il se réduit au conflit d'une culture et d'une nationalité. Et on peut conclure, avec M. de Voi-

(1) Mazzini, la Questionne d'Orient, p. 31.

(2) Cité par L. de Voinovitch, *op. cit.*, p. 49.

(3) Cité par L. de Voinovitch, *op. cit.*, p. 100.

novitch, en affirmant que « ce conflit est depuis long-
« temps dépassé par l'indiscutable triomphe de la na-
« tionalité sur une culture bienfaisante mais tout à fait
« étrangère au sentiment du peuple Dalmate » (1).

Mais, à la fin de la guerre, c'est surtout à la stratégie qu'on demandait, en Italie, les arguments pour démontrer et justifier la nécessité de l'incorporation de la Dalmatie dans le royaume italien. A notre avis, les arguments d'ordre stratégique sont généralement très fragiles ; et, lorsqu'on se base sur la seule stratégie pour exiger l'annexion de toute une grande province appartenant à une nationalité étrangère, cette thèse nous paraît tout à fait insoutenable. En effet, quand est-ce qu'on pourra en être complètement sûr ? Jamais, à notre sens. De cette manière, on pourrait infiniment étendre ses propres exigences territoriales. C'est vraiment ici qu'on pourrait dire, avec raison, que c'est le cas où le droit cède la place à la force. D'autre part, on peut remarquer, non moins raisonnablement, nous croyons, qu'il n'y a pas de meilleures frontières stratégiques pour une nation que l'amitié avec ses voisins.

Il faut le reconnaître, l'opinion sur la nécessité d'une annexion de la Dalmatie n'était pas partagée unanimement même en Italie. Il y avait d'auteurs qui contestaient avec vigueur l'existence de ce besoin stratégique pour l'Italie (2). La Dalmatie est liée aux Balkans d'une

(1) *Idem*, p. 232.

(2) Ainsi, M. Salvemini s'exprimait dans ces termes sur ce sujet : « Tous les connaisseurs de choses navales savent que, « donnée la vitesse et l'autonomie des navires de guerre de « nos jours, une flotte aujourd'hui, pour avoir la domination « de la mer, n'a pas besoin d'avoir un grand nombre de bases

façon tellement étroite qu'il serait impossible de l'en détacher. Elle fait partie intégrante de la péninsule balkanique, économiquement et géographiquement aussi bien que stratégiquement et ethniquement. C'est surtout avec la Bosnie et l'Herzégovine, son arrière-pays immédiat, que la Dalmatie fait un tout indivisible. En effet, la Bosnie constitue le complément stratégique indispensable pour la défense de la Dalmatie, laquelle, à son tour, est le débouché naturel de la Bosnie-Herzégovine.

« navales : même les bases navales ne servent qu'à aggraver
« inutilement les budgets au détriment des dépenses nécessaires au matériel mobile... La domination de la mer est donnée
« principalement par la vitesse, par l'armement, par le nombre
« de bateaux, et non par une grande quantité de bases navales ;
« la frontière maritime est marquée non par la ligne et par le
« lien de bases et de fortifications de la côte, mais par la puissance et par l'activité de la flotte. Et la preuve de cette théorie très élémentaire, nous l'avons dans les deux faits historiques caractéristiques des *xix^e* et *xx^e* siècles : la Turquie et la
« Grèce, très riches en bases navales, ne sont pas des puissances navales, parce qu'elles n'ont pas de flotte ; au contraire,
« l'Angleterre se contente, dans la Méditerranée, avec peu de
« centres stratégiques : Gibraltar, Malte, Famagosta, Port-Saïd ». Le même auteur continuait plus loin, p. 168 : « Mais que notre
« stratège pourra, sans être fou, isoler une armée sur la bande
« riveraine de la Dalmatie, au-dessous des Alpes Dinnariques :
« une armée unie à la Patrie seulement par les communications
« maritimes, combien sûres ? Combien et quelles forces pré-
« cieuses détourneraient ce front à la défense essentielle du
« territoire ? Quelle énorme flotte marchande ne serait-il pas
« nécessaire d'immobiliser pour les approvisionnements dans
« l'Adriatique et qui serait beaucoup plus nécessaire pour des
« usages plus vitaux ? Et quelle probabilité d'un mouvement de
« force dans une langue si étroite de terre ? Nous la devrions
« abandonner en tout cas ? Ou le bon sens s'est perdu complètement dans cette guerre ou posséder la terre ferme dalmate
« serait certainement pour l'Italie, du point de vue militaire,
« une faiblesse de notre défense territoriale ».

Maranelli-Salvemini. La questione dell'Adriatico, p. 157.

vine (1). Détacher la Dalmatie de la péninsule balkanique, ce serait, outre faire une injustice flagrante, créer un état intolérable et contraire aux lois les plus élémentaires de l'économie et de la stratégie. Ce serait, en un mot, créer une nouvelle source de discords dangereux. Il ne faut pas oublier non plus qu'aujourd'hui, au point de vue purement stratégique, la côte dalmate ne présente pas du tout la valeur militaire qu'elle pouvait avoir autrefois. Par suite de perfectionnements qu'on a atteints, ces temps derniers, dans l'aviation, de l'avis général, dans une guerre de nos jours, ce sont les avions qui devraient jouer un rôle de première importance. Or, à ce point de vue, la côte occidentale de l'Adriatique possède de grands avantages, dont est privée sa côte orientale. Tandis que la côte occidentale de cette mer, avec son rivage plutôt plat, offre de grandes possibilités pour la construction de terrains d'aviation, la côte orientale Adriatique, à cause de ses montagnes, dont elle est couverte toute entière, ne se prête point à cette sorte de travaux.

En Italie, il y avait même d'auteurs qui conseillaient l'application des systèmes coloniaux à l'égard de la Dalmatie. En le faisant, ils n'hésitaient pas ainsi à nous apprendre que l'Europe possédait encore de nos jours des pays susceptibles d'être traités comme des colonies

(1) Encore en 1887, un observateur impartial anglais écrivait à ce sujet : « L'Avenir politique de la Dalmatie est nécessairement et inévitablement slave ; la Dalmatie est le littoral naturel des populations slaves de l'arrière-pays ». (Jackson, *Dalmatia, The Quarnero and Istria*, Oxford. Clarendon Press, 1887, I, 187 et suiv.).

Cité par Maranelli-Salvemini, *op. cit.*, p. 143.

du centre de l'Afrique (1). Une découverte vraiment curieuse et qui jette une lumière étrange sur les procédés qu'on est quelquefois tenté d'employer pour se faciliter la réalisation de certains projets.

(1) M. Tamaro, qui est sans doute un des représentants les plus expressifs de cette opinion qui demandait l'application de pareilles méthodes à la Dalmatie, s'exprimait ainsi à ce propos : « La Dalmatie, tout en étant la terre qui a toute son histoire « parallèle et identique à celle de l'Italie, le problème qui la « regarde doit être considéré comme un problème colonial : « c'est-à-dire de stratégie, de colonisation et d'exploitation. Cert-
« tainement, quelquefois, la perplexité, les raisons humanitai-
« res, la théorie de la démocratie pourront rendre difficile l'exé-
« cution de ce problème, créer des empêchements... Mais, si
« les classes dirigeantes et le gouvernement ayant la pleine
« conscience de toutes les exigences de la question dalmate et
« visant la finalité nationale, ne heurteront pas dans les brefs
« obstacles des épisodes, le problème *colonial* s'effectuera avec
« l'exécution de toutes ces mesures qui s'imposent ».

Tamaro, l'Adriatico, Golfo d'Italia, p. 87.

CHAPITRE II

La Question Adriatique pendant la Grande Guerre

SECTION I

Le Traité de Londres

Au moment où éclata la guerre mondiale, l'Italie se trouvait liée par le Traité de la Triplice qui fut renouvelé pour la dernière fois en 1912. Ce renouvellement fut effectué malgré toutes les raisons de discords qui existaient entre l'Autriche et l'Italie, et peut-être même à cause d'elles, parce que, en cas d'un défaut de renouvellement de l'Alliance, ces deux pays seraient devenus certainement les ennemis les plus implacables (1). Mais l'Autriche ayant envoyé l'ultimatum à la Serbie, sans consulter préalablement son allié italien, comme elle était tenue de le faire, d'après les accords de la Triplice, l'Italie ne tarda pas à se déclarer dégagée des obli-

(1) Dans ses mémoires, M. Giolitti nous éclaire sur les raisons qui induirent alors l'Italie à renouveler le traité qui la liait avec les puissances centrales. En parlant du renouvellement de la Triplice, opéré en 1912, il dit : « Il faut tenir bien présent que les rapports entre l'Autriche et l'Italie, soit pour la question des provinces irridentes, soit pour le contraste de nos intérêts avec ceux autrichiens dans les Balkans et en Albanie spécialement, étaient tels qu'un dilemme se posait rigidement : les deux pays devaient être ou les alliés ou les ennemis décidés ».

Giolitti, *Memorie della mia vita* II., p. 479.

gations dérivant du traité de la Triple Alliance. Cette attitude de l'Italie était inattaquable juridiquement. En effet, par l'art. 7 du Traité de la Triplice, l'Autriche et l'Italie s'engageaient, au cas où elles altéreraient le statu quo dans les Balkans, par une occupation temporaire ou permanente, de s'entendre, au préalable, sur le principe d'une compensation réciproque pour tout avantage territorial ou autre, que chacune des deux parties pourrait obtenir. L'Autriche-Hongrie ayant dérogé à cet engagement, l'Italie s'en trouvait libérée naturellement elle aussi et elle ne tarda pas à le faire savoir au Gouvernement de Vienne. Déjà, le 31 juillet, le marquis de San Giuliano, Ministre des Affaires Etrangères d'Italie, déclarait, à l'Ambassadeur allemand, que la guerre entreprise par l'Autriche ne cadrant pas avec le caractère de la Triplice, l'Italie ne pouvait pas y prendre part (1).

Si l'Italie voulait se libérer des obligations envers ses alliés de la Triplice, cela ne devait point signifier qu'elle était décidée à garder la neutralité pendant toute la durée des hostilités. Tout au contraire, dès le début de la crise, elle s'était engagée dans des négociations avec les deux parties belligérantes. Après la mort du marquis de San Giuliano, en Octobre 1914, ce fut le baron

(1) M. Tittoni, Ambassadeur d'Italie à Paris, du navire sur lequel il faisait alors une croisière dans la mer polaire, envoya, le 26 juillet, à M. de San Giuliano, un radiogramme ainsi conçu : « Je suis d'avis que, par devoir de loyauté, nous devons déclarer tout de suite à Berlin et à Vienne que l'ultimatum pré-senté à Belgrade à votre insu, sans qu'il fut précédé par des démarches diplomatiques, constitue une vraie provocation à la guerre de la part de l'Autriche-Hongrie. Par suite, le pacte de la Triple Alliance ne serait plus applicable, même si la Russie prenait part à la guerre, c'est-à-dire en cas de guerre générale. Il faut le déclarer tout de suite ».

V. « Revue des Deux Mondes » du 1^{er} Octobre 1927, p. 542.

Sidney Sonnino qui lui succéda comme Ministre des Affaires Etrangères. Ses idées différaient profondément de celles de son prédécesseur. Il était le seul, comme le dit M. Sforza « parmi les hommes italiens de premier plan qui avait pensé — lorsque la guerre mondiale « éclata — que l'Italie pourrait prendre part à côté des « Empires Centraux » (1).

M. Sonnino continua les négociations en même temps avec les Puissances Centrales et avec la Triple Entente, en vue de déterminer la position de l'Italie. Dans le livre vert italien (p. 55, pièce N° 64) (2), on trouve le programme des revendications italiennes présenté par M. Sonnino au Baron Burian, Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie, le 8 Avril 1915, comme condition de la neutralité italienne. L'Italie demandait alors principalement : 1° la cession du Trentin suivant les frontières du royaume italien de 1811 ; 2° l'indépendance de Trieste ; 3° le désintéressement de l'Autriche en Albanie et la reconnaissance de la souveraineté italienne sur Valona. A la même époque, l'Italie présentait aux Puissances de l'Entente, un autre programme des revendications italiennes présenté par l'Autriche-Hongrie. Comme condition de l'entrée en guerre à côté des Puissances de l'Entente, l'Italie demandait notamment toute la Dalmatie et la formation d'un Etat Albanais sous le protectorat italien. Les revendications italiennes comprenaient aussi le Trentin, l'Istrie et une partie du Tyrol autrichien.

(1) C. Sforza, *Italie et Yougoslavie dans l'Esprit International*, 1930, p. 366.

(2) Cité par Velley, *op. cit.*, p. 125.

Les prétentions italiennes devaient se heurter naturellement à l'opposition russe. La Russie ne pouvait pas rester sans protester contre les aspirations démesurées de l'Italie, dont la réalisation exigeait surtout des sacrifices énormes aux populations slaves de la côte orientale de l'Adriatique. Devant l'opposition de la Russie, M. Sonnino se trouva obligé de céder de son intransigeance. Il dût abandonner spécialement son vif désir d'assurer à l'Italie la possession de la Dalmatie toute entière. M. Sonnino envoya à Londres, le 29 Mars, sa dernière proposition, qui fût considérée comme acceptable par Sir Edward Grey. Ainsi, par un compromis, on arriva à un accord, qui contenait d'ailleurs les germes de sa propre destruction, ce qui se trouva démontré par toutes les difficultés qui surgirent au moment où il fallait appliquer cet accord. Le 26 Avril 1915, fut signé à Londres, ce pacte connu sous le nom du « Traité secret de Londres ». Il fut signé par E. Grey, au nom de la Grande-Bretagne et par les Ambassadeurs de France, d'Italie et de Russie accrédités à la Cour de Saint-James. Une clause du pacte (art. 16), décidait formellement, qu'il devait rester secret. Cependant, son existence fut dénoncée par les Bolcheviks qui en publièrent le texte dans la collection qui parut sous le titre « Recueil de documents secrets extraits des archives de l'ancien ministère russe des affaires étrangères ».

En lignes générales, le Traité de Londres attribuait à l'Italie le Trentin, une partie du Tyrol, Trieste, les Comtés de Gorizia et de Gradisca, toute l'Istrie jusqu'à Quarnero, la province de Dalmatie jusqu'au cap Planka, avec les Iles (Art. 4 et 5). D'après la note de l'art. 5, la côte croate avec Fiume et le littoral du cap Planka jus-

qu'au Drin « seront attribués par quatre puissances alliées à la Croatie, à la Serbie et au Monténégro ». L'art. 5 du traité prévoyait aussi la neutralisation des îles et de certaines parties du littoral données à la Croatie, à la Serbie et au Monténégro. En ce qui concerne l'Albanie, l'Italie devait recevoir l'entière souveraineté sur Valona, l'île de Sasseno et un territoire suffisamment étendu pour assurer la défense de ces points (art. 6). Par l'art. 7, l'Italie s'engageait, au cas où elle aurait obtenu l'exécution des art. 4, 5 et 6 du traité, à ne pas s'opposer à ce que les parties septentrionales et méridionales de l'Albanie fussent, si tel est le Désir de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, partagées entre le Monténégro, la Serbie et la Grèce. En outre, l'Italie devait être chargée de représenter l'Etat albanais dans ses relations avec l'étranger (art. 7).

Ce pacte de Londres avait de grands défauts. En premier lieu, il lésait très gravement les intérêts slaves sur la côte orientale de l'Adriatique. A Londres, on s'était mis à distribuer les provinces d'autrui sans tenir aucun compte de la volonté et des aspirations nationales des populations qui les habitaient, ce qui ne pouvait pas passer sans engendrer de graves conséquences. Ainsi, on avait promis à l'Italie, des territoires où les Slaves constituaient une majorité écrasante et ce fait devait entraîner des conséquences néfastes pour les rapports italo-yougoslaves (1). On peut affirmer, à notre avis, sans

(1) A ce moment, il y avait en Italie des personnalités politiques qui voyaient clairement le péril que présentait, pour les futures relations italo-yougoslaves, l'attribution à l'Italie de terres slaves. D'après ce que nous rapporte M. Sforza, une de ces personnalités était M. Tittoni lui-même : « Ambassadeur à Paris, en 1915 », dit M. Sforza, « lors de la négociation du

craindre d'être contredit, qu'aujourd'hui encore, les erreurs commises par le Traité de Londres se font pleinement sentir.

SECTION II

Le Pacte de Rome

Le traité de Londres, dès qu'il fut publié, mettait à la disposition du Gouvernement de Vienne un moyen précieux pour stimuler l'esprit combatif de ses nombreuses légions slaves. L'Autriche ne tarda pas à se présenter, grâce au traité de Londres, aux Slaves de Dalmatie, de Bosnie, de Croatie et de Slovénie, comme la protectrice de leur individualité nationale contre les aspirations italiennes. L'attitude des Gouvernants italiens lui facilitait d'ailleurs grandement cette tâche. Une grande partie des hommes politiques italiens, en effet, observait, avec une grande méfiance, en oubliant les conseils du Grand Cavour, le mouvement qu'avaient entrepris les Slaves de l'autre côté de l'Adriatique pour leur libération et leur union. Parmi ces hommes politiques, M. de Sonnino, ministre des Affaires Etrangères d'Italie, n'était certainement pas le moins intransigeant (1).

« Traité de Londres, M. Tittoni s'était formellement opposé aux vues, sur la Dalmatie, de M. le Baron Sonnino, à qui il ne « cacha pas, dans ses dépêches, qu'il estimait dangereux de « rendre difficile un avenir fécond des rapports italo-yougo-slaves ». V. *l'Esprit International*, 1930, p. 370.

(1) M. de Sonnino ne désirait point voir s'effectuer une collaboration étroite italo-serbe sur le champ de bataille, craignant de compromettre par là son traité de Londres. A ce sujet, on trouve dans l'ouvrage de M. Sforza « Bâtisseurs de l'Europe Moderne » de précieuses allégations qui jettent une lumière singulière sur l'attitude de M. de Sonnino aux moments critiques pour les alliés. M. Sforza s'exprime ainsi en p. 293 : « A « la veille de la grande offensive austro-allemande contre la

Après la débâcle de Caporetto et sous la pression des événements, une meilleure compréhension de la question yougoslave commence à gagner du terrain en Italie. On se rend compte actuellement de quelle valeur serait pour les fins militaires une désagrégation des forces slaves de l'armée austro-hongroise. A Rome, on commence à chercher la possibilité pour un rapprochement avec les Yougoslaves. Bientôt M. Orlando se rencontre avec M. Trumbitch, Président du Comité Yougoslave. M. Andrea Torre, sénateur, fut chargé d'examiner sur quelles bases serait possible une détente italo-yougoslave. M. Torre se mit d'accord avec M. Trumbitch sur les points principaux d'un accord italo-yougoslave. Ils ébauchèrent même un pacte qui fut confirmé par le Congrès des Nationalités opprimées qui eut lieu à Rome, au Capitole, en Avril 1918. D'après cet accord, connu sous le nom de Pacte de Rome, les Italiens reconnaissaient que la formation de l'Union yougoslave et son indépendance étaient d'un intérêt vital pour l'Italie et, inversement, les Yougoslaves déclaraient de même en ce qui concerne l'unité italienne. Le Pacte de Rome ne contenait pas de stipulations d'ordre territorial. Les deux parties contractantes s'engageaient seulement à résoudre les questions territoriales en se basant sur le principe des nationalités.

« Serbie (Été 1915), le haut commandement italien s'était mis d'accord avec le français pour envoyer une expédition commandée sur le front serbe ; elle aurait dû être commandée par un général italien. Cadorna escomptait gagner par là une avance sérieuse sur le Carso et peut-être la conquête de Trieste, comme suite à un allègement des forces autrichiennes sur le front italien, si dur et si difficile. Mais Sonnino s'opposa ; il sentait qu'une étroite collaboration militaire italo-serbe aurait amené la révision de son sacro-saint Traité de Londres ».

Le Congrès des Nationalités opprimées et le Pacte de Rome devaient avoir une répercussion favorable sur la situation des Alliés. Ils reçurent immédiatement l'adhésion des Etats-Unis et des puissances alliées (1). Mais l'Italie, elle non plus, ne pouvait rester indifférente devant une situation complètement modifiée. En effet, le Pacte de Rome était une arme efficace contre l'Autriche-Hongrie, parce qu'il engendra dans l'armée de la double monarchie une propagande révolutionnaire, qui ne tarda pas à se faire sentir même sur le front, parmi les soldats d'origine slave. En se portant l'interprète de cette nouvelle attitude de l'Italie envers la question yougoslave, M. Orlando, Président du Conseil Italien, aurait déclaré à M. de Quirielle (« Journal des Débats » — 20 Avril 1918), que le Pacte de Londres, conclu contre une Autriche ennemie, n'avait plus de raison d'être vis-à-vis d'une Yougoslavie amie (2).

De même, à la félicitation que lui exprima, le 26 juin 1918, M. Trumbitch, pour les résistances sur le Piave,

(1) Le 1^{er} juin 1918, M. Lansing, au nom du Président Wilson, publia la communication suivante : « Le Secrétaire d'Etat « désire annoncer que les délibérations du Congrès des Nationalités Opprimées de l'Autriche-Hongrie, qui a eu lieu « à Rome, au mois d'Avril, ont été suivies avec un grand intérêt par le Gouvernement des Etats-Unis, et que les aspirations nationales des tchéco-slovaques et des yougoslaves pour « la liberté ont la plus vive sympathie de ce Gouvernement ». Deux jours plus tard, le 3 juin, à Versailles, les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie firent deux déclarations : l'une pour l'indépendance de la Pologne et l'autre pour l'indépendance des Tchéco-slovaques et des Yougoslaves. Trois Gouvernements alliés annonçaient qu'ils prenaient « connaissance avec satisfaction de la déclaration « faite par le Secrétaire des Etats-Unis et s'associaient à elle ».

V. IL Patto di Roma (Scritti vari), p. 141.

(2) Cité par Hauteceur. L'Italie sous le Ministère Orlando, p. 108.

M. Orlando répondit dans le même esprit : « L'Italie, « disait-il alors, née du principe des nationalités, est « entrée dans cette guerre pour libérer ses fils oppri- « més par l'Autriche et réaliser son unité. L'Italie ne « pouvait oublier le problème qui se pose pour les au- « tres nationalités. Mazzini, en 1871, a prophétisé l'Al- « liance de l'Italie et des Slaves : nous réalisons au- « jourd'hui cette prophétie » (1).

Ainsi, devant un danger commun, les Italiens et les Yougoslaves se trouvèrent obligés de chercher et de trouver une base pour la réalisation d'un accord. Mais, malheureusement, ce danger commun passé, les anciennes aspirations s'éveillèrent, en élevant un obstacle presque insurmontable, comme nous le verrons plus loin, pour une entente raisonnable entre ces deux pays qui ont tant d'intérêts communs.

SECTION III

L'Albanie pendant la guerre mondiale

Après la création de l'Albanie indépendante, par la Conférence de Londres, sur le nouveau trône albanais fut placé le prince et le protégé allemand Guillaume de Wied. La Grande Guerre éclata bientôt et l'Albanie se trouva menacée par les troupes autrichiennes. Dans ce pays, où les troubles intérieurs étaient toujours à l'ordre du jour, le mécontentement de la population, travaillée par la propagande de différentes Puissances étrangères, ne tarda pas à se manifester. Devant les insurrections intérieures devenant de plus en plus mena-

(1) *Idem*, p. 112.

çantes, le Prince allemand se vit obligé de quitter son trône récent et déjà chancelant et il se réfugia, sur un bateau italien, en Italie. L'Albanie revint, pour un moment, après une courte expérience, à son autonomie locale de naguère.

Le Nord et le Centre de l'Albanie furent occupés par les armées austro-hongroises, qui y restèrent jusqu'en 1918. La partie méridionale de l'Albanie fut occupée par les Italiens. Ils s'installèrent d'abord sur l'île de Sasseno (1). Avec l'occupation de Sasseno, l'Italie obtenait la maîtrise du canal d'Otrante et celle de l'important port de Valona. Mais il était évident que l'Italie ne voudrait pas se contenter de l'unique possession de l'île de Sasseno, aussi grande que soit sa valeur stratégique. En effet, deux mois exactement après l'installation du contingent de Sasseno, les Italiens débarquèrent dans la Ville de Valona elle-même, le 25 Décembre 1914. Plus tard, ils étendirent encore leur occupation sur les autres régions de l'Albanie. Le Gouvernement de Rome savait tout de même très bien que toute occupation de cette nature ne présentait pas de grande valeur, parce qu'elle était essentiellement temporaire. C'est pour cette raison que l'Italie s'efforça de transformer cet état de fait

(1) Cette île de Sasseno, qui n'est d'ailleurs qu'une grande roche, à cause de son importance stratégique, a été convoitée depuis longtemps par plusieurs Etats et cette convoitise explique son histoire agitée. En 1864, cette île fut cédée par l'Angleterre à la Grèce. Celle-ci, certaine de son droit, y avait installé, en novembre 1912, un petit contingent de troupes. La présence des soldats grecs sur ce point stratégique très important ne fut pas vue favorablement par l'Italie, qui protesta. Le 25 mai 1914, sur l'invitation de son Ministre des Affaires Etrangères, qui venait comme conséquence de la protestation italienne, la Chambre Hellénique vota la cession de Sasseno à l'Albanie.

V. Velley, *op. cit.*, p. 82.

en état de droit, voulant de cette manière consolider sa position en Albanie. C'est seulement, ainsi qu'on peut interpréter la proclamation de l'indépendance albanaise sous la protection de l'Italie, annoncée par le Commandant en chef de l'armée italienne en Albanie.

Le 3 Juin 1917, le Commandant de l'armée italienne en Albanie publia en Argirocastro la proclamation suivante : « A toutes les populations albanaises. Aujourd'hui le 3 Juin 1917, heureux anniversaire des libertés « statutaires italiennes, nous, Lieutenant général, Giacinto Ferrero, Commandant le 16^e Corps d'armée par « ordre du Gouvernement du Roi Victor-Emmanuel III, « proclamons solennellement l'unité et l'indépendance « de toute l'Albanie sous l'égide et la protection du « Royaume d'Italie... » Cette audacieuse affirmation des tendances de la politique italienne en Albanie ne pouvait pas rester inaperçue pour les autres puissances. La proclamation d'Argirocastro était en contradiction ouverte avec le traité de Londres et le Gouvernement anglais le déclara plus tard (1). Avec cette proclamation, le Gouvernement de Rome commença, le premier, à se dégager des obligations dérivant de ce même Traité de Londres, dont plus tard il devait demander avec tant de ténacité, l'exécution la plus stricte. Vraiment, il est impossible de proclamer l'unité et l'indépendance de toute l'Albanie et en même temps de s'engager à coopérer à la destruction de cette même unité et de cette indépendance, comme l'avait fait l'Italie par le Traité de Londres (Art. 5, 6, 7). Par ces articles, nous l'avons vu, l'Italie s'était engagée à consentir, en cas de

(1) Spellanzon, *Vinti e Vincitori nei Balkani*, p. 267.

réalisation de certaines conditions, dont l'impossibilité de réalisation ne pouvait pas être établie en juin 1917, à l'attribution éventuelle de la majeure partie du territoire albanais aux pays voisins. Et, d'autre part, par la proclamation d'Argirocastro, Rome affirme que toute l'Albanie doit passer sous l'égide et la protection de l'Italie. Comme on le voit, il est impossible de nier, à notre avis, la contradiction entre le pacte de Londres et la Proclamation d'Argirocastro.

CHAPITRE III

Solution de la Question Adriatique

SECTION I

La Question Adriatique à la Conférence de la Paix de Paris

L'incendie européen a détruit beaucoup de combinaisons préétablies. Parmi celles-ci, on peut ranger le fameux Traité de Londres de 1915. Ce traité, au moment où il fut stipulé, envisageait une situation bien déterminée, mais qui se trouva entièrement modifiée à la fin de la Grande Guerre. Cette modification de la situation prévue devait entraîner logiquement l'impossibilité d'exécuter le Traité. Ce n'était d'ailleurs que l'application pure et simple de la grande règle du Droit International « *Rebus sic stantibus* ». Comme on le sait, d'après cette règle, un traité international n'oblige pas les parties contractantes qu'autant que les circonstances envisagées par lui existent.

Or, par le Traité de Londres, l'Italie voulait atteindre principalement deux buts : 1° faire rentrer dans sa possession les provinces irridentes, c'est-à-dire les régions de domination autrichienne habitées par les Italiens ; 2° s'assurer une frontière stratégique qui la mettrait désormais en dehors de tout danger d'attaque de la part de la puissante monarchie des Habsbourg.

Donc, le Traité de Londres envisageait la survivance de la double monarchie. Mais la fin de la guerre apporta un état de choses tout différent. D'ailleurs, on pouvait s'attendre qu'une modification se serait produite, parce qu'on n'a jamais vu dans l'histoire, comme l'observe judicieusement M. Sforza « qu'après une longue guerre de coalition, la paix soit conclue selon des plans conçus avant cette guerre, dans une atmosphère et un équilibre tout différents » (1).

A la fin de la guerre mondiale, la situation envisagée par le Traité de Londres étant complètement changée, les effets prévus du traité devaient, eux aussi, se trouver modifiés. Or, la situation qu'on avait en vue au moment de la conclusion du Traité, se trouva changée au cours de la guerre, par plusieurs événements très importants. D'abord, la Russie, l'un des signataires du Traité, s'était retirée de la scène. Ensuite, les Etats-Unis d'Amérique prirent part à la guerre après la signature de ce Traité, dont elles ne savaient rien et, par conséquent, ne pouvaient, en aucun cas, être considérées liées par lui. Et c'est justement l'attitude des Etats-Unis dans cette matière qui devait avoir une importance décisive à la Conférence de la Paix. Enfin, un troisième événement s'est produit à la fin de la guerre, l'événement qui n'était pas envisagé par le Traité de Londres, et dont la réalisation devait détruire les bases mêmes de ce traité : c'est l'écroulement de la monarchie austro-hongroise.

Malgré ces grands changements survenus au cours de la guerre, la Délégation Italienne se présenta à la Conférence de la Paix avec son traité de Londres, pour en

(1) Sforza, *Bâtisseurs de l'Europe Moderne*, p. 296.

exiger une application complète de son texte. Les exigences italiennes se heurtèrent tout de suite, pour ne pas parler de la délégation yougoslave, aux principes proclamés par le Président Wilson. Le Président américain avait l'intention, en effet, de construire un nouvel édifice européen, en le préservant des défauts qu'avaient entraînés la chute de l'ancienne construction, dont la fin était marquée par la Grande Guerre. Dans cette tâche pour un nouvel arrangement européen, M. Wilson avait proclamé, comme règle suprême, l'application du principe des nationalités comme étant le seul capable de créer un Etat moralement et juridiquement juste. L'application du principe des nationalités dans la solution du problème Adriatique était destinée cependant à provoquer des conflits particulièrement graves ; car, en élaborant à Londres le futur règlement Adriatique, on avait mis complètement à part ce principe des nationalités, qui retrouvait sa revanche à la Conférence de Paris (1).

M. Wilson, en venant en Europe, était bien décidé à ne pas permettre qu'on sacrifie les droits élémentaires des Petites Nations aux intérêts impérialistes des Grandes Puissances, comme on l'avait fait tant de fois au cours des derniers siècles et dont l'histoire européenne est pleine d'exemples. Il avait exprimé clairement son opinion sur ce point, en déclarant que « les Peuples,

(1) D'ailleurs, comme l'observait, non sans raison, Sir A. Evans, Le Traité de Londres ne pouvait se défendre facilement. « Le Traité de Londres, disait-il, est un instrument unilatéral « de la part de trois Gouvernements intéressés, disposant d'une « propriété à laquelle ils n'avaient aucun droit et il s'en suit « que, dans ces conditions, il n'a aucune validité internationale ». Evans, l'Italie et les Yougoslaves, p. 5.

les provinces ne doivent plus être troqués entre les gouvernements comme des troupeaux ou des pions sur un échiquier, même quand il s'agit de ce grand échiquier à jamais discrédité qu'est l'équilibre des Puissances » (1). Encore au début de 1918, M. Wilson croyait bien faire en précisant l'attitude des Etats-Unis à l'égard du futur équilibre Adriatique. Dans un (9) de ses fameux 14 points publiés le 10 janvier 1918, le Président américain s'exprimait ainsi : « le réajustement des frontières « de l'Italie devra être effectué suivant les bases des nationalités clairement reconnaissables ». Déjà, ce seul point de M. Wilson devait avoir pour effet de rendre impossible l'application intégrale du Traité de Londres, pour lequel le principe des nationalités n'a pas existé.

Lorsqu'elle se présenta à Paris, la Délégation Italienne demanda non seulement la pleine reconnaissance du Traité de Londres, mais encore l'élargissement des frontières italiennes tracées par ce traité, de manière à comprendre, dans le futur territoire italien, même Fiume, qui était attribuée par le Traité, aux Slaves. Ces prétentions italiennes étaient inacceptables pour la Délégation Yougoslave, qui ne pouvait pas consentir naturellement à ce qu'un si grand nombre de Slaves passant sous la domination étrangère. Se rendant compte de la gravité que présentait la solution de la Question Adriatique dans de pareilles circonstances, la Délégation Yougoslave, à la Conférence de la Paix, se décida enfin, le 11 Février 1919, à demander qu'on offrit au Président Wilson d'arbitrer le conflit italo-yougoslave (2). Les Ita-

(1) *Adriaticus*, *op. cit.*, p. 27.

(2) *Adriaticus*, *op. cit.*, p. 33.

liens refusèrent d'accepter l'arbitrage de M. Wilson. Plus tard, le 16 Avril, les Yougoslaves proposèrent, en évoquant les traditions politiques de la Nation Italienne, l'application du principe de la consultation directe des populations intéressées. Mais cette proposition ne reçut pas, elle non plus, un meilleur accueil que la précédente de la part de la Délégation Italienne. Les Italiens invoquèrent, parmi d'autres arguments, en refusant d'accepter le plébiscite proposé, le défaut d'application de plébiscite en Alsace-Lorraine.

Tous les efforts pour amener la Yougoslavie et l'Italie à la conclusion d'un accord Adriatique étant restés inefficaces, le Président Wilson se décida à publier un important message, en espérant par là, comme il le dit lui-même, que : « la déclaration suivante contribuera à la « formation finale d'une opinion et à une solution satisfaisante » (1). Ce message de M. Wilson, publié le 23 Avril 1919, disait : « Quand l'Italie entra dans la « guerre, elle y est entrée sur la base d'un accord défini, « mais confidentiel, avec la Grande-Bretagne et la « France, accord actuellement connu sous le nom de

(1) Dans un mémorandum qu'il a adressé le 14 avril 1919 à la Délégation italienne, M. Wilson, contestant juridiquement l'applicabilité du Pacte de Londres, s'exprimait ainsi : « Je « suis convaincu que le Pacte de Londres ne peut plus au-
« jourd'hui s'appliquer au règlement des frontières orientales
« de l'Italie. La ligne tracée dans le Pacte de Londres fut con-
« çue avec l'intention d'établir une frontière assurant une par-
« faite sécurité à l'Italie contre tout acte d'hostilité ou d'agres-
« sion éventuelle de la part de l'Autriche-Hongrie. Mais l'Au-
« triche-Hongrie n'existe plus. Cette frontière orientale tou-
« chera des pays dépourvus désormais de la puissance mili-
« taire et navale de l'Autriche, des pays complètement indépen-
« dants de celle-ci et constitués en vue de satisfaire les aspira-
« tions nationales légitimes... ».

Adriaticus, *op. cit.*, p. 45.

« Pacte de Londres. Depuis ce temps, tout l'aspect des
« circonstances a été changé. Beaucoup d'autres puis-
« sances, grandes et petites sont entrées dans la lutte,
« sans avoir la connaissance de l'accord confidentiel.
« L'Empire austro-hongrois, alors ennemi de l'Europe
« et aux dépens de qui le pacte de Londres devait se
« réaliser en cas de victoire, est tombé en pièces et
« n'existe plus. Il y a plus, les différentes parties de cet
« Empire, l'Italie et tous ses associés en conviennent à
« présent, doivent être érigées en Etats indépendants et
« être associées en une Ligue des Nations, non pas avec
« les Etats qui furent récemment nos ennemis, mais avec
« l'Italie elle-même et avec les puissances qui étaient
« aux côtés de l'Italie dans la Grande Guerre de la
« liberté. Nous allons établir leur liberté aussi bien que
« la nôtre. Ils seront du nombre des Etats plus petits,
« dont les intérêts devront désormais être aussi scru-
« puleusement garantis que les intérêts des Etats les
« plus puissants... » (1).

La publication de ce message fit une impression tellement pénible sur la Délégation italienne, surtout parce qu'il rendait public un désaccord qui jusqu'alors était resté un secret des chancelleries, que MM. Orlando et Sonnino se sentirent obligés de quitter, le 28 Avril, Paris pour Rome. L'absence de la délégation italienne, qui se prolongea jusqu'au 9 Mai, n'empêcha pas la Conférence de la Paix de continuer à chercher la possibilité d'un compromis pour la Question Adriatique. Après le retour de la Délégation italienne à Paris, divers projets furent présentés pour la solution du conflit Adriatique. Parmi

(1) *Adriaticus, op. cit.*, p. 48.

ceux-ci, il mérite d'être relevé particulièrement le projet connu sous le nom de « compromis Tardieu » d'après le nom de son auteur, qui était le Président de la Commission Territoriale à la Conférence de la Paix. Les caractéristiques les plus saillantes de ce projet étaient les suivantes : 1° création d'un Etat indépendant de Fiume sous l'égide de la Société des Nations. Cet état tampon entre l'Italie et la Yougoslavie serait temporaire, parce que, dans les quinze ans, on devrait procéder à un plébiscite, commune par commune. 2° Zadar et Sibenik, avec les îles Dalmates seraient attribuées à l'Italie ; et 3° l'Italie aurait le mandat sur l'Albanie. Ce projet ne fut pas accepté par Washington, qui proposa, à son tour, un compromis qui ne devait pas avoir un meilleur sort que tous les précédents.

La composition de la Délégation italienne à Paris se trouvait cependant modifiée, ce qui pouvait laisser espérer que la nouvelle Délégation se montrerait moins intransigeante sur les exigences Adriatiques. En effet, M. Sonnino, créateur du Traité de Londres, croyait que l'Italie ne profiterait pas de la guerre si elle ne s'installait pas en Dalmatie. Il est vrai qu'il y avait des moments, comme nous le rapporte M. Tardieu, où il se demandait lui-même si son intransigeance n'était pas plutôt nuisible à son pays (1). A M. Orlando, renversé le 9 Juin, succéda M. Nitti et M. Tittoni comme Ministre des Affaires Etrangères et Chef de la Délégation italienne à Paris. Au mois de Novembre, M. Tittoni, démissionnaire, fut remplacé par M. Schialoja.

(1) M. Tardieu nous dit à ce sujet dans son livre « La Paix » (p. 345) : « Quand un accord apparaissait impossible, M. Sonnino disait avec une émouvante sincérité : je ne sais pas en « vérité si je n'ai pas trahi les intérêts de mon pays ».

Mais, dans cet intervalle, il s'était produit un événement d'une gravité exceptionnelle qui éclairait étrangement la tension qu'avait provoquée les longues et inefficaces discussions sur le problème Adriatique. Nous pensons à l'occupation de Fiume et à son annexion à l'Italie, qui fut effectuée par d'Annunzio, le 17 Septembre 1919. Fait surprenant et condamnable, qui réintroduisait dans le règlement des rapports internationaux des méthodes qu'on croyait depuis longtemps à jamais abolies. Mais ce qui est encore plus surprenant, c'est que les Alliés subirent ce fait qui porta un coup sensible à leur autorité morale, sans émettre aucune protestation (1). Par suite de cette occupation de d'Annunzio, la solution du problème Adriatique devient encore plus délicate. Au mois de décembre, la Conférence de la Paix reprend de nouveau l'examen de la Question Adriatique. Les délégués des Etats alliés et associés élaborèrent un nouveau projet pour résoudre le conflit italo-yougo-

(1) M. Scialoja rapporte (V. l'Italia alla conferenza della pace-Roma 1921) une discussion peu connue, qu'il a eue avec M. Polk, représentant des Etats-Unis au Conseil suprême, au sujet de l'occupation de Fiume par d'Annunzio, qui détermina le départ des effectifs et des navires alliés. Il y dit : « Un jour, vint chez moi Polk, représentant des Etats-Unis d'Amérique au Conseil Suprême ; il me fit ces déclarations : « j'ai la douleur, dit Polk, de devoir accomplir auprès de vous une regrettable mission de mon Gouvernement. A Fiume, il y a des navires armés battant le pavillon italien, mais n'ayant pas l'équipage italien. Ils ont un équipage de d'Annunzio. Reconnaissez-vous comme des navires de guerre italiens ces navires ». Ma réponse « le Gouvernement italien ne réclamera pas pour ceci » — à quoi Polk ajouta : « donc ce sont des navires pirates ? » — je répondis : « la parole a en italien un sens peu honorable que je refuse, mais si vous comprenez par des navires pirates d'après la signification anglaise de la parole italienne, les navires abusivement armés sous la bannière italienne, je vous réponds : ce sont des navires pirates... ».

Cité par Benedetti. La Pace di Fiume, p. 38.

slave. Ils le communiquèrent, sous la forme d'un mémorandum, le 9 Décembre 1919, à la Délégation Italienne. Ce mémorandum qui était signé par MM. Clémenceau, Frank Polk et Sir Eyre Crowe, proposait l'élargissement à l'est de la ligne Wilson (1). En outre, ce mémorandum prévoyait la création d'un Etat tampon entre l'Italie et la Yougoslavie sous le nom d'Etat libre de Fiume.

L'Italie refusa d'admettre la solution proposée par le mémorandum et le lendemain elle présenta le compromis suivant : Fiume — Etat libre dans le sens prévu par le plan Wilson, mais pour tracer les frontières, on appliquera le Traité de Londres. Mais ce projet de compromis, comme tant d'autres qui l'ont précédé, devait rester sans effet. La Délégation Yougoslave que l'on avait tenue à part pendant ces pourparlers entre les Alliés, présentait, elle aussi, le 8 janvier 1920, un mémorandum au Conseil Suprême de la Conférence de la Paix. Dans ce mémorandum, la Délégation Yougoslave demandait au Conseil Suprême de tenir un plus grand compte des exigences stratégiques de la Yougoslavie, qui est plus exposée aux attaques du dehors parce qu'elle est plus faible. Après le mémorandum présenté par M. Clémenceau et M. Lloyd George, le 9 Janvier, au Gouvernement Italien et qui ne fut pas accepté, les deux présidents du Conseil alliés firent, le 13 Janvier, les propositions suivantes à la délégation Yougoslave : le Corpus Separatum serait soumis à la souveraineté italienne, tandis que le port de Fiume serait donné à la Société des Nations. La ville de Suchak passerait à la Yougoslavie.

(1) Cette ligne était tracée par le Président Wilson dans son mémorandum du 14 avril sur les frontières à assigner à l'Italie.

Ainsi, l'Etat libre disparaîtrait. Pour Zadar, on proposait son indépendance sous la garantie de la Société des Nations.

Le 14 Janvier, la délégation yougoslave répondit par un refus. M. Clémenceau déclara qu'on pourrait modifier la solution proposée en ce qui concerne le corpus separatum de Fiume, en le faisant un Etat indépendant sous la garantie de la Société des Nations, avec le droit de choisir ses représentants diplomatiques. La Délégation yougoslave refusait d'admettre pour Fiume et Zadar, le droit de choisir leurs représentants diplomatiques. Cette réponse négative de la délégation yougoslave fit une mauvaise impression sur MM. Clémenceau et Lloyd George et, le 20 janvier, M. Clémenceau avertit les délégués yougoslaves qu'ils avaient à choisir entre les propositions des alliés et le Traité de Londres. Mais, à ce moment, le président Wilson intervint de nouveau. Le même jour, 20 janvier 1920, il avertit la France et la Grande-Bretagne que les Etats-Unis ne pourraient accepter aucune solution du problème Adriatique qui serait apportée sans leur intervention. De même, M. Wilson communiquait à M. Clémenceau et M. Lloyd George qu'il ne pouvait adhérer à leurs dernières propositions, parce qu'elles se séparent sur des points essentiels du mémorandum du 9 Décembre, qui était élaboré avec le concours des Etats-Unis. La constatation de ces divergences de vue entre les Alliés et l'Associé fut suivie par de longues correspondances que s'échangèrent MM. Wilson, Clémenceau et Lloyd George, dans l'espoir d'arriver à un accord susceptible de rallier les deux parties directement intéressées. Mais tous ces efforts ne réussirent à donner un résultat positif.

Enfin, après de si longues et difficiles discussions sur le Problème Adriatique, qui s'étaient prolongées pendant plus d'une année sans conduire d'ailleurs à un accord, les Grandes Puissances se rendirent compte que ce qu'il y avait de mieux à faire dans ces conditions, c'était de laisser les deux parties directement intéressées dans le conflit Adriatique à chercher, par les pourparlers directs entre elles, à arriver à un accord.

SECTION II

Le Traité de Rapallo

Dans les pourparlers sur le problème Adriatique qui eurent lieu à la Conférence de la Paix de Paris, l'Italie ne se montrait pas trop pressée d'arriver à un accord avec l'autre partie intéressée. Elle attendait une modification de la situation internationale qui lui permettrait d'imposer plus facilement ses exigences dans l'Adriatique. Le plus grand obstacle auquel se heurtèrent ces demandes italiennes demesurées en Adriatique était constitué, sans doute, par M. Wilson, le fervent défenseur des justes aspirations de la Nation yougoslave. Le Président Wilson avait compris de bonne heure, en les appréciant à leur juste valeur, les puissants arguments d'ordre moral et d'ordre juridique, aussi bien que d'ordre historique et géographique, sur lesquels s'appuyaient les revendications yougoslaves, et les avait soutenues avec un empressement que l'on rencontre rarement dans les rapports internationaux (1). Mais bientôt après la signa-

(1) De retour en Amérique après la signature du Traité de Versailles, M. Wilson aurait dit à M. Robert Underwood Johnson — qui venait d'être nommé Ambassadeur des Etats-Unis à

ture du Traité de Versailles, M. Wilson disparut — dans les circonstances que l'on connaît — de la scène de la politique internationale et ses successeurs imprimèrent une nouvelle orientation aux Etats-Unis dans la politique internationale. Cette nouvelle politique des Etats-Unis, on le sait, se caractérise surtout par le désintéressement complet de tout ce qui ne concerne pas directement les intérêts de la grande République nord-américaine. On attribue généralement, avec raison à notre avis, à cette nouvelle politique des Etats-Unis, une grande part de la responsabilité pour le malaise dans lequel le monde se débat depuis la fin de la guerre. Avec la disparition de M. Wilson, les revendications Yougoslaves perdirent un soutien très précieux et leur défenseur le plus puissant.

C'est par les entretiens de Pallanza, où se rencontrèrent le 11 Mai 1920 MM. Pachitch, Trumbitch et Schialoja que les pourparlers directs pour la paix Adriatique furent amorcés entre les parties intéressées. Mais ces discussions furent interrompues bientôt à cause de la crise ministérielle en Italie. Les pourparlers officiels restèrent suspendus pendant plus de cinq mois. Cependant, pour la durée de cet intervalle, les deux parties ne manquèrent pas de travailler à la préparation du terrain pour les négociations futures. Au mois de Juillet de la même année, M. Sforza, le nouveau Ministre des Affaires Etrangères d'Italie, se rencontre à Spa, à l'occa-

Rome, dans un entretien qu'il a eu avec lui à la Maison Blanche, le 6 mars 1920 : « Nous n'avons plus le droit de donner aux autres le territoire qui ne leur appartient pas que ne l'avait l'Allemagne elle-même et donner Fiume à l'Italie, ce serait semer pour la guerre dans les Balkans ».

Cité par Bernardy et Falarsi. *La questione Adriatica vista d'oltre Atlantico*, p. 173.

sion de la Conférence de Spa, avec M. Trumbitch, Ministre des Affaires Etrangères de Yougoslavie. C'est à Spa que l'on commença à créer l'atmosphère, comme le dit M. Sforza lui-même, d'où devait sortir cinq mois plus tard le traité de Rapallo. M. Giolitti, le chef du nouveau cabinet italien, à son tour, va voir à Lucerne M. Lloyd George (22-25 août) et à Aix-les-Bains M. Millebrand (2-15 Septembre) et leur expose sur quelles bases le nouveau cabinet de Rome compte reprendre les discussions sur le problème de l'Adriatique.

C'est après cette préparation préliminaire que commencèrent les négociations officielles à Rapallo, le 8 Novembre entre le Gouvernement de Belgrade et celui de Rome, et qui conduirent à la conclusion du **Traité de Rapallo**, le 12 Novembre 1920, qui devait mettre fin à une dispute inquiétante pour la Paix de l'Europe tout entière. Aux négociations de Rapallo, la Yougoslavie fut représentée par MM. Vesnitch, Trumbitch, et Stoyanovitch et l'Italie par MM. Sforza et Bonomi, tandis qu'à la signature du Traité, M. Giolitti, le Président du Conseil Italien, intervint lui-même.

La solution du problème Adriatique, telle qu'elle résulte du Traité de Rapallo ne peut pas être considérée, à notre avis, comme très satisfaisante pour les intérêts yougoslaves. En effet, pour rendre possible une conclusion, si désirée et si nécessaire, de la paix Adriatique, la Yougoslavie fut obligée de laisser sous la souveraineté étrangère plus d'un demi million de ses fils, dont la majeure partie se trouve en Istrie. Le traité de Rapallo attribua Zadar (Zara) et les îles de Cherso et Lussin, de Lagosta et Pelagosa avec certains îlots à l'Italie (Art. 2-3). Par l'art. 4 du Traité, l'Italie et la Yougoslavie

reconnaissaient la pleine liberté et l'indépendance de l'Etat de Fiume et s'engageaient à les respecter à perpétuité.

En Italie, où une grande partie de l'opinion publique attendait par la solution favorable du problème Adriatique, une compensation pour les déceptions subies par l'Italie à Paris, dans les questions coloniales, on ne se montra pas trop enthousiasmé des résultats obtenus par le Traité de Rapallo. Il est vrai qu'il y avait en Italie aussi des personnes qui appréciaient à leur juste valeur tous les avantages que procurait ce traité à l'Italie. L'une de celles-ci est M. Sforza, qui était, au moment de la conclusion du Traité de Rapallo, Ministre des Affaires Etrangères d'Italie et qui l'a signé en son nom (1). Mais la grande masse du peuple italien que l'on avait accoutumée à considérer la Mer Adriatique comme une sorte de lac italien, jugeait les avantages qu'attribuait le nouveau traité à l'Italie comme insuffisants. Quoi qu'il en soit, nous croyons qu'il est fort difficile de contester l'affirmation que les stipulations du Traité de Rapallo procurent plus d'avantages à l'Italie qu'à la Yougoslavie et que les intérêts italiens en sont sortis mieux protégés que ceux de la Yougoslavie.

(1) M. Sforza s'exprime ainsi sur les résultats du Traité de Rapallo pour l'Italie (V. l'Esprit International, 1930, p. 371) ;
« Le Traité de Rapallo assurait à l'Italie une frontière alpine
« plus parfaite encore que celles fixées à l'Italie sous l'Empire
« romain, l'Istrie entière, les îles de Lussin et de Cherso, des
« privilèges pour les Italiens en Dalmatie, la souveraineté sur
« Zara et l'indépendance de Fiume reconnue comme une ville
« libre italienne réunie directement au territoire du royaume
« italien — c'est-à-dire italienne en tout, avec cette autonomie
« traditionnelle dans toute son histoire, autonomie qui était né-
« cessaire pour lui assurer la fonction de centre commun au
« commerce yougoslave, ainsi que ses déboires l'ont prouvé et
« comme la récente décision du Gouvernement fasciste (17 mai
« 1930) le prouve en tâchant de reconstituer Fiume comme Port
« Libre ».

CHAPITRE IV

Les accords italo-yougoslaves de Rome de 1924

Le Traité de Rapallo ne réussit pas à assurer une paix durable dans l'Adriatique. On s'en rendit compte d'ailleurs bientôt après sa conclusion. Ce traité fut suivi par les accords de Santa-Margherita, qui avaient essentiellement pour but de régler l'exécution de ses clauses. La discussion et la préparation de ces accords de Santa-Margherita furent entamées dans les conventions directes italo-yougoslaves qui eurent lieu à Santa-Margherita, à l'occasion de la Conférence de Gênes. Les pourparlers se prolongèrent pendant quelques mois et le protocole fut définitivement signé à Rome le 23 octobre 1922.

Les clauses du traité de Rapallo dont l'exécution présentait les plus grandes difficultés étaient certainement celles relatives à la création de l'Etat indépendant de Fiume. La situation de Fiume était, en effet, très compliquée. D'Annunzio, après l'avoir occupée, fit de Fiume une régence italienne et ne voulut rien savoir des stipulations du Traité de Rapallo, quand celui-ci fut conclu, concernant la ville de Fiume. Le Gouvernement de Rome se trouva obligé d'employer la force pour contraindre d'Annunzio et ses légionnaires à quitter Fiume, en rendant ainsi possible l'exécution des clauses du

Traité de Rapallo concernant cette ville. Mais une fois ses troupes à Fiume, qui y entrèrent le 29 Décembre 1920, le Gouvernement italien ne se montra pas pressé de les retirer, bien qu'elles eussent terminé leur mission en obligeant d'Annunzio d'abandonner la ville. De la part italienne on trouva toujours des prétextes pour justifier la présence de ces troupes à Fiume. Evidemment, on considérait, en Italie, que la présence des troupes italiennes à Fiume servait à préparer le terrain et à faciliter une attribution prochaine de la ville au royaume italien, ce qui arriva d'ailleurs plus tard. En effet, la situation de Fiume continuait à représenter, pour les rapports italo-yougoslaves, un point d'achoppement qu'on croyait écarté par les stipulations du Traité de Rapallo. Les longues discussions entre Belgrade et Rome, ayant pour but de faire de Fiume, comme le prévoyait le Traité de Rapallo, une unité internationale viable, ne donnèrent pas de résultats satisfaisants. Cet état de choses amena le Gouvernement de Belgrade à faire encore un pas pénible sur la longue voie des sacrifices, dans l'espoir de contribuer à l'apaisement de cette région Adriatique, qui en avait un grand besoin. Le 27 Janvier 1924, furent signée à Rome, par MM. Pachitch et Nintchitch, et par M. Mussolini, les accords italo-yougoslaves dits d'amitié et de collaboration cordiale, qui devaient marquer, de l'opinion commune, le début d'une nouvelle ère pour les relations entre les deux côtes de l'Adriatique (1).

(1) M. Solimi disait de ces accords de Rome : « Il est hors de doute que le traité d'amitié signé avec la Yougoslavie le 27 janvier 1924 à Rome, fut historiquement un des actes diplomatiques les plus importants pour le nouvel arrangement européen ». V. Solimi, *Italia e Francia*, p. 139.

Ces accords de Rome comprennent : 1° le pacte d'amitié avec un protocole additionnel ; 2° l'accord pour Fiume avec deux conventions additionnelles ; 3° l'échange de diverses notes avec lesquelles on éclaire la portée de certaines clauses et on résoud certaines questions d'importance secondaire. Par ces accords de Rome, la Yougoslavie reconnut la souveraineté italienne sur Fiume et l'Italie admit d'exécuter l'engagement qu'elle avait pris, à l'occasion de la conclusion du Traité de Rapallo, dans une lettre secrète de son Ministre des Affaires Etrangères, M. Sforza, de reconnaître la souveraineté yougoslave sur le Port de Baros. Ainsi, on peut dire que c'est la Yougoslavie qui prit, encore une fois, à sa charge tous les frais d'une réalisation problématique de l'amitié italo-yougoslave qu'on se proposait d'atteindre par les accords de Rome. Après la signature des accords de Rome, on croyait, à tort malheureusement, qu'il n'y aurait plus de raisons de fiction entre l'Italie et la Yougoslavie (1).

(1) Dans son exposé sur la solution du problème de Fiume, fait à Rome, au Conseil des Ministres le 21 février 1924, M. Mussolini disait : « Les raisons de l'accord politique n'ont pas besoin d'être illustrées : depuis trop longtemps la question de Fiume était une espèce d'obstacle qui nous empêchait la vision et les contacts directs et immédiats avec le vaste monde danubien. Or, l'Italie ne peut aller qu'à l'Orient : à l'Occident, il y a, en effet, des formations nationales définitives d'Etat, où nous ne pouvons envoyer que les bras et ceci même nous pourra être un jour ou l'autre prohibé ou réduit. Les lignes de l'expansion pacifique de l'Italie sont donc vers l'Orient, mais, pour y arriver, il fallait commencer par établir les rapports de cordial et sincère bon voisinage avec le premier Etat que l'on rencontre à peine franchies nos frontières. Les facteurs responsables de la politique yougoslave se sont rendus compte du vrai caractère de la politique italienne et ont contribué, avec une bonne volonté et une indiscutable loyauté, à réaliser l'accord. L'opinion publique ita-

La solution donnée par les accords de Rome au problème de Fiume a provoqué un intérêt assez vif, en ce qui concerne sa validité juridique. Ici se présentait, en effet, une situation délicate au point de vue du droit international. En érigeant, en 1920, par le Traité de Rapallo, la Ville de Fiume, en Etat indépendant, on en avait fait naturellement une unité de droit international. Or, maintenant, en stipulant, par les accords de Rome, l'extinction de cet Etat indépendant de Fiume, on se demandait si les deux Etats contractants, la Yougoslavie et l'Italie, avaient le droit de le faire sans consulter les habitants de ce même Etat que l'on voulait éliminer de la carte de l'Europe. A notre avis, pour apprécier justement la validité juridique de cette suppression de l'indépendance de Fiume, il faut tenir compte d'une circonstance très importante, à savoir l'inexistence du fait de l'indépendance de la ville libre de Fiume.

Les troupes italiennes qui avaient pour mission de faire évacuer Fiume par d'Annunzio et ses légionnaires ne se retirèrent plus et la ville resta ainsi occupée pendant tout cet intervalle par les Italiens. Ainsi, on peut dire que la Ville de Fiume ait existé de droit comme Etat indépendant, mais qu'en fait cette indépendance lui avait toujours fait défaut.

D'où l'on peut conclure qu'outre une reconnaissance tacite ou explicite donnée par les autres Etats à l'attri-

« lienne a accueilli, avec les signes d'une satisfaction unanime, « la solution de la Question de Fiume, qui avait pendant trop « longtemps paralysé l'action diplomatique italienne, et a ac-
« cueilli, avec non moins vive satisfaction, l'annonce de l'ac-
« cord politique, dont les conséquences seront de grande por-
« tée ».

Cité par Benedetti, *op. cit.*, p. 137.8.

bution de l'Etat de Fiume à l'Italie, stipulée par les deux Etats qui l'avaient créé, on devrait demander l'adhésion de ce même Etat de Fiume à l'extinction de sa propre indépendance seulement au cas où il eût existé en fait. Mais puisqu'il n'a pas existé en fait, on peut considérer que les accords de Rome ne servaient qu'à donner une base juridique à un état de fait qui existait déjà (1).

Ces accords italo-yougoslaves de Rome furent suivis par la conclusion de deux autres groupes d'accords entre les deux pays. Ce sont les conventions de Belgrade de 1924 et de Nettuno de 1925. Ces conventions comprennent des accords de nature et d'importance très différentes.

(1) C'est aussi l'opinion de M. Morpurgo, Cfr. Morpurgo, *Esame Giuridico della controversia adriatica*, p. 29 et suiv.

TROISIEME PARTIE

L'Albanie et l'équilibre adriatique
d'après-guerre

CHAPITRE PREMIER

La Situation internationale de l'Albanie à la fin de la guerre

Après la grande guerre, l'Albanie continue à occuper une place relativement importante dans la vie internationale de l'Europe. Différentes causes, de natures diverses, lui attribuent ce rôle qu'on ne doit sous-estimer. D'abord, étant baignée par l'Adriatique, l'Albanie reste une pièce de l'équilibre de l'Adriatique et de la Méditerranée. Ensuite, la débilité organique de l'Albanie offre une base propice à toute pénétration étrangère, politique aussi bien qu'économique. Enfin, l'instabilité intérieure albanaise, incitant les différents clans rivaux à chercher l'appui en dehors du pays, contribue à faire de l'Albanie une terre propice et favorable aux compétitions internationales. Cette « terre promise », pour les rivalités internationales, ne pouvait passer naturellement sans attirer l'attention des autres puissances, toujours en recherche du territoire pour leur expansion. « Quand les puissances étrangères se sont occupées d'Albanie, disait avec raison M. Mousset, elles ne l'ont jamais fait pour remplir dans ce pays une mission civilisatrice, mais pour tirer parti de ses mœurs arriérées. Les Turcs ont agi sur le peuple par le sabre et par l'argent, sur l'élite par l'appât de hautes fonctions ou

« de sinécures. L'Autriche-Hongrie a envoyé aux Albanais des fusils, des florins et des religieux. Les autres puissances y ont cherché des zones d'influence ou de concessions minières. Ainsi est née, dans les milieux étrangers intéressés, la croyance que le peuple albanais ne connaîtrait jamais d'autre mobile que le *who paid last and who paid best* et qu'il serait politiquement condamné à une minorité, donc à un tutelle perpétuelle » (1). Ces paroles peuvent servir, nous croyons, à qualifier les mobiles et les agissements de la plupart des puissances européennes qui ont cherché et cherchent encore toujours à intervenir dans la vie intérieure de l'Etat albanais.

A la Conférence de la Paix de Paris, la solution de la question albanaise devait se présenter comme assez difficile. Les Alliés considéraient la question albanaise comme une question ouverte que la Conférence de la Paix devait résoudre. Cette opinion cependant, n'était pas partagée par la délégation albanaise, à la tête de laquelle se trouvait Turkan Pacha, qui soutenait que la question albanaise était un problème résolu et qui n'avait pas besoin que d'être confirmé formellement par une nouvelle reconnaissance. La délégation albanaise affirmait ainsi que l'Albanie était un Etat *de iure* dans les frontières qui lui étaient assignées en 1913 et demandait que comme tel il fût reconnu et confirmé par la Conférence de la paix.

Cette thèse de la dégelation albanaise, n'ayant pas une base juridique solide, ne pouvait pas être acceptée par la Conférence. En 1913, il est vrai, on avait créé un

(1) Mousset, l'Albanie devant l'Europe, p. 123.

état albanais indépendant, mais déjà l'année suivante, l'anarchie et la guerre mondiale provoquèrent l'écroulement de cette nouvelle construction encore inachevée. En outre, les Alliés avaient reconnu implicitement, pendant la guerre, que la nouvelle situation européenne, créée par la guerre, avait modifié les bases sur lesquelles reposait l'Etat albanais. Ils l'avaient fait par le Traité de Londres de 1915, dont certaines clauses prévoyaient, dans des circonstances déterminées, le partage du territoire albanais entre les Etats voisins, sauf l'Albanie centrale dont on aurait fait un Etat indépendant. Il est clair, qu'en agissant ainsi, les Alliés considéraient le problème albanais comme une question ouverte et se réservaient le droit de lui donner une solution à la fin de la guerre (1).

Dans ces circonstances, on jugea à Paris qu'il y avait lieu d'examiner aussi la situation de l'Albanie, telle qu'elle se présentait à ce moment, et on en chargea la Conférence des Ambassadeurs, qui s'était d'ailleurs déjà occupée, en 1913, de la question albanaise. Par sa décision du 9 Novembre 1921, la Conférence des Ambassadeurs reconnût l'Etat albanais dans ses frontières de 1914, sauf quelques modifications assez insignifiantes. L'Italie réussit, à ce moment, à se faire reconnaître, par la Conférence, une situation privilégiée en ce qui concerne la sauvegarde de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la nouvelle Albanie. Dans ce sens, la troisième décision de la Conférence des Ambassadeurs, concernant surtout le statut international de l'Albanie, disait : « l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le

(1) V. Giannini, *Formazione dell Albania*, p. 40.

« Japon, reconnaissant que l'indépendance de l'Albanie ainsi que l'intégrité et l'inaliénabilité de ses frontières, telles qu'elles ont été fixées par leur décision en date du 9 novembre 1921, est une question d'importance internationale reconnaissant que la violation desdites frontières ou de l'indépendance de l'Albanie pourrait constituer une menace pour la sécurité stratégique de l'Italie, sont convenus de ce qui suit :

« 1° Au cas où l'Albanie se trouverait dans l'impossibilité de maintenir son intégrité territoriale, elle aura la liberté d'adresser au Conseil de la Société des Nations une demande d'assistance étrangère.

« 2° Les gouvernements de l'Empire Britannique, de la France, de l'Italie et du Japon décident, dans le cas susdit, de donner pour instruction à leurs représentants dans le Conseil de la Société des Nations, de recommander que la restauration des frontières territoriales de l'Albanie soit confiée à l'Italie.

« 3° En cas de menace contre l'intégrité ou l'indépendance aussi bien territoriale qu'économique de l'Albanie, du fait d'une agression étrangère ou de tout autre événement et, en cas où l'Albanie n'aurait pas recours dans un délai raisonnable à la faculté prévue à l'article 1^{er}, les Gouvernements susdits feront connaître la situation qui en résultera au Conseil de la Société des Nations.

« Au cas où une intervention serait jugée nécessaire par le Conseil, les Gouvernements susdits donneront à leurs représentants les instructions prévues à l'article 2.

« 4° Au cas où le Conseil de la Société des Nations
« déciderait à la majorité qu'une intervention de sa
« part n'est possible, les Gouvernements susdits exami-
« neront la question à nouveau, s'inspirant du principe
« contenu dans le préambule de cette déclaration, à
« savoir que toutes les modifications des frontières de
« l'Albanie constituent un danger pour la sécurité stra-
« tégique de l'Italie » (1).

Comme on le voit, la Conférence des Ambassadeurs a reconnu l'importance que représentaient l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Albanie pour la sécurité stratégique de l'Italie, mais elle n'a pas du tout jugé nécessaire de confier exclusivement à l'Italie le soin de veiller sur le maintien de cette indépendance et de cette intégrité territoriale albanaises. En effet, comme il ressort très clairement de la lecture même de la décision de la Conférence, l'Italie, pour intervenir, au cas où l'indépendance ou l'intégrité territoriale de l'Albanie seraient menacées, doit être invitée préalablement par celle-ci ou par un des signataires de la décision de Novembre 1921, et ce qui est beaucoup plus important, — l'intervention de l'Italie doit toujours être autorisée par le Conseil de la Société des Nations.

La politique italienne — c'est d'elle que nous allons parler maintenant — envers l'Albanie, pendant la guerre et à la fin de celle-ci, se caractérise par des oscillations, pour ne pas dire par des contradictions. Nous avons déjà parlé de la proclamation d'Argirocastro de 1917, qui peut difficilement être conciliée avec l'esprit et la lettre

(1) Cité par Giannini, *op. cit.*, p. 100.

du Traité de Londres de 1915. Mais la proclamation d'Argirocastro ne devait pas constituer le seul exemple du manque de continuité de la politique italienne à l'égard de l'Albanie. On en a d'autres. Parmi ceux-ci, on peut citer surtout l'accord italo-grec du 29 Juillet 1919, connu sous le nom de deux ministres Tittoni-Venizelos, qui devait avoir les plus graves conséquences pour les rapports italo-albanais. D'après cet accord, l'Italie promettait d'appuyer les revendications de la Grèce sur l'Epire du Nord et éventuellement de lui céder le Dodécanèse, à condition d'obtenir la souveraineté sur Valona et sur le territoire qui s'y rattache militairement et économiquement, ainsi que le mandat sur l'Albanie toute entière (1).

Cet accord était en contradiction ouverte avec toute la politique italienne suivie jusqu'alors envers l'Albanie. Il contredisait nettement la thèse soutenue par l'Italie à Londres, en 1913-14, comme il était en contradiction, non moins évidente avec la proclamation solennelle d'Argirocastro, qui voulait garantir l'intégrité territoriale albanaise sous l'égide italienne. De même, l'accord Tittoni-Venizelos n'était pas en harmonie avec le traité de Londres de 1915, d'après lequel l'Italie s'était engagée à donner son consentement au démembrement de l'Albanie en cas où ce serait le désir des autres puissances alliées, tandis que par cet accord l'Italie s'engageait à soutenir les prétentions de la Grèce (2).

Les effets de cet accord italo-grec, qui devait rester secret, mais qui ne tarda pas à être découvert au public,

(1) V. Mousset, *op. cit.*, p. 23.

(2) Cfr. Spellanzon, *op. cit.*, p. 268.

sur les rapports italo-albanais, ne se firent pas attendre longtemps. Vers la fin du mois de Juin 1920, éclata, près de Valona, une insurrection contre les Italiens, qui les obligea à quitter l'Albanie. A ce moment, le Gouvernement de Rome jugea nécessaire, devant les difficultés qu'avait rencontrées son ancienne politique en Albanie, d'imprimer une nouvelle direction à ses relations politiques avec ce pays de l'autre côté de l'Adriatique. Le créateur de ce changement de l'attitude de Rome envers l'Albanie fut M. Giolitti lui-même. Il fit entreprendre immédiatement les pourparlers avec l'Albanie dans le but d'arriver à un règlement des divergences italo-albanaises qui avaient provoqué l'insurrection de Valona. Ces pourparlers avec le Gouvernement de Tirana conduisirent à l'accord de Tirana du 2 août, d'après lequel l'Italie reçut l'Ile de Sasseno, point stratégique très important à l'entrée du port de Valona, mais elle renonça à toutes ses prétentions précédentes sur le territoire albanais (1). Par cette sage politique de M. Giolitti, l'Ita-

(1) M. Giolitti explique clairement, dans les observations suivantes, qui nous paraissent très raisonnables, les motifs qui l'ont induit à abandonner l'Albanie et Valona : « Dans les nouvelles conditions sorties de la guerre européenne, dit-il, notre intérêt était que l'Albanie fût autonome et que personne ne pût s'installer sur ses côtes et dans ses ports, sûrs que l'Albanie n'aurait jamais eu une flotte qui aurait pu être une menace à notre côte et à notre liberté de communication dans cette mer... En cas de guerre, si nous sommes plus forts sur mer, nous n'aurons pas besoin de Valona ; si nous sommes plus faibles, ne pouvant pas la défendre et l'approvisionner par mer, nous serions contraints de l'abandonner... Ce qui nous intéresse vraiment, c'est que Valona ne puisse constituer une base des opérations contre nous et ce but est atteint avec l'occupation de l'île de Sasseno qui se trouve à l'embouchure de la baie elle-même ».

Giolitti, *Memorie della mia vita* II, p. 579-71.

lie, tout en se réservant les garanties qu'on jugeait à Rome indispensables pour la sécurité italienne dans la basse Adriatique, évita le risque de s'aliéner définitivement les sympathies du peuple albanais. Mais, malheureusement, l'Italie ne devait pas suivre envers ce petit Etat balkanique encore longtemps cette ligne de conduite que lui avait prudemment fixée M. Giolitti.

CHAPITRE II

Les Traités italo-albanais de Tirana et leur répercussion sur les rapports italo-yougoslaves

SECTION I

Le But de ces Traités

L'Albanie devait montrer, encore une fois, qu'elle avait continué d'être, suivant sa tradition, la terre par excellence où se heurtaient et se combattaient les influences des puissances étrangères. La situation entre l'Italie et la Yougoslavie manifestait les signes visibles d'une amélioration après la signature des accords « d'amitié et de collaboration cordiale » de Rome de 1924. Mais, malheureusement, cette amélioration des rapports italo-yougoslaves, nécessaire aussi bien à Rome qu'à Belgrade, n'était pas destinée à se prolonger pour longtemps. C'était l'Albanie, en effet, qui était appelée, encore une fois, à jouer le rôle de point d'achoppement et de pomme de discorde pour les relations entre la Yougoslavie et l'Italie. Les divergences entre Belgrade et Rome, sur la politique à suivre envers l'Albanie, devaient ainsi anéantir les bons résultats du rapprochement italo-yougoslave, qu'on avait réussi enfin d'atteindre après de grandes difficultés.

En ce qui concerne la politique de la Yougoslavie envers ses voisins du sud, elle ne devrait pas présenter de graves complications, parce qu'elle est d'une grande simplicité. Cette politique est commandée à la Yougoslavie par ses intérêts eux-mêmes et l'on sait que c'est la politique que commandent à un Etat ses intérêts qui finit toujours par s'imposer. La politique de la Yougoslavie pourrait s'exprimer brièvement en ces paroles : l'application du principe « les Balkans aux peuples balkaniques ». Il est très probable que, si l'on pouvait se mettre d'accord pour décider d'appliquer à l'égard de la péninsule balkanique une politique dictée par ces paroles aussi simples que raisonnables « Les Balkans aux peuples Balkaniques », l'application de ce sage principe ne devrait pas trouver des obstacles insurmontables. Et c'est peut-être la Société des Nations qui devrait prendre à cœur, à notre avis, de rendre possible, en éliminant les obstacles qui l'entravent, l'application de pareils principes, qui sont de nature à assurer une longue période de paix à certaines régions particulièrement exposées aux tourmentes. Cette nouvelle institution internationale qu'est la Société des Nations, créée dans le but de faire reposer les rapports internationaux sur les bases différentes de celles qui ont amené la grande catastrophe de la guerre mondiale, devrait adresser surtout son attention à ces pays ou à ces régions qui ont constitué, dans le passé, les foyers d'incendies ; parce que, comme on le dit, l'histoire ne se recommence pas sans doute, mais elle donne des leçons. Or, ces leçons ne doivent pas être négligées.

En fait, l'Albanie, « ce Cendrillon du vieux monde » a besoin, plus que tout autre Etat de l'Europe, de l'appui

et de la protection de l'organisme de Genève. Au début, la Société des Nations a apprécié, à sa juste valeur, la position délicate qu'occupait l'Albanie dans l'équilibre européen, et elle a donné une place importante aux affaires albanaises dans les délibérations du Conseil de la Société des Nations de 1921-1924. La Société des Nations a même reconnu l'Albanie avant que celle-ci eût reçu des Grandes Puissances son statut territorial définitif. Malheureusement, la Société des Nations ne s'est pas montrée persévérante dans ce rôle de protecteur impartial de l'Albanie, et elle n'a pas hésité à abandonner ce pays à son sort, en lui faisant ainsi reprendre sa place ancienne de théâtre de luttes d'influences internationales. Abandonnée à elle-même, l'Albanie ne tarda pas à redevenir la source des discordes pour ses voisins. Les ambitions de certains Etats furent encouragées par l'instabilité de la vie intérieure albanaise. L'Albanie a toujours eu, depuis son érection à l'Etat indépendant, une vie intérieure mouvementée, mais c'est surtout dans la période d'après-guerre que les désordres et les changements brusques de régime se succédèrent avec une grande rapidité.

L'Italie, comme le voisin le plus puissant de l'Albanie, après la disparition de l'Autriche-Hongrie, se trouvait en meilleure position pour profiter de la situation intérieure de ce pays et pour lui imposer son influence politique et économique. Nous avons déjà vu que Rome tendait, depuis de longues années, à se conquérir une place privilégiée en Albanie. Cette tendance était la raison des discordes perpétuelles entre Rome et Vienne, qui en voulait faire autant. Après la guerre, M. Giolitti se trouva obligé, comme nous l'avons vu, devant l'oppo-

sition grandissante des Albanais, à donner un caractère nouveau à la politique et aux aspirations de son pays à l'égard de l'Albanie. Maintenant, le Gouvernement de Rome estimait que ces raisons, qui avaient contraint M. Giolitti à suspendre la pénétration italienne en Albanie et, à travers l'Albanie, dans la péninsule Balkanique, n'existaient plus et qu'on pouvait se lancer impunément à reconquérir le prestige et la position perdus.

Les rapports entre la Yougoslavie et l'Albanie étaient bons, à ce moment, malgré l'interminable litige soulevé par la question de Saint-Naoum. Ce litige entre Belgrade et Tirana fut examiné tour à tour à Genève et à La Haye et fut tranché définitivement par une décision de la Conférence des Ambassadeurs au profit de la Yougoslavie. Mais la nouvelle action développée par Rome en Albanie était destinée à porter un coup dur aux relations entre la Yougoslavie et l'Albanie, et ce qui est plus grave, à créer de nouveau une tension dans les rapports italo-yougoslaves. Dans la voie de rétablissement de ses influences en Albanie, l'Italie commença par l'affermissement de ses privilèges d'ordre économique. Au mois de mars 1925 fut signée à Tirana une convention accordant des privilèges spéciaux aux chemins de Fer d'Etat italiens et aux sociétés par eux organisés dans la recherche et dans l'exploitation du pétrole. En Septembre de la même année, fut fondée la Banque Nationale d'Albanie, avec le capital, en grande majorité, italien, et placée pratiquement sous le contrôle des Banques Italiennes. En novembre 1925, l'Italie conclut avec l'Albanie un traité très avantageux de commerce et de navigation, qui lui donnait, en fait, le monopole de cabotage. En 1926, on forma en Italie une société connue sous le nom

de « Svea » (Società per lo sviluppo economico dell'Albania) chargée, comme son nom l'indique, de s'occuper du développement économique de l'Albanie. De cette façon, la pénétration économique de l'Italie en Albanie est jalonnée par ces concessions successives. Cette pénétration était d'ailleurs grandement facilitée par la place qu'occupait déjà le marché italien dans le commerce albanais.

Mais l'Italie, comme il fallait d'ailleurs s'y attendre, ne voulait pas se contenter de cette pénétration économique en Albanie. Ce qu'elle cherchait en Albanie c'était essentiellement un point d'appui pour sa politique balkanique, et, pour rendre solide cette base, il fallait conquérir avant tout une position politique prédominante dans ce pays. Ce sont ces raisons qui peuvent expliquer la pénétration politique de l'Italie en Albanie, qui ne devait tarder à suivre celle économique. Cette pénétration politique est marquée principalement par deux traités italo-albanais de Tirana, de 1926 et de 1927, qui ont agité, au moment où ils furent signés, une grande partie de l'Europe et qui ont fait couler beaucoup d'encre. On peut dire qu'aujourd'hui encore les conséquences de ces deux traités pèsent lourdement sur l'atmosphère Adriatique. Par ces traités, l'Italie s'installait définitivement en Albanie, en essayant d'en faire une sorte de protectorat. C'est surtout le premier traité italo-albanais qui a mis les rapports entre les deux pays sur une base spéciale et peu usitée pour les relations normales entre les Etats indépendants. Ce traité, signé à Tirana, le 27 Novembre 1927, proclamait une solidarité extraordinaire des intérêts des deux pays contractants. Par son article 1^{er}, les deux parties contractantes déclaraient

que « toute perturbation dirigée contre le statu quo politique, juridique et territorial de l'Albanie est contraire à leurs intérêts réciproques ». L'article 2 du traité disait : « Pour sauvegarder l'intérêt susdit, les « hautes parties contractantes s'engagent à se prêter un « appui mutuel et une collaboration cordiale ; elles « s'engagent également à ne pas conclure avec d'autres « puissances des accords politiques ou militaires qui « soient préjudiciables aux intérêts de l'autre partie « définie dans le pacte actuel ».

Il est très difficile, à notre avis, de soutenir que les clauses de ce traité soient conciliables avec le principe « Les Balkans aux pays Balkaniques ». Pour cette raison, il nous paraît absolument inadmissible, malgré tout le respect que nous inspire le nom de son auteur, l'affirmation de M. Tittoni que « les deux traités de Tirana « sont la vraie application du principe, la péninsule balkanique aux balkaniques » (1). Cette installation de l'Italie, sur l'autre côté de l'Adriatique, ne pouvait manquer de provoquer des inquiétudes dans les autres capitales balkaniques. Mais c'est Belgrade qui se sentit particulièrement menacée par cette nouvelle action de Rome, parce que la Yougoslavie était la plus exposée à en sentir, la première, les effets (2).

(1) Tittoni, *Questioni del Giorno*, p. 189.

(2) On considère généralement que ce n'est qu'après avoir obtenu l'appui de l'Angleterre que l'Italie se soit décidée pour cette nouvelle politique dans les Balkans. Sir Austin Chamberlain aurait donné à M. Mussolini la carte blanche, lors de leur rencontre de Livourne, qui eut lieu le 30 septembre 1926, pour sa politique balkanique. M. H. de Jouvenel écrivait à ce propos : « L'Angleterre tend à l'Italie, comme jadis à l'Allemagne, « le piège de la gloire. Ce jeu n'est pas fait pour accroître ni « le prestige de la Société des Nations, ni la sécurité de l'Europe ». V. l' « Europe Nouvelle » du 2 avril 1927.

Le jour anniversaire de l'armistice, le 11 Novembre 1927, fut signé, à Paris, le traité d'amitié et d'arbitrage entre la France et la Yougoslavie. Le texte de ce traité était depuis longtemps paraphé, mais on avait ajourné sa signature dans l'espoir d'obtenir l'adhésion de l'Italie, pour en faire ainsi un Traité tripartite. L'adhésion de l'Italie s'étant montrée, pour le moment, peu probable, Belgrade et Paris décidèrent de procéder à la signature et à la publication du traité. M. Briand, avec l'intention de corriger certaines interprétations erronées que l'on avait données, même en France, au nouveau traité, s'est chargé d'en préciser les caractères : « Ce traité, disait-il alors, est uniquement tourné vers la paix et ne pourra que contribuer à sa consolidation ; il a toutes les qualités requises pour devenir le point de départ d'un nouveau Locarno balkanique et méditerranée ». En faisant allusion à ses efforts pour obtenir l'adhésion de Rome, M. Briand continuait : « Nous gardons le ferme espoir de le voir se compléter dans l'avenir de façon satisfaisante » (1). M. Markovitch, ministre des Affaires Etrangères de Yougoslavie et signataire du traité, ajoutait à son tour : « ce qui n'eût pas été dans l'esprit de la Société des Nations, c'eût été assurément de ne pas signer le traité que nous venons de signer » (2).

D'autre part, M. Lazare Markovitch, le premier délégué yougoslave, déclarait à la commission préparatoire du désarmement, qui venait de se réunir alors à Genève, en confirmant que le Traité franco-yougoslave est conforme à la lettre et à l'esprit de la Société des Nations,

(1) V. Revue des Deux Mondes du 1^{er} décembre 1927, p. 712.

(2) *Idem*.

que « Le gouvernement yougoslave trouvait la garantie
« de la Société des Nations très appréciable, mais insuf-
« fisante. Il a cherché un autre appui... Il regrette l'ab-
« sence de l'Italie, car une sécurité à trois est plus grande
« qu'une sécurité à deux » (1).

Toutes ces déclarations rassurantes n'ont pas réussi cependant à empêcher les passions politiques de défigurer le sens du traité. C'est Rome qui se sentit particulièrement émue, après la publication du traité, parce que l'on interprétait comme visant tout spécialement l'Italie (2). En vérité, comme nous l'avons vu des déclarations des Ministres responsables et comme son texte le prouve, le traité franco-yougoslave est en harmonie parfaite avec le pacte de la Société des Nations et il se propose le même but que celui-ci, c'est-à-dire la sauvegarde de la paix internationale. Par ce traité, les deux Etats contractants n'ont cherché, en effet, qu'à renforcer leur propre sécurité sans léser les intérêts légitimes des autres Nations. L'art. 1^{er} du Traité stipule que « La
« France et le Royaume de Yougoslavie s'engagent ré-
« ciproquement à ne se livrer, de part et d'autre, à au-
« cune attaque ou invasion et de ne recourir, de part et
« d'autre, en aucun cas, à la guerre ». Cet article n'a pas besoin de commentaire. Ses tendances pacifiques sont évidentes. Par l'art. 2, les deux parties contractantes « s'engagent à régler, par les moyens pacifiques, par
« l'arbitrage et par des règlements judiciaires tout diffé-
« rend qui n'aurait pu être réglé par la voie diplomati-

(1) *Idem* du 15 décembre 1927, p. 952.

(2) V. le livre de M. Béraud « Ce que j'ai vu à Rome », Paris 1929, Edition de France, p. 238-43. On y trouve des déclarations formelles de M. Mussolini en ce sens.

« que ordinaire ». Ce second article, lui aussi, cherche seulement à assurer l'application des moyens pacifiques pour le règlement des différends internationaux.

Les dispositions essentielles de ce traité sont données par les art. 3, 4 et 5. Dans l'article 3 on lit ceci : Le gouvernement de la République Française et le gouvernement du Royaume de Yougoslavie s'engagent à examiner en commun, sous réserve des résolutions éventuelles du Conseil ou de l'Assemblée, les questions de nature à mettre en danger la sécurité existant tant de la France ou de la Yougoslavie, sans porter atteinte à l'ordre établi par les traités dont l'un et l'autre sont signataires ». Par cette disposition, les deux parties s'obligent réciproquement, à examiner en commun toute question qui serait de nature à mettre en danger la sécurité de l'un ou de l'autre pays contractant. Chacune des deux parties se réserve donc le droit d'exiger, si elle le croit nécessaire, un tel examen et, d'autre part, l'autre partie contractante est tenue de donner suite à l'invitation de la première, si la sécurité de celle-ci est réellement mise en danger. L'art. 3 prévoit, en outre, que l'examen en commun se ferait sous réserve des résolutions éventuelles du Conseil ou de l'Assemblée de la Société des Nations. Comme on le voit, la priorité des décisions des organes de la Société des Nations est complètement respectée et ce n'est qu'au cas où l'intervention de la Société des Nations ferait défaut que les deux parties se réservent le droit de se mettre d'accord en vue d'une action commune. Les prérogatives de l'institution de Genève restent donc intactes.

La disposition suivante se trouve dans l'article 4 : « Si,

« malgré les intentions essentiellement pacifiques des
« Gouvernements français et yougoslave, la France ou le
« Royaume de Yougoslavie se voyaient attaqués sans pro-
« vocation de leur part, les deux Gouvernements se con-
« certeraient sans délai sur leur action respective à exer-
« cer dans le cadre du Pacte de la Société des Nations, en
« vue de la sauvegarde de leurs légitimes intérêts na-
« tionaux et du maintien de l'ordre établi par les traités
« dont l'un et l'autre sont signataires ». Ici, aussi, les
parties contractantes se sont montrées très vigilantes
pour ne pas toucher aux droits réservés à la Société
des Nations. Cet article aussi stipule que l'action des
deux parties doit se développer conformément au Pacte
de la Société des Nations. C'est ainsi, en effet, qu'on doit
interpréter, à notre avis, les paroles « dans le cadre du
Pacte » que contient cet article 4.

D'après l'art. 5, les deux parties déclarent qu'elles
« sont d'accord pour se concerter entre elles dans l'éven-
« tualité d'une modification ou d'une tentative de mo-
« dification du statut politique des pays de l'Europe et
« sous réserve des résolutions qui seraient prises en pa-
« reil cas par le Conseil ou par l'Assemblée de la So-
« ciété des Nations, pour s'entendre sur l'attitude à ob-
« server respectueusement en pareil cas pour chacune
« d'elles ». Cette disposition de l'art. 5 est d'une très
grande importance. En effet, si la paix repose sur les
traités, comme on le dit souvent, alors, pour maintenir
cette paix, il faut s'efforcer de sauvegarder sa base qui
est constituée par ces traités eux-mêmes. Une impor-
tance particulière peut aujourd'hui être attribuée, par
les circonstances actuelles, à cet art. 5 du traité franco-
yougoslave, en raison d'un vent, qui ne cesse de souffler

sur l'Europe inquiète, de révision des traités de paix, accusés, à tort à notre avis, d'être la source de tous les maux qui affligent l'humanité en ce moment.

L'Italie, qui considérait, bien à tort, ce traité franco-yougoslave dirigé contre elle, risposta vigoureusement par un second traité italo-albanais qui avait pour conséquence de rendre encore plus solide sa position en Albanie. Ce second traité fut signé à Tirana, le 22 Novembre 1927. Après avoir réaffirmé, dans le préambule du traité, la solidarité de leurs intérêts et l'étroite dépendance qui existe entre la sécurité de l'Albanie et celle de l'Italie, les deux parties contractantes déclarent, dans son art. 1 : « Tous les traités antérieurs conclus
« entre les deux hautes parties contractantes, après
« l'admission de l'Albanie dans la Société des Nations,
« seront exactement et fidèlement observés dans les limites établies par le texte des traités mêmes de façon
« qu'il existera une amitié sincère et parfaite entre les
« deux peuples et entre les deux Gouvernements, ainsi
« qu'une assistance réciproque, étant entendu que chacune des deux parties soutiendra les intérêts et les
« avantages de l'autre avec le même zèle qu'elle emploie
« pour soutenir les siens ». L'art. 2 dit : « Il y aura une
« alliance défensive inaltérable entre l'Italie et l'Albanie
« pour vingt ans. Elle pourra être dénoncée au cours de
« la 18^e année de sa durée. Si cette dénonciation n'a pas
« eu lieu, elle sera tacitement renouvelée par une période égale... » Ce qui frappe surtout dans cet article 2, c'est la durée exceptionnellement longue pendant laquelle les deux parties contractantes se sont liées.

Dans l'art. 3 de ce traité, on trouve ce qui suit : « En

« conséquence des engagements assumés par les arti-
« cles précédents, les deux hautes parties contractantes
« agiront d'accord pour le maintien de la paix et de la
« tranquillité et, dans le cas où une des hautes parties
« contractantes serait menacée par une guerre non pro-
« voquée par elle-même, l'autre partie emploiera tous
« les moyens les plus efficaces, non seulement pour pré-
« venir les hostilités, mais aussi pour assurer une juste
« satisfaction à la partie menacée ». Mais c'est l'article
4 de ce traité italo-albanais qui laisse deviner approxi-
mativement le but qu'ont eu en vue les parties en se
liant par ce second traité. Si on lit cet article en tenant
compte de la proportion véritable des forces des deux
signataires, on reste surpris par l'importance des en-
gagements que s'assume la partie la plus forte. Ces en-
gagements paraissent d'autant plus surprenants qu'on ne
voit pas clairement la contre-partie que pourrait recevoir
en échange le contractant qui consent à s'ex-
poser éventuellement à des sacrifices tellement grands.
Cet art. 4 nous dit, en effet : « Quand tous les moyens
« de conciliation auront été épuisés en vain, chacune des
« hautes parties s'engage à suivre le sort de l'autre, en
« mettant à la disposition de son alliée toutes ses res-
« sources militaires, financières et de toute autre nature
« capables de l'aider à surmonter le conflit si, naturelle-
« ment, ce concours a été demandé par la partie me-
« nacée ».

Ce qui saute aux yeux, à la lecture de cet article, c'est
l'engagement de l'Italie à mettre, à la disposition de son
alliée, toutes ses ressources militaires, financières et de
« toute autre nature ». Nous disons « l'engagement de
l'Italie », parce que nous croyons qu'on doit supposer —

comme étant de beaucoup plus importante — que les deux signataires du traité, en le signant, ont envisagé principalement, pour ne pas dire exclusivement, une intervention italienne à côté de son alliée.

Enfin, d'après l'art. 5, les parties contractantes déclarent qu'elles n'entameront ni ne conclueront, dans le cas prévu par l'article 4, des pourparlers de paix, d'armistice ou de trêve, sans un accord commun.

SECTION II

La nature juridique de ces différents traités

Nous allons tout d'abord essayer de classer juridiquement le traité d'amitié et d'arbitrage franco-yougoslave de 1927, qu'on a pris comme prétexte, nous l'avons vu, pour justifier la conclusion du second traité de **Tirana** entre l'Albanie et l'Italie, — et ensuite, nous examinerons, au point de vue juridique aussi, les deux traités italo-albanais.

On sait que, dans l'opinion de son créateur, M. Wilson, la création de la Société des Nations était destinée à marquer l'ouverture d'une ère nouvelle pour les rapports internationaux. Par la création de l'institution de Genève, on se proposait de faire reposer dorénavant la vie internationale sur une base plus solide. On espérait même que les peuples, après les dures épreuves auxquelles les avait exposés la dernière guerre, consentiraient finalement à renoncer à la force comme instrument de règlement des différends internationaux. Pendant la discussion du Pacte de la Société des Nations,

on tendait vers une condamnation et une abolition absolues de la guerre dans les rapports entre les nations civilisées, mais on ne réussit pas alors à atteindre ce but. N'ayant pu arriver ainsi, en 1919, à formuler un principe, acceptable pour tous, d'abolition générale de la guerre, on dû se contenter de condamner, par le Pacte de la Société des Nations, le recours à la guerre, tout en prévoyant certains cas limités où il reste permis d'employer ce moyen extrême qu'est la guerre.

Ce n'est, en effet, que plus tard, en 1928, que cette lacune du pacte fut complétée par le pacte Briand-Kellogg. Ce pacte nouveau a mis définitivement la guerre « Hors la loi » dans la vie internationale. Mais on ne peut pas affirmer, malgré toutes ces condamnations générales et solennelles de recours à la guerre, que la Société des Nations ait rendu impossible tout emploi de la force dans la solution des conflits entre les Etats. La Société des Nations a rendu peut-être moins facile un recours à la force, mais elle ne l'a pas fait impossible, elle ne l'a pas éliminé. En se rendant compte de cette imperfection et dans le but de remédier aux lacunes qu'elle était obligée de laisser subsister dans ses statuts, la Société des Nations a pris soin de recommander à ses membres d'autres moyens susceptibles d'assurer la sauvegarde de la paix. Parmi ces moyens pacifiques recommandés par l'Organisme de Genève, les plus importants sont, sans doute, les pactes d'amitié, d'arbitrage et de sécurité. Or, par sa nature même, le traité franco-yougoslave appartient certainement à cette catégorie des traités recommandés par la Société des Nations et destinés à renforcer le sentiment de sécurité chez les parties contractantes. Nous avons vu déjà que le trait essen-

tiel de ce traité est son respect absolu pour les prérogatives de la Société des Nations (1).

En parlant de la nature juridique du traité franco-yougoslave, M. Lazare Markovitch s'exprimait ainsi : « En 1926, la Société des Nations, prenant comme modèle les traités de Locarno, recommanda, par une résolution spéciale à tous les membres, de suivre l'exemple franco-allemand et de chercher la sécurité dans les accords particuliers. C'est en suivant ce vœu et cette recommandation de la Société des Nations que la France et le Royaume de Yougoslavie ont procédé à la signature d'un traité d'amitié et d'une convention d'arbitrage » (2). Ces paroles de M. Markovitch, qui était une des personnalités yougoslaves les plus actives dans le domaine de la politique extérieure, ce qui donne à son jugement une valeur spéciale, précisent clairement les mobiles qui ont inspiré ce traité franco-yougoslave en même temps que sa nature juridique.

Si la classification, d'après sa nature juridique, du traité franco-yougoslave ne présente pas de grandes difficultés, il est beaucoup moins facile de préciser les caractères juridiques des traités qui lient l'Albanie et l'Italie. Mais c'est surtout le premier de ces deux traités italo-albanais, celui de 1926, qui contient des clauses qui lui attribuent une importance particulière et qui lui donnent un caractère qu'il est difficile de définir au point

(1) Le traité franco-yougoslave, conclu pour une période de cinq ans, fut renouvelé pour une nouvelle période de la même durée, par une déclaration faite, le 28 octobre 1932, par les deux gouvernements signataires et déposée le 30 décembre au Secrétariat de la Société des Nations aux fins d'enregistrement.

(2) Lazare Markovitch. *La France, l'Italie et la Yougoslavie* dans *l'Esprit International*, 1930, p. 168.

de vue juridique. Comme on le sait, un traité international, étant un accord entre deux ou plusieurs Etats, a pour but de créer, de modifier ou de supprimer entre les contractants un rapport de droit. Les traités internationaux peuvent être divisés en plusieurs catégories d'après le but que les parties se sont proposées d'atteindre en les contractant. Chacune de ces catégories de traités se caractérise par certaines qualités qui la distinguent des autres. Ainsi, par exemple, si l'on prend les traités d'amitié et de garantie, parmi lesquels on voudrait faire figurer le traité italo-albanais de 1926, on s'apercevra que ce qui caractérise cette catégorie des traités internationaux, c'est leur caractère bilatéral, c'est-à-dire, la réciprocité des engagements, qui en constitue la pièce essentielle. Or, ce trait caractéristique de cette catégorie de traités, le susdit traité italo-albanais ne le connaît pas. Son art. 1^{er} dit explicitement : « Toute « perturbation dirigée contre le statu quo politique, « juridique et territorial d'Albanie... » Donc, ne remplissant pas la condition pour être placé parmi les traités d'amitié et de garantie, on est amené, par son contenu même, à penser que ce traité appartient à la catégorie des traités qui établissent entre les contractants les relations de protégé et de protecteur.

Nous allons citer ici quelques opinions sur le protectorat de certains grands auteurs de droit international, ce qui nous permettra, par voie de comparaison, de découvrir, dans le texte du traité italo-albanais, certains éléments qui caractérisent habituellement les traités de protectorat. Pour M. Rivier, le protectorat est « un rapport établi par conventions « entre un Etat fort et un Etat faible ; celui-ci peut être

« astreint à certains devoirs conventionnels envers son
« protecteur » (1). M. Despagnet définit ainsi le protectorat : « c'est le lien contractant, dit-il, établi entre deux
« Etats, en vertu duquel, l'un, tout en ne tenant que de
« lui-même son existence comme une puissance souveraine, cède à l'autre l'exercice de certains de ses
« droits de souveraineté interne ou d'indépendance extérieure, à charge pour l'autre de le défendre contre
« les attaques internes ou externes auxquelles il pourrait être en but et de l'aider dans le développement
« de ses institutions et la sauvegarde de ses intérêts » (2).

Ainsi, malgré la diversité des clauses que peut contenir un traité de protectorat, sa caractéristique essentielle reste toujours la même, il a pour conséquence normalement de faire assumer par l'Etat plus fort la protection de l'Etat plus faible et, en second lieu, de permettre à l'Etat protecteur une immiscion plus ou moins large dans les affaires intérieures de l'Etat protégé.

Il faut se garder cependant de confondre le protectorat et la garantie, qui sont des choses bien différentes. Cette différence est établie clairement par M. Idman. Il s'exprime ainsi sur ce sujet : « Il y a une différence
« essentielle entre les deux contrats. La garantie est
« une protection limitée à un objet déterminé ; elle
« vise le maintien d'un certain état de choses. Le protectorat, au contraire, oblige l'Etat protecteur à défendre l'Etat protégé en toutes circonstances et contre
« toute attaque... Le but du protectorat est de protéger

(1) Rivier, *Principe du Droit des Gens*. T. 1, p. 91.

(2) Despagnet, *Essais sur les protectorats*, p. 51.

« un Etat contre les autres, mais en réalité, il arrive
« souvent que l'Etat contre lequel le protégé aurait le
« plus besoin de secours est la puissance protectrice
« elle-même. Dans la vie politique, le protectorat ne
« sert que l'intérêt de l'Etat protecteur, dont le but
« véritable est un accroissement de force. Si l'on con-
« sidère que l'Etat protégé abandonne à l'Etat protec-
« teur certains de ses droits, il est clair que le protecto-
« rat se prête difficilement à un exercice collectif... La
« garantie, au contraire, supporte très bien la collecti-
« vité et se trouve même généralement stipulée collec-
« tivement par plusieurs puissances. La conclusion d'un
« traité de garantie a été généralement motivée par l'in-
« térêt général. Il a été conclu en vue de l'équilibre ; le
« protectorat l'a été, au contraire, dans l'intérêt seule-
« ment de l'Etat protecteur » (1).

Mais ce qui nous intéresse ici et ce qu'il faut relever particulièrement, c'est que le traité de protectorat implique pour le protecteur le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de son protégé. Or, nous croyons que l'art. 1^{er} du traité italo-albanais de Tirana de 1926, confère ce droit à l'Italie. En disant, comme le fait cet art. 1^{er} que « toute perturbation dirigée contre le statu quo politique, juridique d'Albanie » est contraire à leurs intérêts, on charge, en effet, l'Italie de garantir, par exemple, un régime politique déterminé, avec toutes les conséquences que peut entraîner une pareille charge. Encore, il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agisse ici d'un pays où les troubles intérieurs n'étaient pas une

(1) Idman, Les Traités de Garantie en droit international, p. 102-103.

chose trop rare (1). Ce droit d'intervention, dans les affaires intérieures d'Albanie, que conférait ce traité à une grande puissance, explique toute l'inquiétude que devait provoquer sa conclusion dans les capitales balkaniques les plus intéressées au maintien de l'indépendance de l'Etat Albanais.

On doit remarquer aussi que ce traité italo-albanais est difficilement conciliable avec la Déclaration de la Conférence des Ambassadeurs du 9 Novembre 1921, qui était enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations. Nous avons vu que cette déclaration de la Conférence des Ambassadeurs reconnaissait toute importance que pouvait avoir l'indépendance de l'Albanie pour la sécurité italienne, mais elle ne conférait aucun droit spécial à l'Italie, pour son intervention dans la vie intérieure albanaise. Tandis que le traité de Tirana décide tout autrement. L'art. 18 du Pacte de la Société des Nations interdisant au Secrétaire Général de celle-ci d'examiner avant de l'enregistrer, l'enregistrement n'étant qu'une simple formalité, si le texte qu'on lui présente pour l'enregistrement est conforme dans son esprit et dans sa lettre aux engagements pris par les membres de la Société des Nations, le Secrétaire était obligé de procéder à l'enregistrement du Traité de Tirana sans élever des objections. Pour que le Conseil de la Société des Nations puisse examiner la régularité

(1) Le correspondant du « Times » en Albanie observait, non sans humour, dans ce journal, le 3 juin 1927 : « Pour les gens « du pays, le mot « perturbation » employé à l'art. 1^{er} du traité, « doit être entendu comme s'appliquant à des troubles d'origines extérieures. Les troubles intérieurs sont, pour le peuple, la manière traditionnelle de se substituer au Parlement « pour débarquer un gouvernement impopulaire ». Cité par Mousset, *op. cit.*, p. 87.

d'un traité international, il faut qu'un membre quelconque de la Société des Nations exige cet examen. Et ici, personne ne souleva d'objections contre l'enregistrement de ce traité. La Yougoslavie n'était pas en position de le faire, puisqu'elle n'avait pas signé la déclaration de Novembre 1921. La France eût pu protester et elle avait intérêt à le faire, parce que ce traité la privait des droits qu'elle tenait de la déclaration de 1921. Mais elle préféra garder le silence.

Le second traité italo-albanais, celui de 1927, n'a pas de particularités juridiques importantes. Il a pour fonction essentielle de renforcer et de préciser, surtout au point de vue matériel, l'application de l'aide que se sont promise réciproquement les deux parties contractantes.

SECTION III

Les Traités Italo-Albanais et l'Equilibre Adriatique

La conclusion du traité de Tirana de 1926 « qui fut
« considérée, comme le dit M. Nintchitch, qui était alors
« ministre des Affaires Etrangères à Belgrade, — en
« Yougoslavie et assez généralement dans l'opinion pu-
« blique européenne, comme une tentative d'établis-
« sement du protectorat italien sur l'Albanie et, par con-
« séquent, comme une préparation de l'installation po-
« litique et militaire de l'Italie dans ce pays » (1), mo-
difiait profondément l'équilibre existant dans l'Adria-
tique. L'Italie, à laquelle la possession de la petite île de

(1) Nintchitch. La Tension Adriatique, dans la Revue des Vivants, Mai 1927, p. 548.

Sasseno, à l'entrée du port de Valona, conférait déjà la maîtrise de la porte d'Otrante, voyait sa position dans la basse Adriatique se consolider. Cette consolidation de la domination italienne sur la basse Adriatique s'effectuait presque exclusivement au détriment des intérêts yougoslaves. C'est surtout la position stratégique de la Yougoslavie en Adriatique qui sortait menacée de ces traités italo-albanais (1). D'après le premier de ces traités, nous l'avons vu, l'Italie se porte garant du statut politique et juridique d'Albanie, c'est-à-dire qu'elle s'oblige à intervenir dans la vie intérieure albanaise au cas où le régime qu'elle garantit serait menacé par un trouble, sans distinguer si celui-ci provient de l'extérieur ou de l'intérieur même de l'Etat. Or, dans ces cas éventuels de perturbation dont parle le traité italo-albanais de 1926, une intervention italienne, pour être efficace, devrait se présenter, logiquement, sous la forme d'une intervention militaire en Albanie. Une pareille intervention, nous le croyons, serait pleine d'inconnu et de danger, ce qui pourrait engendrer des complications extrêmement graves. Il ne faut pas être, à notre avis, trop clairvoyant pour s'en apercevoir. M. Nintchitch disait, dans l'article précité : « L'entrée de l'armée italienne

(1) Un auteur italien, qui s'occupe des questions de l'Europe orientale, précisant les buts qu'a cherchés à atteindre cette nouvelle politique italienne en Albanie, disait : « avec l'accord « italo-albanais, le front Adriatique s'est transformé en front « adriatico-albanais, c'est-à-dire a acquis en solidité et en résistance. En effet, une action de la rive orientale Adriatique « contre la côte italienne peut-être, sinon empêchée, compensée avec une action qui peut se développer sur la frontière « serbo-albanaise... Idéalement parlant, ce que les Gouvernements démocratiques ont perdu en Dalmatie, le gouvernement fasciste a gagné en Albanie ».

Nani, *Oriente Europeo*, p. 21.

« en Albanie, pour appuyer le régime d'Ahmed beg
« Zogou, marquerait la fin de l'Etat albanais » (1).

Cette simple éventualité est suffisante pour nous faire entrevoir toutes les conséquences que pourrait entraîner une pareille action. Parce qu'il ne faut pas l'oublier, c'est des Balkans qu'il s'agit. Et l'histoire nous a appris, après avoir fait payer bien chèrement cette leçon, qu'en opérant dans les Balkans, il faut faire grande attention, puisque c'est un territoire très dangereux et plein d'obstacles, qui sont souvent imprévisibles. Cette nouvelle situation, créée par le traité de Tirana de 1926, ne pouvait pas laisser indifférents les Etats qui se sentaient menacés. C'est dans la logique des choses que la réaction la plus vive s'est produite là où l'on se sentait le plus menacé par ce traité. C'était le cas de Belgrade. En effet, Rome et Belgrade se trouvaient en opposition complète sur l'interprétation du traité. Tandis qu'à Rome, on disait que ce n'était qu'une contribution de plus à la consolidation de la paix européenne, à Belgrade, on ne cachait pas la crainte d'y voir un instrument qui pourrait être fatal à cette même paix.

Quoi qu'il en soit, les conséquences de ce traité furent considérables pour les rapports italo-yougoslaves, et il y avait même un moment où les plus graves complications entre les deux pays paraissent inévitables (2).

(1) Nintchitch, *op. cit.*, p. 551.

(2) Dans son article « Le danger d'incendie dans les Balkans » paru dans « Neue Freie Presse » du 3 avril 1927, M. Lloyd George, résumant d'une façon saisissante la situation délicate créée dans les Balkans, disait : « La vieille douleur de l'Europe, c'est les Balkans. La plupart des guerres européennes, au cours des cinquante dernières années, ont eu leur origine dans ces contrées turbulentes. Le monde doit remer-

M. Nintchitch, qui occupait depuis cinq ans, presque sans interruption, le poste de Ministre des Affaires Etrangères de Yougoslavie, et qui s'y était montré comme ouvrier inlassable de rapprochement italo-yougoslave, jugea nécessaire de donner sa démission à la suite de la conclusion du Pacte de Tirana. Dans une lettre qu'il a adressée à M. Ouzounovitch, Président du Conseil Yougoslave, M. Nintchitch exprimait ainsi le motif qui l'a amené à donner sa démission : « M. le Président. Etant « Ministre des Affaires Etrangères — disait-il, — j'ai « imprimé à notre politique extérieure l'orientation que « j'ai jugée la plus profitable aux intérêts de mon pays et « qui était basée sur les accords réciproques que, de ma « part, j'ai loyalement observés. Récemment, un événement s'est produit qui a ébranlé la conviction sur laquelle j'ai basé cette politique. C'est la raison pour laquelle j'ai l'honneur, Monsieur le Président, de vous « informer que je donne ma démission de Ministre des « Affaires Etrangères ».

Comme on le voit, la conclusion de ce traité italo-albanais a provoqué un nouveau refroidissement et une nouvelle tension dans les rapports italo-yougoslaves qui n'ont d'ailleurs jamais été, depuis la guerre, empreints d'une cordialité excessive. Cette nouvelle poussée de la pénétration italienne en Albanie a rempli l'atmosphère Adriatique des suspicions qui ont eu pour effet d'entraver la naissance et le développement de la confiance, cet élément indispensable pour une collaboration sin-

« cier Dieu quand on a pu réussir à localiser un de ces conflits. La guerre mondiale a commencé dans les Balkans et « voici qu'une nouvelle querelle, qui menace la paix, éclate « dans cette officine où l'on cuisine les guerres ».

Cité par Nintchitch, *op. cit.* p. 565.

cère et efficace des différents peuples qui habitent les deux rivages de l'Adriatique. La signature du traité franco-yougoslave, qui était depuis longtemps paraphé, fut interprétée en Italie comme dirigée contre elle et l'amena à poser un nouveau jalon pour sa pénétration dans les Balkans, ce qu'elle fit avec le deuxième traité de Tirana. Or, toutes ces assurances et contre-assurances, bien que très légitimes et nécessaires quelquefois, servent surtout, à notre avis, à compliquer encore plus une situation qui est déjà assez embrouillée. Il vaudrait beaucoup mieux, nous croyons, essayer une explication franche et claire entre les parties directement intéressées dans la question. Peut-être que, moyennant une pareille explication, bien que cela ne soit très certain, on pourrait arriver à dissiper les nuages qui assombrissent, depuis assez longtemps, les horizons de cette très amère Adriatique. Si l'on réussissait dans cette noble tâche qui est de créer de l'Adriatique un milieu de confiance et de collaboration entre les populations qui l'entourent, en le substituant à cette pomme de discorde que constitue, malheureusement, l'Adriatique encore aujourd'hui, on rendrait certainement un service très précieux non seulement aux peuples environnants mais à la paix de l'Europe tout entière.

CONCLUSION

Après avoir essayé d'analyser les différentes phases du développement historique de la Question Adriatique, nous allons tenter maintenant d'examiner s'il y a des procédés moyennant lesquels on pourrait trouver, à notre avis, une base qui permettrait de donner une solution satisfaisante et définitive à cet épineux problème Adriatique, et qui serait de nature à débayer la voie pour un rapprochement sincère et une collaboration féconde entre les Nations que sépare l'Adriatique, et surtout entre la Yougoslavie et l'Italie, parce qu'on ne peut pas, nous le croyons, ne pas partager l'opinion qu'a exprimée récemment M. Sforza en disant que « parmi les paradoxes internationaux que l'on citera un jour comme « preuve de l'abaissement intellectuel de l'Europe « d'après guerre, celui des relations italo-yougoslaves « ne sera pas un des moindres » (1).

Après l'évolution qu'ont subie les rapports internationaux depuis la guerre, on peut montrer aujourd'hui un peu plus d'audace dans la recherche de ces moyens de solution des différends qui surgissent entre les Etats. Certainement, on ne peut pas parler, au moins quant à présent, d'une transformation ou de la disparition de l'égoïsme sacré, qui a presque toujours inspiré et dicté

(1) M. Sforza, *L'Italie et la Yougoslavie*, l'Europe Nouvelle, 26 août 1933, p. 812.

la politique des Etats. Peut-être même qu'il est permis aujourd'hui, en tenant compte de certains événements récents de la vie internationale, de constater plutôt une régression, momentanée, il faut l'espérer, dans ce domaine. Mais on peut croire, tout de même qu'actuellement les Nations sont plus disposées à faire un effort — un peu plus grand que dans le passé, — de compréhension des intérêts légitimes et des revendications raisonnables des autres Etats et à se montrer, en conséquence, plus souples et moins intransigeantes dans l'acceptation de certains sacrifices que pourrait exiger d'elles l'intérêt commun.

Quoi qu'il en soit, en envisageant les solutions susceptibles d'assurer la paix à cette région de l'Europe, nous pensons qu'il faut partir d'un point certain et acquis — et ce point c'est la stabilité de la situation actuelle, telle qu'elle est sortie des derniers traités de paix. Il faut tâcher donc de trouver, dans le cadre de la situation établie par les traités, des solutions à tous les conflits d'ordre économique aussi bien que d'ordre politique et stratégique, qui subsistent ou qui s'élèvent entre ces pays voisins. Nous disons qu'il faut respecter tout d'abord cette situation existante telle qu'elle est, parce que la création de cet état de choses a coûté des sacrifices énormes et on ne peut pas imaginer raisonnablement qu'une partie consentirait, sans réagir, qu'on modifiât cette situation à son détriment. Ainsi, M. Spalioikovitch, Ministre de Yougoslavie à Paris, dans une déclaration qu'il a faite récemment s'exprimait ainsi sur les rapports italo-yougoslaves : « Il est de l'intérêt » de l'Italie et de la Yougoslavie — disait-il — que les « traités de paix soient respectés. La Question de la

« Dalmatie a été réglée définitivement par l'Union des
« Serbes et des Croates et sanctionnée par les traités
« de paix. Tant que la Yougoslavie existe, la question
« de la Dalmatie ne peut être posée sous aucune forme :
« c'est une question purement yougoslave » (1). En effet,
la situation actuelle dans l'Adriatique est le résultat des
Traités internationaux librement conclus entre les parties
intéressées — et l'on sait que la paix repose, avant
tout, sur le respect des traités.

Que cette situation, issue des traités, soit satisfaisante
ou non, c'est une autre question, qui dépasse les limites
du sujet que nous nous sommes proposé de traiter
ici et dont le développement nous conduirait trop loin.
En tout cas, on peut affirmer, avec force, à notre avis,
que la situation politique d'aujourd'hui des côtes de
l'Adriatique est beaucoup plus satisfaisante que celle
qui existait avant la grande guerre et c'est surtout parce
qu'en la créant, on a tenu un plus grand compte du prin-
cipe des nationalités (2).

(1) *Le Temps*, 25 août 1933.

(2) M. Sforza, dans un article sur l'Italie et la France, qu'il a
publié dans la *Revue de Paris*, s'exprimait ainsi du besoin
qu'ont ces deux pays à se rendre compte de la viabilité des
Etats successeurs de la double Monarchie : « Il n'est pas encore
« reconnu — disait-il — ni en France, ni en Italie, que la pros-
« périté et l'indépendance des Etats successeurs sont un inté-
« rêt suprême pour nos deux pays. Tant que l'Italie tiendra au
« maintien de la victoire qui amena la destruction de cet ana-
« chronisme européen qu'était la conservation d'un grand Etat
« dynastique dont les chefs n'avaient pour mot d'ordre que
« leur séculaire et haineux *divide et impera*, tant que l'Italie
« voudra que le sacrifice de 500.000 de ses enfants n'ait pas été
« vain, elle devra vouloir la vie indépendante de ces Etats na-
« tionaux que Mazzini invoquait déjà en 1850 comme consé-
« quence de la libération de notre patrie et comme condition
« de sa vraie indépendance ».

V. Revue de Paris, 15 août 1930, p. 734.

On sait qu'aujourd'hui, dans l'Adriatique, ce sont essentiellement deux Etats — l'Italie et la Yougoslavie — qui ne peuvent pas se mettre d'accord pour vivre ensemble sur les rives de cette mer où le destin les a placés et dont les désaccords donnent toute acuité au problème de leurs rapports, connu en général actuellement sous le nom de question Adriatique. En effet, bien que l'Albanie, elle aussi, fasse partie du nombre des Etats dont les rivages sont baignés par l'Adriatique, son rôle important dans le cadre du problème Adriatique actuel provient surtout de ce qu'elle est employée par les principaux rivaux comme une arme, qui peut être très précieuse, en raison de sa position géographique.

Il résulte donc de ce qui précède que, pour résoudre d'une façon durable le problème Adriatique, il faut s'efforcer avant tout de trouver une solution aux différends qui existent entre les deux parties intéressées les plus importantes, la Yougoslavie et l'Italie. Or, il paraît, à première vue, que ce ne devrait être une tâche extrêmement difficile que de réaliser un accord entre ces deux pays. Vraiment, s'il y a deux Etats auxquels leurs intérêts — ces mobiles puissants dans la vie des peuples — l'histoire de la formation de leur unité nationale, leur ressemblance psychologique, conseillent et commandent de vivre dans la paix, ce sont bien, nous le croyons fermement, l'Italie et la Yougoslovie (1).

(1) M. Baldacci, qui s'occupe beaucoup des questions balkaniques, s'exprimait ainsi sur ce point : « Nos relations d'amitié et d'affaires avec les Slaves du Sud doivent être cordiales. « Notre race et celle des Slaves du Sud ont les caractères d'une « très grande ressemblance et une psychologie commune... Les « Yougoslaves ont une âme sensible et sont jaloux de leur propre indépendance comme aucun autre peuple au monde ; « nous ne devons pas du tout toucher ces cordes de leur indi-

Nous allons exposer d'abord, brièvement, les traits caractéristiques des rapports économiques italo-yougoslaves, d'où ressortira, avec toute évidence, la nécessité absolue des bonnes relations que commande à ces deux Etats leur intérêt commun. On sait que la Yougoslavie est un pays où l'agriculture prédomine. C'est un pays riche en matières premières mais dépourvu des industries correspondantes, capables d'absorber et de transformer ces matières premières. Par conséquent, la Yougoslavie est obligée de chercher des débouchés pour l'exportation de ces matières premières. On sait aussi qu'aujourd'hui la cause principale de la grande crise qui sévit dans les pays de l'Europe centrale, provient justement de l'impossibilité où se trouvent les pays agricoles de cette région de l'Europe d'exporter les excédents de leurs produits de la terre, ce qui a pour conséquence naturelle la diminution de pouvoir d'achat de ces pays agricoles, qui se répercute à son tour sur les exportations des pays industriels. Or, en envisageant maintenant la structure économique italienne, on constate tout de suite que c'est un pays avec une prédominance industrielle assez nette. Mais, en échange, ce qui manque à l'Italie, ce sont les matières premières.

Ainsi, on est amené à dire, en se tenant aux traits généraux, que ce qui manque à l'Italie est possédé par la Yougoslavie et inversement, ce que la Yougoslavie doit aller chercher ailleurs, elle peut le trouver en Italie.

« vidualité ethnique, et nous devons, au contraire, éliminer
« les exagérations dépourvues de sens, que quelqu'un chez nous
« a, malheureusement, cultivées ».

Italia e Jugoslavia a cura d'un gruppo di scrittori italiani e jugoslavi. Article de M. Boldacci. Interessi italiani in Bosnia-Erzegovina p. 218.

Comme on le voit, les structures économiques de ces deux pays se complètent d'une manière éclatante et qui saute aux yeux. Encore, pour pouvoir apprécier convenablement cette interdépendance économique, il faut prendre en considération la proximité immédiate des deux pays et la grande facilité des communications qui en dérive. En outre, ces deux pays sont séparés, sur une grande longueur, par une mer très étroite, ce qui devrait contribuer à rendre les communications entre eux plus rapides et moins coûteuses, parce qu'on sait que les communications par mer s'effectuent à un prix sensiblement plus bas que celles terrestres.

Lorsqu'on a en vue toutes ces raisons qui poussent les deux pays à se rapprocher l'un de l'autre, on ne peut qu'approuver, sans réserve, les paroles suivantes de M. Marinkovitch, ancien Ministre des Affaires Etrangères de Yougoslavie, qu'il a prononcées au cours d'un de ses discours : « Avec « l'Italie, nous avons — disait-il, tant pour des raisons « historiques que pour des raisons géographiques, des « intérêts communs assez importants, à cause desquels « nos rapports doivent être sans ombre : les rapports « d'amitié réelle et intime ». Malgré ces raisons qui devraient avoir pour conséquence un resserrement économique entre les deux pays, leurs échanges économiques réciproques ne cessent de décroître, causant ainsi un dommage incalculable à leurs économies respectives. Nous voyons ainsi un recul symptomatique des importations yougoslaves provenant d'Italie. Tandis que celles-ci s'élevaient, en 1925, à 18 % des importations totales de Yougoslavie, elles n'atteignent plus en 1932 que 12 %. Ce recul des échanges commerciaux entre les deux pays

est beaucoup plus impressionnant chez les importations italiennes qui proviennent de Yougoslavie et qui ont toujours été, depuis la guerre, supérieures aux exportations italiennes en Yougoslavie.

Donc, malgré les conditions naturelles extrêmement favorables, le développement normal des rapports économiques entre l'Italie et la Yougoslavie se trouve entravé. Il est clair qu'il faut chercher les raisons de cet état de choses dans le malaise politique qui règne, sauf à des intervalles très courts, d'une façon permanente, depuis la guerre, entre les deux Etats. Nous sommes arrivés ainsi à ce point fort délicat que sont les rapports politiques entre ces deux pays. Nous ne pensons nullement aller ici au fond des choses pour examiner en détail les causes de ces rapports actuels, parce que nous l'avons déjà fait au cours de notre travail, qui consiste, d'ailleurs, surtout dans une tentative d'exposer brièvement les étapes principales du développement historique de cette question Adriatique qui se présente aujourd'hui essentiellement sous la forme des rapports italo-yougoslaves. Mais nous allons examiner ici les principaux griefs qu'allègue l'Italie, parce que c'est elle qui se porte principalement accusatrice contre le statu quo, bien que la Yougoslavie pourrait invoquer certainement des arguments non moins forts contre l'état de choses actuel dans l'Adriatique, — ce qui nous permettra de voir si l'on pourrait trouver des solutions susceptibles de donner satisfaction aux exigences italiennes, tout en préservant les intérêts vitaux de la Yougoslavie, qui ne sauraient être lésés.

Parmi les arguments que l'on invoque en Italie, en se

plaignant de la situation actuelle dans l'Adriatique, il y en a un qui est répété le plus souvent, avec le plus de force et auquel on attribue à Rome une importance particulière : c'est la grande supériorité stratégique de la côte orientale de l'Adriatique, de la Dalmatie surtout, sur la côte occidentale de cette mer. Si cette supériorité stratégique de la côte orientale existe vraiment aujourd'hui dans la mesure que l'on affirme à Rome, — il ne faut pas oublier que l'Italie possède actuellement dans l'Adriatique Centrale des points stratégiques fort importants — c'est une question dont on peut discuter, mais qui dépasse nos compétences, et, par conséquent, nous la laisserons ici de côté. Quoi qu'il en soit, c'est cette soi-disante prédomination stratégique de la Dalmatie dans l'Adriatique, — prédomination qu'on ne peut apprécier qu'en tenant grand compte des perfectionnements énormes qu'a subis la technique navale au cours de ces derniers cinquante ans, qui ont eu pour effet tout naturel de réduire considérablement la valeur purement stratégique de certaines régions, — qui fait penser en Italie que la sécurité du pays peut être mise en danger un jour. Or, en parlant de ce problème, on ne doit pas oublier de relever un point très important, et qui est le rapport des forces entre les marines de guerre des deux pays, c'est-à-dire la supériorité écrasante de la puissante marine italienne sur la naissante marine yougoslave.

Donc, si c'est dans les rapports stratégiques des deux côtes de l'Adriatique qu'il faut chercher la source principale d'où jaillissent les méfiances réciproques qui ne cessent de planer au-dessus de l'Adriatique, en rendant ainsi impossible un développement des rapports d'ami-

tié et de collaboration entre les deux pays voisins, — nous croyons qu'il ne serait pas extrêmement difficile de trouver une solution susceptible de mettre fin à la situation actuelle, laquelle, plus elle se prolonge, plus elle devient délicate. En effet, lorsqu'on songe aux prétentions italiennes sur la côte opposée de l'Adriatique, une phrase de Machiavel vient spontanément à l'esprit. Machiavel écrivait dans son langage tranchant : « Des revendications qu'on répète deviennent des droits ». Or, en parlant de la Question Adriatique, on ne doit pas perdre de vue aujourd'hui que la Dalmatie fait partie intégrante de la Yougoslavie comme n'importe quelle autre province de cet Etat et que sa situation ne saurait être mise, en aucun cas, en discussion. Ce fait a été précisé, d'ailleurs, clairement par M. Spalaïkovitch, l'éminent Ministre de Yougoslavie à Paris, dans une déclaration récente, que nous avons citée plus haut, avec toute l'autorité qu'attache à ses paroles sa haute fonction.

Ainsi, pour remédier à la situation actuelle dans l'Adriatique, il faudrait faire disparaître la méfiance qui règne dans les rapports italo-yougoslaves et qui empêche leur développement normal. A notre avis, le remède le plus efficace et le plus propice à ce malaise politique qui existe entre les deux pays, pourrait être trouvé dans une neutralisation ou une démilitarisation, totale ou partielle, temporaire ou permanente de l'Adriatique. Evidemment, d'après nous, ce principe de neutralisation ou de démilitarisation de la mer Adriatique devrait être seulement une base des pourparlers, un but vers lequel on tend et dont l'application et le règlement seraient fixés — avec toutes les nuances qu'exigent les

circonstances — par les experts particuliers, qui devraient consacrer à la question tous les soins que l'importance du problème rend nécessaire, tout en tenant le plus grand compte des intérêts vitaux des deux pays.

La réalisation d'un tel projet ne devrait pas se heurter, nous le croyons, à des obstacles insurmontables, si les deux principales parties intéressées se mettaient au travail avec la décision ferme d'éliminer les malentendus qui les séparent, en consentant éventuellement certains sacrifices de leur orgueil et de leur amour-propre. Géographiquement, l'Adriatique étant une mer assez fermée, la proclamation de sa neutralité ou la limitation de la liberté de navigation des bateaux de guerre dépendrait presque exclusivement de la décision des Etats riverains. Et l'on sait qu'un accord est d'autant plus facile à réaliser, que les parties intéressées sont moins nombreuses. Encore, il ne faut pas l'oublier, une pareille solution ne serait pas une nouveauté, puisqu'elle aurait un précédent historique important dans le Traité de Campo-Formio de 1797 (1).

Du point de vue du droit international, sa réalisation serait, à notre avis, beaucoup plus acceptable aujourd'hui pour les parties intéressées, qu'elle ne l'aurait été avant la grande guerre et les transformations que celle-ci a fait subir aux rapports internationaux. En effet, actuellement, on voit employer, dans l'intérêt de la sauvegarde de la paix internationale, certains procédés dont l'emploi était extrêmement rare avant le cataclysme de 1914. La création de la Société des Nations a incontestablement favorisé, d'une façon appréciable, l'introduc-

(1) Cfr. Prezzolini, *La Dalmatie*, p. 55.

tion et la diffusion de ces méthodes et de ces procédés destinés à servir la paix internationale. Parmi ces différents procédés qui ont pour but la sauvegarde de la paix, et dont l'application s'est élargie à la suite de la grande guerre, l'un surtout attire notre attention. C'est le traité de garantie (1). Nous considérons, en effet, les traités de garantie comme particulièrement aptes à résoudre certaines situations internationales, qui peuvent paraître au premier moment fort délicates ou même insolubles. Ces traités nous paraissent capables d'amener une partie à faire certaines concessions sans lesquelles, par exemple, on ne pourrait pas atteindre le but que l'on s'est proposé. Or, nous savons qu'aujourd'hui certains points très sensibles de l'échiquier européen sont l'objet des traités de garantie, qui ont pour but d'en garantir la situation établie par les derniers traités. En appliquant une sorte de traité de garantie dans l'Adriatique, peut-être qu'on pourrait sortir par là de la situation actuelle, laquelle, bien qu'elle ne soit tragique, ne cesse d'être assez tendue pour causer des préoccupations.

Certainement, une conclusion heureuse de la Conférence du désarmement faciliterait beaucoup une application plus ou moins large du principe de démilitarisation de l'Adriatique. Mais, malheureusement, malgré toute la nécessité urgente de son bon résultat, les chances de succès de la Conférence de Genève ne paraissent pas, dans les circonstances actuelles, trop grandes.

D'autre part, en ce qui concerne la politique extérieure de la Yougoslavie, il y a aujourd'hui une situation nou-

(1) Sur la définition du traité de garantie, voir partie III, Chapitre II, section 2°.

velle qu'on doit signaler. On sait que ce pays fait partie du groupement des trois Etats, qu'on appelle la Petite Entente. Ce groupement d'Etats est un produit de la politique internationale d'après guerre. La Petite Entente, dont le domaine d'action se trouve particulièrement dans l'Europe Centrale, a joué un rôle important dans la vie européenne depuis la guerre. Mais, récemment, un fait se produit qui a transformé profondément, en la consolidant, l'organisation de ce groupement d'Etats. En effet, par son nouveau pacte d'organisation, qui date du 16 Février de cette année, la Petite Entente s'est constituée en une nouvelle communauté internationale, qui doit agir désormais dans le champ de la politique internationale comme une unité compacte, c'est-à-dire qu'on a réalisé ainsi une interdépendance effective dans la politique extérieure des trois pays : Yougoslavie, Roumanie et Tchécoslovaquie. Cette nouvelle communauté internationale présente, sans doute, actuellement, dans le cadre européen un facteur, dont la force et l'importance ne doivent pas être sous-estimées (1). Or, si l'on réussissait à dissiper les équivoques

(1) M. Benès, un des créateurs de la Petite Entente, à son retour de Belgrade, où avait eu lieu la Conférence de la Petite Entente, publia un article dans le « Cesko Slovo » du 25 décembre 1932. Il s'y exprimait ainsi sur l'importance de ce groupement d'Etats : « La Petite Entente — disait-il — est consciente de sa force qui est grande. Il s'agit de trois Etats qui « comptent 50 millions d'habitants et 685.000 km² de territoire riche, susceptible de développement, avec une population qui ne cesse de s'accroître. Un tel groupement ayant son « unité intérieure, un but politique ferme et un plan établi, ne « se laissera imposer aucun projet révisionniste de quelque nature qu'il soit : un tel groupement est suffisamment fort pour « pratiquer sa politique propre, la politique de paix, de tranquillité, de reconstruction et de réelle bonne volonté envers « tout le monde ».

V. *Revue des Deux Mondes* du 15 janvier 1933, p. 472.

qui règnent entre la Petite Entente, comme unité internationale, et l'Italie, on rendrait par là certainement plus réalisable un accord adriatique entre Belgrade et Rome.

Quoi qu'il en soit, pour résoudre le problème Adriatique tel qu'il se pose encore aujourd'hui, il faut chercher, avant tout, à aplanir les difficultés et les froissements qui existent entre l'Italie et la Yougoslavie, et les autres questions qui agitent l'Adriatique se montreraient tout de suite comme étant d'une importance secondaire. Evidemment, nous n'oublions point qu'aujourd'hui, avec la lutte qui se fait en Europe autour de la création d'un grand empire germanique qui devrait réunir dans un même Etat l'Allemagne et l'Autriche, formant ainsi une unité d'une puissance formidable, qui se prolongerait de la Baltique jusqu'à la porte de l'Adriatique, la question Adriatique, telle qu'elle se présente actuellement, pourrait changer subitement d'aspect. En effet, si l'on parvenait à faire entrer dans un même Etat Berlin et Vienne, ce nouvel empire germanique ferait sentir immédiatement tout son poids énorme sur la situation de l'Adriatique. Il faut se rappeler ici des visées anciennes de Berlin sur l'Adriatique et de *Drang nach Osten*. Or, un empire germanique formé aujourd'hui de l'Allemagne et de l'Autriche serait beaucoup plus puissant que l'ancien empire allemand et, par conséquent, sa force d'expansion serait aussi beaucoup plus grande. Ce nouvel empire, avec son formidable équipement industriel, devrait tout naturellement tourner toute son expansion vers l'Orient, pour y chercher des débouchés pour l'exportation de ses produits industriels. Mais, pour arriver à l'Orient, il faut passer par l'Adriatique et par les Bal-

kans, parce que ce sont les meilleures routes qui y conduisent de l'Europe Centrale. D'où la nécessité inéluctable qu'éprouverait ce nouvel Etat à se frayer une route libre à travers ces régions. Donc, ce qui précède, fait voir suffisamment clair, nous croyons, de quel poids serait la pression qu'exercerait, sur l'Adriatique, ce nouvel empire germanique, s'il se formait un jour. Sa formation provoquerait certainement un bouleversement complet de l'équilibre des forces existant aujourd'hui dans l'Adriatique. Mais, puisque la création de ce grand empire germanique n'est qu'au stade d'un projet, qui n'est lui-même que l'expression de certaines aspirations assez difficilement réalisables, nous ne nous en occupons ici plus longuement.

En ne tenant compte que de la situation actuelle dans l'Adriatique, on peut dire que, si l'on écartait les malentendus et les divergences qui troublent les rapports italo-yougoslaves, on écarterait, par là même, les risques d'une collision dans l'Adriatique. M. Hribar stigmatisait la possibilité d'une pareille collision dans ces paroles touchantes, qu'il nous paraît bon de citer : « Aujourd'hui —
« disait-il — quand les esprits progressifs de l'Europe,
« libres des préjudices du passé et de l'impérialisme de
« race, convoitent ardemment la Paneurope, au temps
« où l'aviation avec un seul vol lie l'Amérique à l'Eu-
« rope et avec cela détruit les frontières entre la Pan-
« europe et la Panamérique ; dans cette époque des ma-
« gnifiques vols atlantiques et polaires, c'est un égoïsme
« brutal et un délit contre son propre peuple et contre
« l'humanité, que de dépenser et de perdre ses meilleu-
« res énergies pour le lac adriatique et à cause de lui
« risquer des millions de vies, la paix et la consolidation

« de toute l'Europe » (1). Bien que ces sages paroles correspondassent plus et fussent peut-être plus compréhensibles, se rapportant à l'état d'esprit où se trouvait l'Europe il y a quelques années, elles ne restent pas, aujourd'hui, moins susceptibles de donner à réfléchir à ceux qui sont appelés à diriger la vie des Nations.

Une fois favorablement résolu le problème des rapports italo-yougoslaves, il resterait, pour donner une paix stable et durable à la Région Adriatique, à trouver une solution aussi aux rapports de ces deux pays avec l'Albanie. Nous croyons fermement que si ces deux premiers Etats pouvaient arriver à régler les différends qui les séparent, la fixation de leur politique envers l'Albanie ne saurait provoquer de grandes difficultés. En effet, aujourd'hui, au temps où il existe la Société des Nations, on pourrait assez facilement assurer et garantir l'indépendance complète de ce petit pays, en le délivrant ainsi de la nécessité de chercher ailleurs, surtout dans les pays voisins, l'appui indispensable à son existence de l'Etat souverain (2). Or, on sait que cet appui étranger doit toujours être payé. Quand on connaît l'histoire récente

(1) Hribar, *I Rapporti Italo-Jogoslavi*, p. 24.

(2) M. Nintchitch, parlant des divergences qui existent entre Rome et Belgrade sur leur politique respective envers l'Albanie, s'exprimait ainsi : « Pourquoi serait-il difficile — dit-il — de trouver une formule satisfaisante pour tout le monde, du moment que trois des gouvernements les plus intéressés, ceux de Rome, de Belgrade et d'Athènes, ont déclaré officiellement qu'ils étaient d'accord sur le fond de la question, c'est-à-dire de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Albanie. Si cette formule ne peut être, par hasard, trouvée dans les conversations directes, le recours à un arbitre est tout indiqué, et cet arbitre, nous l'avons désigné, c'est la Société des Nations ».

Nintchitch, *op. cit.*, p. 576.

de l'Albanie, on est tout porté à penser, du moins c'est notre avis, que c'est surtout vers de pareilles contrées que doivent aller les soins et la protection de l'institution de Genève, parce que c'est là qu'on en sent le plus grand besoin. Les grands peuvent se défendre et protéger leurs intérêts eux-mêmes ; c'est des petits que devrait s'occuper avec un soin particulier la Société des Nations, puisque ce sont ces petits qui sont exposés aux attrait des grands, ce qui a pour conséquence de faire naître des rivalités entre ces derniers, et les rivalités dangereuses entre les grandes Nations peuvent conduire très loin. L'histoire nous en donne des exemples très nombreux, pour qu'il soit nécessaire d'y insister davantage.

Il nous reste à dire ici quelques mots de certaines nouvelles tendances qui se sont manifestées ces derniers temps dans l'orientation de la politique internationale en Europe et de leur répercussion sur la Question Adriatique. Tout d'abord, on a assisté, en Europe, ces derniers mois, à toute une série de conclusions de pactes de non-agression. Ces pactes de non-agression ont été conclus, généralement, entre la Russie, d'une part, et d'autres Etats européens, d'autre part. Certains de ces pactes conclus entre la Russie soviétique et les autres Etats européens comportent aussi une clause relative à la définition de l'agresseur, tandis que d'autres sont sans cette clause. Parmi ces différents pactes de non-agression, il y en a un qui nous paraît intéressant de signaler ; c'est celui signé le 4 Juillet de cette année, à Londres, entre la Petite Entente et la Russie. Ce pacte est intéressant, d'abord, parce qu'il constitue le premier acte international commun, qu'a accompli la Petite En-

tente depuis la création de la nouvelle communauté, réalisée par le pacte d'organisation du 16 Février. Il nous intéresse ensuite, parce qu'il s'efforce de consolider la paix dans l'Europe Balkanique et danubienne. L'efficacité de pareils pactes ne nous inspire pas trop de confiance, mais nous croyons tout de même qu'il faut reconnaître qu'ils peuvent être employés très utilement pour provoquer une certaine détente dans les rapports des Etats qui en ont besoin, et c'est déjà fort appréciable, à notre avis. On peut employer ces traités comme une panacée, en attendant que le temps apporte une atmosphère plus propice pour le règlement définitif de certains problèmes fort délicats. A ce titre, nous croyons que la conclusion d'un pacte Adriatique de non-agression, dont on a parlé d'ailleurs, à un certain moment, dans la presse européenne comme d'une chose probable, pourrait être très bienfaisante pour les rapports italo-yougoslaves, parce qu'en faisant naître un peu de confiance, elle permettrait probablement à chacun des deux pays de mieux comprendre les intérêts et les besoins de l'autre.

Le second aspect de la politique internationale européenne de ces derniers mois est représenté par le Pacte à Quatre, dont nous dirons ici quelques mots. On sait que ce pacte à quatre, qui fut signé à Rome le 15 juillet, est dû à l'initiative de M. Mussolini. On sait aussi que le projet primitif du pacte à quatre, tel qu'il fut conçu par son inspirateur, diffère profondément de son texte définitif. En effet, dans la pensée de M. Mussolini, le pacte à quatre devait être surtout un instrument, qui faciliterait la révision des traités de paix. La réaction qu'a provoquée cette idée de révision des traités dans

les Etats de la Petite Entente, à Paris, en Pologne et dans une certaine partie de l'opinion publique anglaise, obligea les créateurs du pacte à quatre à lui donner un caractère nouveau. Ainsi, on est arrivé du projet primitif du pacte, qui tendait à une révision des traités de paix, à son texte définitif, pour lequel on pourrait dire, à notre avis, qu'il ne représente pas grand chose de nouveau. Le pacte à quatre, tel qu'il fut signé à Rome au mois de Juillet, tend surtout à permettre et à assurer une collaboration et une interdépendance dans la politique extérieure des quatre grandes puissances européennes, aujourd'hui officiellement reconnues comme telles, c'est-à-dire l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. Or, ces mêmes quatre grandes puissances pouvaient se concerter sur toutes les questions qui leur sont propres au sein même de la Société des Nations, parce qu'elles sont, toutes les quatre, comme on le sait, les membres permanents du Conseil de l'institution de Genève. Ayant en vue cette particularité, on ne voit pas bien l'utilité du nouveau pacte.

On avait mis, généralement, beaucoup d'espoir dans les résultats qu'aurait la conclusion du pacte à quatre sur la situation internationale en Europe. On en espérait une détente générale. Mais, malheureusement, le moins qu'on puisse dire, c'est que les événements ont montré clairement que ces espoirs mis en pacte à quatre étaient de beaucoup excessifs. Nul doute que le pacte à quatre rendrait un grand service à la paix européenne s'il réussissait à assurer une collaboration effective de ses signataires dans le domaine de la politique extérieure. Mais nous doutons fortement de sa capacité de réaliser un pareil miracle. On ne peut pas nier qu'une

amitié franco-italienne « rajeunie et renforcée », pour employer les termes dont s'est servi « Le Temps » en parlant du pacte à quatre, soit de nature à déterminer de meilleurs rapports entre l'Italie et la Petite Entente et par là même à faciliter la solution de tous les problèmes qui se posent en Europe Centrale. Et « Le Temps » continuait : « Nous croyons que ces relations « nouvelles entre Paris et Rome découvrent des perspectives favorables pour un accord qui donnerait tout « apaisement en ce qui concerne la sécurité de la Yougoslavie » (1).

Seulement, ces espoirs sont loin de correspondre à la réalité des faits et il est permis, dans les circonstances actuelles, de douter des bons résultats du pacte à quatre. Car, comme le dit M. Sforza, « rien de bon pour la paix « ne peut sortir d'une union des puissants ; la preuve « en fut clairement administrée par l'essai identique « qui suivit les guerres napoléoniennes, la Sainte-Alliance. Un groupe de grandes puissances, ou bien ne « représente rien du tout, ou bien est enclin à adopter « des solutions de force » (2). Or, en envisageant ces deux dernières alternatives, le résultat est toujours le même. Si un groupe de grandes puissances ne représente rien du tout, alors il est inutile, et on sait qu'une chose inutile, si elle ne peut faire de bien, elle peut souvent faire du mal. Si l'on prend maintenant le deuxième cas — l'emploi de la force, — l'histoire nous démontre clairement que les solutions imposées par la force ne sont pas à recommander.

Quoi qu'il en soit, pour terminer, nous croyons que

(1) Le Temps du 15-16 Juillet 1933.

(2) Sforza, *op. cit.*, l'Europe Nouvelle, 26 août 1933, p. 812.

l'Italie et la Yougoslavie ont assez d'intérêts identiques qui les poussent à chercher, dans un rapprochement réciproque la solution des divergences qui les séparent, malheureusement, encore aujourd'hui et qui portent un grand dommage à leurs intérêts respectifs. Et puisque ce sont les intérêts bien compris d'un Etat qui finissent toujours par triompher dans la détermination de sa politique extérieure, on peut espérer que les deux pays voisins de l'Adriatique s'apercevront un jour que l'unique issue sage de la situation actuelle, qui ne profite à personne, se trouve dans un accord sincère et loyal entre deux Etats, accord qui, pour être efficace, devrait naturellement assurer la sauvegarde complète des intérêts vitaux des deux parties contractantes.

En agissant ainsi, l'Italie et la Yougoslavie formeraient de l'Adriatique un véritable trait d'union, — auquel rôle il se prête merveilleusement bien à cause de sa configuration géographique, — entre les deux pays et à leur profit. Par cet acte, elles rendraient aussi un grand service à la paix de l'Europe tout entière, parce qu'elles assureraient ainsi la tranquillité à une région qui en a toujours eu besoin pour son développement normal. L'avenir nous dira si c'est la raison ou la passion qui prévaudra dans la conduite de ces deux Etats qui ont tant d'intérêts communs.

Vu : Le Président de la thèse,
A. de LA PRADELLE.

Vu : Le Doyen,
Edgard ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- ADRIACUS (Capon). De Trieste à Valona — Essai sur le problème Adriatique, Milan, Alfieri et Lacroix, 1919.
- ADRIATICUS. La Question Adriatique — recueil des documents officiels, Paris, Imprimerie typographique, 1920.
- ALBERTI (M.). Adriatico e Mediterraneo, Milano, 1915.
- ALVAREZ (A.). Le droit international de l'avenir, Washington, Institut américain de droit international, 1916.
- AMELOT DE LA HOUSSAIE. Histoire des Uscoques, Paris, 1682.
- ANCEL (J.). Les Balkans face à l'Italie, Paris, Librairie Delagrave, 1928.
- ANZILOTTI (A.). Italiani e Jugoslavi nel Risorgimento, Roma, « La Voce » 1920.
- BALDACCIS (A.). L'Albania, Roma, istituto per l'Europa Orientale, 1929.
- BALKANICUS. Le problème albanais — La Serbie et l'Autriche-Hongrie, Paris, Challamel, 1913.
- BENEDETTI (G.). La Pacedi Fiume dalla Conferenza di Parigi al Trattato di Roma, Bologna, Zanichelli, 1924.
- BERNARDY E FALORSI. La Questione Adriatica Vista d'Oltre Atlantico (1917-1919), Bologna, Zanichelli, 1923.
- BISSOLATI (L.). La politica estera dell'Italia dal 1897 al 1920, Milano F.lli Treves, 1923.
- BORGESE (G.-A.). Italia e Germania, Milano, Treves 1915.
- BOURCART (J.). L'Albanie et les Albanais, Paris, Bossard, 1921.
- BOWMAN (J.). Le Monde nouveau, Paris, Payot, 1928.
- CABURI (F.). Italiani e Jugoslavi nell'Adriatico, Milano F.lli Treves, 1917.
- CAPRIN (G.). L'Ora di Trieste, Firenze, A. Beltrami, 1915.
- CASSI (G.). Il Mare Adriatico, Milano, Hoepli, 1915.
- CHABOSEAU (A.). Les Serbes, Croates et Slovènes, Paris, Bossard, 1919.

- CHERADAME (A.). L'Europe et la Question d'Autriche au seuil du xx^e siècle, Paris, Plon, 1901.
- CHLUMECKY (L. Von). Österreich-Ungarn und Italien — das west — Balkanisch problem und italiens kampf um die vorherrschaft in der Adria, Leipzig, 1907.
- CONFORTI (G.). L'Albania e gli Stati Balcanici, Lecce, 1901.
- COPPOLA (F.). La Fine dell'Intesa, Bologna, Zanichelli, 1922.
- CRISPI (F.). Politica estera-memorie e documenti, Milano, Fratelli Treves, 1914.
- » « Questioni Internazionali », Milano, Treves, 1913.
- CVIJIC (J.). La Péninsule Balkanique, Paris, Colin, 1918.
- DALMAZIA (La). Scritti vari, Genova, Formiggini, 1915.
- DE LUCA (B.). Fra Italiani Tedeschi e Slavi, Torino Frassati e C. 1899.
- DENIS (E.). Du Vardar à la Sotcha, Paris, Bossard, 1923.
- » La Grande Serbie, Paris, Librairie Delagrave, 1915.
- DESPAGNET (F.). Essai sur les Protectorats, Paris, 1896.
- DIEHL (Ch.). La lutte pour l'Adriatique, Revue des Deux Mondes, 15 septembre 1916.
- DONGHI (J.). The Adriatic and its problem, The Fortnightly Review, Juin 1922.
- DRIAULT (E.). La Question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours, Paris, Alcan, 1914.
- DUDAN (A.). La Monarchia degli Absburgro, origini, grandezza e decadenza, vol. II, 1849-1915, Roma, Bontempelli, 1915.
- DUMONT (A.). Le Balkan et l'Adriatique, Paris, Didier et Cie, 1874.
- EVANS (Sir A.). L'Italie et les Yougoslaves, Paris, 1919.
- » Les Slaves de l'Adriatique et la Route continentale de Constantinople, London, The Near East, 1916.
- FEDERZONI (L.). La Dalmazia che aspetta, Bologna, Zanichelli, 1915.
- » Il Trattato di Rapallo, Bologna, Zanichelli, 1921.
- FAUCHILLE (P.). Traité de droit international public, Paris, Rousseau, 1926, t. 1^{er}.
- FUSTEL DE COULANGES. Questions contemporaines, Paris, Hachette et Cie, 1919.
- GAIDA (V.). L'Italia d'oltre confine, Torino, Fratelli, Bocca, 1914.
- GIANNINI (A.). La Formazione dell'Albania, Roma, Anonima Romana Editoriale, 1929.

- GIOLITTI (G.). Memorie della mia vita. II. Milano. Flli, Treves, 1922.
- GIULIANI (S.). Assestamento e Rinascita dell'Albania, tipografia del « Papolo d'Italia », Milano, 1929.
- GODART (J.). L'Albanie en 1921, Paris, les Presses Universitaires de France, 1922.
- GOUVAIN (A.). L'Europe au jour le jour (VIII) 1915, Paris, Bossard, 1920.
» L'Italie et les Yougoslaves, Revue de Paris, 1^{er} juin 1919.
- HAUMANT (E.). La Formation de la Yougoslavie (XV-XX^e), Paris, Alcan, 1930.
- HAUSER (H.). Le Principe des Nationalités — ses origines historiques, Paris, Alcan, 1916.
- HAUTECŒUR (L.). L'Italie sous le Ministère Orlando — 1917-1919, Paris, Bossard, 1919.
- HRIBAR (A.). I rapporti Italo-jugoslavi, Zagreb, Biblioteca Agraria, 1928.
- IDMAN (K.-G.). Le Traité de garantie en droit international. Helsingfors, 1913.
- ILLIRICUS. Dalmazia e Italia, Roma, Enrico Voghera, 1915.
- ITALIA E JUGOSLAVIA a cura d'un gruppo di scrittori italiani e jugoslavi, Firenze, Libreria della Voce.
- ITALICUS SENATOR. La Question de l'Adriatique, Rome, 1916.
- JIRECEK (C.). La civilisation serbe au moyen âge, Paris, Bossard, 1920.
- LAMANSKY (V.). Secrets d'Etat de Venise, Saint-Petersburg, 1884.
- LA PRADELLE (A. de). Cours de droit international public, professé à la Faculté de droit de Paris, doctorat, 1931-32.
- LA PRADELLE (P. de). La Frontière, thèse, Paris, 1928.
- LAVERGNE (B.). Le principe des nationalités et les guerres, Paris, Alcan, 1921.
- LE FUR (L.). Races, Nationalités, Etats, Paris, Alcan, 1922.
- LEGER (L.). Le Panslavisme et l'intérêt français, Paris, Flammarion, 1917.
- LENEL (W.). Die Entstehung der Vorherrschaft Venedigs an der Adria, Strassbourg, Trübner, 1897.
- LOISEAU (Ch.). L'Ancien Monténégro, le Correspondant, 25 septembre 1927.

- » L'Equilibre Adriatique, Paris, Librairie académique Perrin et Cie, 1901.
- MANTEGAZZA (V.). L'Altra Sponda (Italia ed Austria nell'Adriatico), Milano, Libreria Lombarda, 1906.
- MARANELLI (C.), E. SALVEMINI (G.). La Questione dell'Adriatico, Firenze, Libreria della voce, 1918.
- MARKOVITCH (L.). La France, l'Italie et la Yougoslavie, l'Esprit International, 1930, p. 168.
- » Le désarmement et la politique de Belgrade, Société Générale d'imprimerie, Paris, 1932.
- MARRIOTT (J.-A.-R.). The Problem of the Adriatic Italy, Austria and the southern slavs, Nineteenth Century, décembre 1915.
- MAZZINI (G.). Doveri dell'uomo, Roma, Ripamontie C., 1873.
- » La Questione d'Oriente, Roma, 1877.
- MORELLO (V.). L'Adriatico senza pace, Milano, Alfieri e Lacroix, 1919.
- MORICHINI (U.). Il Bacino Adriatico e la Dalmazia, Roma, Litto-
torio, 1932.
- MORPURGO (E.). Esame giuridico della controversia Adriatica, Padova, 1926.
- MOUSSET (A.). L'Albanie devant l'Europe (1912-1929) Paris, 1930.
- MUSONI (F.). La Jugoslavia, Firenze Le Monnier, 1928.
- MUSSOLINI (B.). Discorsi del 1928, Milano « Alpes », 1929.
- NANI (U.). Oriente Europeo, Foligno, Campitelli, 1930.
- NICOLITCH (D.). Les différends des frontières de l'Albanie, Thèse Paris, 1927.
- NIEDERLE (L.). La race slave, Paris, Alcan, 1911.
- OSTERMAN (S.), BORBA O JADRAN I O BAROS, Zagreb, 1921.
- PATTODI ROMA (II). Scritti vari, Roma, « Voce », 1919.
- PERNICE (A.). Origine ed Evoluzione storica delle nazioni balcaniche, Milano, Hoepli, 1915.
- PRADIER-FODERE (P.). Traité de droit international public T. I., Paris, Pedone Lauriel, 1885.
- PREZZOLINI (G.). La Dalmatie, Genève, Imprimerie commerciale, 1917.
- PRIMORAC (V.). La Question Yougoslave, Paris, édition de la Société « Yougoslavie », 1918.
- RANDI (O.). La Jugoslavia, Napoli, Ricciardi, 1922.
- » I. Popoli Balcanici, Roma, P. Cremonese, 1929.

- » Nicola P. Pasie, Roma, Anonima Romana Editoriale, 1927.
- REDSLOB (R.). Le principe des Nationalités, Paris, Sirey, 1930.
- RIVIER (A.). Principe du Droit des Gens, T. I., Paris, Rousseau, 1896.
- RONCAGLI (J.). Problème militaire de l'Adriatique vulgarisé, Roma, Reale Societa Geografica italiana, 1918.
- SALANDRA (A.). La neutralita italiana, Milano, Mondadori, 1928.
- SAVIC. Southe-Eastern Europe, London, Revell.
- SEIGNOBOS (Ch.). Histoire politique de l'Europe contemporaine, Paris, Alcan, 1926.
- SETON-WATSON (R.-W.). The Southern Slav question and the habsburg Monarchy, London, constable et C°, 1911.
- SFORZA (C.). Les bâtisseurs de l'Europe Moderne, Paris, Gallimard, 1931.
- » Italie et France, Revue de Paris, 15 août 1930.
- » Italie et Yougoslavie, l'Esprit International 1930, p. 364.
- SIMONDS (F.). Can Europe Keep the peace ? London Hamilton.
- SOLMI (A.). Italia e Francia, Milano, 1931.
- SOSNOSKY (T. Von). Die Balkan-politique Oesterreich, — ungarus seit 1866. Stuttgart und Berlin, Deutsche Verlags anstalt, 1913-1914.
- SPELLANZON (C.). Vinti e Vincitori nei balcani, Milano « Corbaccio », 1926.
- STEED (W.-H.). La Monarchie des Habsbourg, Paris, Colin, 1914.
- STOYANOVITCH (S.). La Question de l'Adriatique et le Principe des Nationalités, Thèse Grenoble, 1922.
- TAMARO (A.). L'Adriatico — Golfo d'Italia, Milano, Treves, 1915.
- » Italiani e slavi nell'Adriatico, Roma Athenaeum, 1915.
- TARDIEU (A.). La Paix, Paris, Payot et Cie, 1921.
- TCHIRITCH (S.). La Question de Fiume, Thèse Paris, 1924.
- TITTONI (T.). Questioni del giorno, Milano, Treves, 1928.
- TRATTATI ED ACCORDI per la pace Adriatica, Raccolti a cura di Amedeo Giannini, Roma, Edizione di « Politica ».
- (IL) TRATTATO di Rapallo al Parlamento Italiano, — a cura di A. Giannini, Roma, Libreria di Scienze e Lettere.
- VAINA (E.). La Nazione Albanese, Catania, Battiato, 1917.
- VESNITCH (M.). La Serbie à travers la Grande Guerre, Paris, Bossard, 1921.

VILLARI (L.). The expansion of Italy, London, Faber et Faber limited.

» The Fashist experiment, London, Faber et Gwyer, 1926.

VIVANTE (A.). Irredentismo Adriatico, Firenze, Libreria della Voce, 1912.

VOINOVITCH (Comte L. de). La Dalmatie, l'Italie et l'unité Yougoslave, Genève-Bâle-Lyon, Georg et C°, 1917.

» La Monarchie Française dans l'Adriatique, Paris, 1918.

VOLPE (G.). L'Italia in cammino, Milano, Treves, 1928.

WENDEL (H.). Der Kampf der Südslawen um Freiheit und Einheit « Frankfort am Mein », 1925.

WOODS (H.-Ch.). Some Adriatic Problems, The Contemporary Review, Mai 1920.

***. L'Adriatico, Studio geographico, Storico e politico, Milano, Treves, 1914.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

PREMIERE PARTIE

La lutte d'influences dans l'Adriatique avant la guerre mondiale

CHAPITRE I. — L'Adriatique sous la domination de Venise	23
CHAPITRE II. — Le Congrès de Berlin et le problème de l'Adriatique	32
CHAPITRE III. — La Triple Alliance et l'Adriatique .	39
CHAPITRE IV. — Les Guerres Balkaniques et la créa- tion de l'Albanie	48

DEUXIEME PARTIE

La Question Adriatique pendant la guerre mondiale et sa solution à la fin de celle-ci

CHAPITRE I. — Le conflit des intérêts italo-yougo- slaves	59
CHAPITRE II. — La Question Adriatique pendant la Grande-Guerre	68
SECTION I. — Le Traité de Londres	68
SECTION II. — Le Pacte de Rome	73
SECTION III. — L'Albanie pendant la guerre mon- diale	76

CHAPITRE III — Solution de la Question Adriatique .	80
SECTION I. — La Question Adriatique à la Conférence de Paris	80
SECTION II. — Le Traité de Rappalo	90
CHAPITRE IV. — Les Accords Italo-Yougoslaves de Rome de 1924	94

TROISIEME PARTIE

L'Albanie et l'Equilibre Adriatique d'après-guerre

CHAPITRE I. — La Situation internationale de l'Albanie à la fin de la guerre.	101
CHAPITRE II. — Les Traités Italo-Albanais de Tirana et leur répercussion sur les rapports italo-yougoslaves	109
SECTION I. — Le But de ces traités	109
SECTION II. — La nature juridique de ces différents traités	121
SECTION III. — Les traités italo-albanais et l'Equilibre Adriatique	128
CONCLUSION	133
BIBLIOGRAPHIE	155

Issoudun. — Imprimerie Rapide du Centre (Tél. 32)

